

**Michel Bernard**

Professeur associé, Chaire d'études socio-économiques  
et département des sciences comptables, UQAM

**et Michel Chartrand**

syndicaliste, militant anti-pauvreté, conférencier

(1999)

# Manifeste pour un revenu de citoyenneté

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES  
CHICOUTIMI, QUÉBEC**

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.  
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée avec le concours de Pierre Patenaude, bénévole, professeur de français à la retraite et écrivain, Lac-Saint-Jean, Québec.  
[http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles\\_equipe/liste\\_patenaude\\_pierre.html](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_patenaude_pierre.html)  
Courriel : [pierre.patenaude@gmail.com](mailto:pierre.patenaude@gmail.com)

à partir du texte de :

Michel Bernard et Michel Chartrand

### **Manifeste pour un revenu de citoyenneté.**

Montréal : Les Éditions du renouveau québécois, 1999, 144 pp.

Le directeur de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQÀM, M. Marc Hasbani, nous a accordé l'autorisation de diffuser en libre accès à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : [hasbani.marc@uqam.ca](mailto:hasbani.marc@uqam.ca)  
<http://www.cese.uqam.ca/>

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 21 septembre 2020 à Chicoutimi, Québec.



## Michel Bernard

Professeur associé, Chaire d'études socio-économiques  
et département des sciences comptables, UQÀM

## et Michel Chartrand

syndicaliste, militant anti-pauvreté, conférencier

### Manifeste pour un revenu de citoyenneté



Montréal : Les Éditions du renouveau québécois, 1999, 144 pp.

MICHEL BERNARD ■ MICHEL CHARTRAND

MANIFESTE  
POUR UN REVENU  
DE CITOYENNETÉ

**Collection alternative politique**

Directrice • Ginette Leroux



Nous sommes infiniment reconnaissant à la direction de la **Chaire socio-économique de l'UQAM** de nous accorder la permission de publier, en texte intégral, ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

[Autorisation formelle accordée le 4 février 2008 par le directeur de la **Chaire socio-économique de l'UQAM**, M. Marc Hasbani, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Non seulement M. Hasbani nous a-t-il autorisé à diffuser ce livre mais également toutes les publications de la Chaire socio-économique de l'UQAM.

M. Marc Hasbani,  
Directeur  
Chaire socio-économique de l'UQAM.



Courriel : [hasbani.marc@uqam.ca](mailto:hasbani.marc@uqam.ca)

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales  
Lundi, le 21 septembre 2020.

## Manifeste pour un revenu de citoyenneté

# Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

L'humanité a toujours poursuivi l'objectif d'éliminer le travail. Elle y réussit admirablement par les progrès de la technologie, de la génétique, celui des communications, etc. Logiquement, il faudra donc dissocier le revenu du travail qui s'amenuise. Les idéologies de l'insertion sociale par le travail, de la société salariale et du plein emploi vacillent déjà. Qui a intérêt à perpétuer un modèle qui ne livre ses biens qu'à ceux qui peuvent offrir un travail de moins en moins payé et de plus en plus précaire ?

Le progrès fait que les biens premiers abondent alors que, paradoxalement, une partie de la population en manque. Une réforme inévitable de la distribution pointe vers le revenu de citoyenneté universel et inconditionnel. Son coût net se calcule en déduisant les coûts des anciens programmes, les coûts de la pauvreté et les recettes fiscales supplémentaires de son effet de stimulation économique. Son coût n'est pas plus élevé que les propositions actuelles de réductions d'impôts des patrons, sauf que les fonds demeurent sous le contrôle de l'action publique.

Plutôt que de créer un modèle québécois, on nous invite à imiter la fiscalité et le cheminement vers l'État minimal de la société américaine qui sombre dans la violence, l'iniquité et qui radie de plus en plus le droit social en faveur de la charité privée et du droit exclusif de propriété privée. La mondialisation fait que les multinationales jouent les États les uns contre les autres. Il n'y a pas d'avenir dans ce modèle.

Le revenu de citoyenneté fera un jour partie de la Constitution du pays du Québec, et c'est nous qu'on imitera, si nous en avons la volonté politique.



### **Michel Bernard**

Diplômé en sciences sociales, science et technologie, B.Sc. comm.,

M.A. (philosophie), membre de l'ordre des comptables en management (CMA), professeur de sciences comptables à l'UQAM.



### **Michel Chartrand**

Syndicaliste, militant anti-pauvreté, conférencier.



**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[6]

PUBLIÉ PAR  
LES ÉDITIONS DU RENOUVEAU QUÉBÉCOIS  
3575, boul. Saint-Laurent, bureau 117  
Montréal (Québec)  
H2T 2X7  
Téléphone: (514) 843-5236  
Télécopieur: (514) 849-0637  
Courriel : [autjour@microtec.net](mailto:autjour@microtec.net)

Conception de la couverture et mise en page : Jean-François Castonguay  
Photos de la couverture : Claude Villemur  
Caricatures : Martin Durand  
Tableaux : Epsilon Média

Imprimé et relié par Imprimeries Transcontinental inc.,  
division Imprimerie Gagné



Copyright © Éditions du Renouveau québécois  
ISBN 2-9801075-6-5  
Dépôt légal 1999-  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

[7]

## Manifeste pour un revenu de citoyenneté

# Table des matières

### Quatrième de couverture

### INTRODUCTION [11]

Le revenu de citoyenneté comme réalisation des droits sociaux – L'égalité face aux biens premiers – Le droit seul est compatible avec la dignité – À quels besoins le revenu de citoyenneté veut-il répondre ? – L'effet de relance économique du revenu de citoyenneté – Il faut réagir.

### **Chapitre 1.** La définition et les avantages du revenu de citoyenneté [29]

#### 1. Une nouvelle définition de la citoyenneté [31]

En quoi le revenu de citoyenneté entraîne-t-il une redéfinition de la citoyenneté ? – En tant que citoyen d'un État, n'est-on pas propriétaire des ressources naturelles du territoire de cet État, des progrès issus des générations passées ? – Les classes bien nanties ne bénéficient-elles pas déjà actuellement d'une allocation à même le bien commun ?

#### 2. L'objectif de pauvreté zéro : fin de l'inquiétude face aux biens premiers [39]

Que faut-il comprendre de l'inconditionnalité du revenu de citoyenneté ? – Qu'est-ce que le concept de pauvreté zéro ? – Donner un revenu à quelqu'un sans qu'il travaille, n'est-ce pas une confirmation de son inutilité ?

#### 3. Un revenu inconditionnel pour mettre fin aux tracasseries et aux humiliations [43]

Est-ce que tous recevront le revenu de citoyenneté et sera-t-il égal pour tous ? – Qu'arriverait-il aux programmes d'aide sociale existants ? – N'y a-t-il pas une hypocrisie à laisser croire que les programmes actuels d'emplois fonctionnent ? – Les personnes en attente d'un règlement ne subissent-elles pas des préjudices actuellement ?

#### 4. Une plus grande liberté face au choix de son travail [49]

Certains disent que le revenu de citoyenneté désinciterait à travailler. Que vaut cet argument ? – Avec un revenu de citoyenneté, le travailleur serait-il plus sélectif dans le choix de son emploi ? – Que dire de la mentalité du *workfare* qui veut forcer les personnes à accepter des petits boulots ? – [8] Peut-on penser que tous les emplois qui paient moins que le revenu de citoyenneté disparaîtront ? – Pourquoi ne pas tenter plutôt de réaliser le droit au travail ?

5. [Une police d'assurance contre la précarisation du travail](#) [54]

Le prix des actions cotées en Bourse explose alors que les salaires stagnent ; nos pratiques sociales ont-elles perdu leur faculté de répartition des richesses ? – Le capital précarise de plus en plus l'emploi et échappe à ses obligations traditionnelles : peut-on encore rêver au plein emploi ?

6. [Un revenu favorable à la réinsertion sociale](#) [60]

Comment le revenu de citoyenneté permettra-t-il aux exclus de redevenir des agents économiques ? – Le revenu de citoyenneté serait-il favorable à l'économie sociale ? – La réaction traditionnelle au risque est l'assurance. Pourquoi ne pas renforcer les programmes d'assurances collectives ?

7. [Un revenu favorable à la famille](#) [67]

Peut-on présumer que le revenu de citoyenneté sera favorable à la famille en reconnaissant la valeur sociale du travail à domicile ?

**Chapitre 2. [Le coût brut apparent et le cout net du revenu de citoyenneté](#)** [62]

1. [L'effet de substitution avec les anciens programmes conditionnels](#) [71]

Est-il possible, comme certains l'affirment, que le revenu de citoyenneté génère des économies si l'on veut bien calculer correctement ? – Faudrait-il faire entrer dans l'équation les économies des frais administratifs des programmes conditionnels actuels ? – Comme il s'agit de contrôler l'effet distributif sur le revenu net, faudra-t-il ajuster la table d'impôts ?

2. [La réduction des coûts induits par la pauvreté et l'exclusion](#) [84]

Peut-on chiffrer les coûts énormes de la fin de l'humiliation et de la pauvreté découlant des potentiels non réalisés ? – La véritable inefficacité économique, n'est-ce pas l'exclusion de 20 % de la population ?

3. [Le revenu de citoyenneté et la croissance économique](#) [87]

Ne faudrait-il pas soustraire du coût du revenu de citoyenneté son grand pouvoir de stimulation économique ?

[9]

4. [Le revenu de citoyenneté et la transparence des revenus de transfert](#) [89]

Le fouillis des programmes actuels rend-il impossible pour les citoyens d'identifier leurs droits et les montants qu'ils reçoivent ? – Le revenu de citoyenneté pourrait-il être financé en partie par l'élimination des déductions fiscales régressives dont bénéficient les bien nantis ?

5. [Les programmes sociaux et les déficits](#) [91]

Les programmes sociaux ne sont-ils pas déjà responsables de déficits publics importants ? – Le coût des programmes sociaux n'est-il pas un effet plutôt qu'une cause ?

6. [Le revenu de citoyenneté et la droite](#) [94]

Curieusement, les ultralibéraux ont parfois suggéré aussi un revenu universel. Où est le piège ?

**Chapitre 3. [Le fondement du revenu de citoyenneté : les droits de la personne](#)** [99]

1. [La norme du droit au revenu de citoyenneté : les droits de la personne](#) [103]

Comment un programme nouveau comme le revenu de citoyenneté peut-il devenir un droit ? – À quelles normes supérieures peut-on se référer pour vérifier si un droit est valide ?

2. [Les droits-libertés et les droits sociaux](#) [106]

La position ultralibérale nie-t-elle le droit social au nom d'une pseudo-consolidation des droits-libertés ? – Comment peut-on distinguer ces deux catégories de droits ? – Les droits sociaux impliquent-ils une réduction des droits-libertés ? – Les libéraux radicaux s'opposent-ils au revenu de citoyenneté, car il exigera une hausse du rôle répartitif de l'État ? – Le modèle québécois étant fait de compassion, le danger d'imitation du modèle américain n'est-il pas exagéré ? – Imposer le revenu de citoyenneté, n'est-ce pas imposer une définition particulière de la vie en société qui ne fera jamais de consensus ? – L'individualisme libéral est-il viable ?

3. [Le revenu de citoyenneté comme développement des droits sociaux](#) [118]

Étant donné que notre forme de collaboration sociale entraîne des risques réels, ne serait-il pas normal qu'elle reconnaisse [10] des droits opposables à ces risques ? – L'ultralibéralisme récent obtient-il des succès

dans son projet d'abolition des droits sociaux ? – Comment réagir au fait que les droits sociaux sont en train d'être vidés de leur contenu ? – Comment se fait-il que les personnes oublient ainsi leurs droits ? – Le revenu de citoyenneté serait en somme une façon de prendre les droits sociaux au sérieux ?

4. [Le droit au développement](#) [123]

Au niveau mondial, on parle maintenant de droit au développement. Ce droit est-il réel aussi au niveau individuel ? – Le droit au développement ne signifie-t-il pas aussi le choix de réaliser son potentiel par l'éducation ?

**Conclusion.** [Le revenu de citoyenneté comme programme politique](#) [127]

Le développement économique ne doit pas se faire au détriment de la dignité humaine – Résister à la pensée dominante – Trois partis politiques : un seul dogme – Des idées nouvelles pour le Québec.

[Bibliographie](#) [139]

**Tableaux :**

- Tableau I. [Les seuils de faible revenu estimatifs selon la taille de la famille et le secteur de résidence au Canada en 1998](#) [38]
- Tableau II. [Le revenu des pauvres en comparaison du revenu moyen pour le même type de famille en 1996 au Canada](#) [42]
- Tableau III. [Étendue de la pauvreté au Québec en 1996 selon le type de famille](#) [66]
- Tableau IV. [Évolution des prestations d'aide sociale au Québec de 1989 à 1996](#) [78]
- Tableau V. [Évolution du nombre de pauvres au Québec de 1989 à 1996](#) [78]
- Tableau VI. [Revenu moyen réel des ménages canadiens, avant et après transferts et impôts, 1989 à 1996](#) [96]
- Tableau VII. [Profits nets avant impôts et dividendes déclarés au Canada, 1989 à 1997](#) [96]
- Tableau VIII. [Ménages et personnes bénéficiaires de l'aide sociale selon le type de ménages, Québec, 1998](#) [124]

[11]

**Manifeste pour un revenu de citoyenneté**

## **INTRODUCTION**

[Retour à la table des matières](#)

[12]



[13]

## Le revenu de citoyenneté comme réalisation des droits sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Le revenu de citoyenneté serait distribué à tous les citoyens du Québec de façon égalitaire et inconditionnelle. Il serait cumulable avec les autres revenus, mais il serait en lui-même assez substantiel pour radier le risque du manque de biens premiers, pour réaliser l'objectif de la pauvreté zéro.

Après avoir défini le revenu de citoyenneté et avoir décrit ses avantages au chapitre 1, nous allons plaider pour sa faisabilité économique au chapitre 2. Avec le progrès de la civilisation, deux sortes de droits de l'homme sont apparus : les droits-libertés et les droits sociaux ou économiques. Le revenu de citoyenneté ne s'appuie pas sur de nouveaux droits ; il propose simplement de réaliser les droits sociaux. C'est donc une façon de réaliser les Droits de l'homme. C'est la justification que nous exposerons au chapitre 3. Ces droits sociaux sont déjà inscrits dans les Chartes et les Constitutions des pays ou provinces, il suffit simplement de les prendre au sérieux. Certains auteurs, comme Philippe Van Parijs, affirment plutôt qu'en naissant dans un État, chaque citoyen a droit à une rente tirée des ressources naturelles <sup>1</sup>. On invoque aussi, à l'appui d'une rente publique, le caractère collectif du progrès technologique ou du savoir en général, fruit du travail des générations passées, destiné notamment à réduire le temps de travail. Nos [14] modes privés d'appropriation ne reconnaissent pas cette propriété fondamentale.

Malgré l'opposition des ultralibéraux, les droits sociaux ont progressé au gré de l'enrichissement de la société et de la

---

<sup>1</sup> VAN PARIJS, Philippe, *Refonder la solidarité*, Cerf, 1996, pp. 34-35.

reconnaissance des manques et des nouveaux risques sociaux. L'augmentation de la couverture des risques par la multiplication des programmes sociaux partiels et conditionnels peut être vue comme une marche historique vers un revenu de citoyenneté, vers une mesure inconditionnelle d'accès aux biens premiers, vers une couverture complète sans vexations, comme devrait l'être l'exercice d'un droit véritable.

Des personnes n'avaient pas le revenu minimum, on a instauré l'aide sociale ; des personnes âgées étaient plongées dans la pauvreté, on a instauré le supplément de revenu garanti ; une partie de la population était privée de l'égalité des chances et de l'accès au marché du travail en n'ayant pas les moyens de se payer des études supérieures, on a créé un système de prêts et bourses ; on a créé les allocations familiales, puis les crédits d'impôt pour aider les familles avec enfants, également l'assurance-emploi, l'assurance-auto, l'assurance-santé, etc. À chaque occasion, certains se sont inquiétés de la rupture que cela occasionnait avec les anciennes valeurs. On opposait les « contraintes de la réalité » à ces « utopies » comme l'ont fait les collègues de médecins et les compagnies pharmaceutiques qui se sont opposés à la naissance de l'assurance-hospitalisation dans la petite Saskatchewan de Tommy Douglas du CCF-NPD qui a alors donné une leçon à l'Amérique du Nord. Mais finalement, l'introduction de chaque élément fut un progrès vers la justice sociale, vers l'accomplissement d'un idéal. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

Malheureusement, l'accès conditionnel aux programmes, continuellement soumis aux enquêtes et aux intrusions dans la vie privée, transforme un droit social en une stigmatisation des individus ; [15] tout se passe comme si les gouvernements voulaient enlever aux bénéficiaires le respect des autres, qui est pourtant un ingrédient du respect de soi. Le temps est maintenant venu de garantir inconditionnellement les droits sociaux par le revenu de citoyenneté. Les Droits de l'homme ont toujours souffert d'une ambiguïté : les droits-libertés garantissent le droit de propriété privée, serait-il illimité, et les droits sociaux garantissent l'assistance financière de l'État, donc une certaine répartition à même les propriétés privées. Les néolibéraux choisissent le droit de propriété et déclarent que ceux qui ont acquis des biens en respectant le droit de propriété privée ne doivent rien à personne en droit. Ils nient simplement le droit social et ils font de

longues démonstrations pour prouver que le droit social viole le droit de propriété privée, comme si celui-ci n'était pas une construction humaine autant que peut l'être le droit social.

Évidemment, notre position volontaire s'oppose à celle des puristes libéraux qui nous disent que tout ce qui arrive spontanément par le marché (par le jeu du droit de propriété privée) est indépassable et qui proposent de dissoudre l'État dans le marché, le droit social dans la charité privée, les lois dans les contrats d'affaires privés. Si le jeu spontané des intérêts économiques est reconnu comme juste, tout ce qui arrive par le marché ne peut être amélioré en droit. À partir de la prémisse de la perfection du marché et d'une idéologie méritocratique, on conclut que les riches sont ceux qui ont trouvé à satisfaire autrui par le biais du marché ; les pauvres sont ceux qui ne savent rien faire d'utile ; c'est justice, on ferme les livres. Le marché est de loin la principale totalité intégratrice. Un bon écrivain, un bon chanteur, un bon scientifique, c'est celui qui vend. Mais si un idéal de justice ou un projet politique transcende le marché, il y a place pour le droit social. Nous pensons que le lien social se dégrade actuellement par l'extension de la logique marchande. Sans biens et buts communs, l'homme vit une solitude radicale.

[16]

Un autre facteur plaidant en faveur du revenu de citoyenneté est l'amenuisement progressif du travail traditionnel. Le volume de travail socialement nécessaire à la production des biens premiers diminue. Jamais au cours de l'histoire, l'accumulation du capital n'a été aussi rapide et concentrée. Les 10 % des Canadiens mieux nantis détiennent environ 70 % des actifs financiers telles les actions et obligations. Les 400 Américains les plus riches se partagent 1 000 milliards \$ US, soit une somme supérieure au Produit intérieur brut (PIB) de la Chine. Quand les Américains se pètent les bretelles d'une hausse de leur PIB, ils parlent du butin d'une clique de riches et non de l'amélioration du sort de leur 40 millions de pauvres. Le capital propriétaire de la technologie s'empare des plus-values qui allaient partiellement au travail. Les classes moyennes s'appauvrissent. Pendant ce temps, une foule d'activités socialement utiles se développent hors marché avec un manque flagrant de financement, n'étant pas codifiées socialement comme du travail. Le revenu de citoyenneté financerait ce secteur « quaternaire ».

## L'égalité face aux biens premiers

Les mesures de protection sociale pourraient être maintenant avantageusement remplacées en tout ou en partie par un revenu de citoyenneté. Ceux qui en ont besoin en entier le conserveraient, ceux qui en ont besoin partiellement le conserveraient en partie et les autres le rembourseraient en impôts, car il s'ajouterait à leurs revenus déjà suffisants. Si les revenus de l'ensemble de la population étaient suffisants, on le rembourserait en totalité en impôts et il deviendrait inutile ; mais, avec la chute du travail salarié, cela ne risque pas de se produire. Quels que soient leurs talents naturels, leurs origines de classes, les contingences de la vie, tous auraient un accès garanti aux biens premiers sans inquiétude, sans humiliation et en vertu d'un droit, non d'une charité. Le fouillis actuel des [17] programmes fait en sorte que les citoyens ont de plus en plus de difficulté à faire reconnaître leur droit.

Le revenu de citoyenneté est inspiré d'une théorie de la justice égalitariste. Attention, il ne s'agit pas de poursuivre l'égalité utopique de tous, des revenus et des biens possédés. Il est légitime de s'enrichir, mais à la condition que cela améliore plutôt que ne détériore le sort des moins nantis. Notre position n'est pas fondée sur une envie qui voudrait enlever aux autres ce que l'on ne peut posséder pour soi-même. Si certains définissent l'enrichissement comme une valeur, comme un critère de succès dans la vie, cela les regarde. Mais le système de coopération sociale ne doit pas servir uniquement à enrichir les riches. Malheureusement, la croissance économique n'enrichit plus que les riches et provoque l'exclusion. Nous fournirons des données à cet effet. Tout le monde, y compris les bien nantis, sait très bien qu'un tel système ne peut se perpétuer.

L'égalité face aux biens premiers que nous poursuivons est une pratique sociale de coexistence, car elle englobe aussi l'égalité des chances sans laquelle toute inégalité dans les biens possédés et dans l'accès aux fonctions devient intolérable, car viciée d'injustices à la base. Il ne s'agit pas d'uniformiser les individus ; ils pourront se distinguer comme bon leur semble, mais pas par l'accès ou non aux

biens premiers. On dit que la situation des moins nantis est justifiée, car ils sont moins productifs. Le revenu de citoyenneté est justement un moyen de rééquilibrer l'égalité des chances face aux emplois existants et possibles et de garantir un revenu malgré le phénomène de l'amenuisement de l'emploi. Certains, dans le but d'assurer l'égalité des chances au départ, suggéraient de supprimer l'héritage ; nous suggérons plutôt de donner aux moins nantis leur héritage de citoyen qui découle du travail de collaboration passé et est orienté vers une plus grande justice sociale. Les bien nantis auront la satisfaction de ne pas devoir leur bonne fortune à un système injuste qui exclut 20 % de la population. L'égalité des [18] chances implique que ceux qui veulent améliorer leur sort puissent le faire, car l'accès authentique à l'éducation et au marché du travail est protégé et non réservé aux bien nantis et à leurs relations. L'arbitraire du milieu est atténué pour ne pas dire compensé autant que faire se peut pour ne pas reproduire les inégalités rattachées aux classes sociales, aux contingences existentielles. Mais la véritable égalité des chances n'implique pas seulement une éducation gratuite accompagnée du laisser-faire. Le revenu de citoyenneté assurera une continuité. Il présuppose que l'homme possède une dignité, vaut quelque chose en soi et non seulement comme travailleur, c'est-à-dire souvent comme instrument d'enrichissement d'une minorité dans le système capitaliste.

## Le droit seul est compatible avec la dignité

La poursuite de l'égalité face aux biens premiers exige une action volontaire de l'État. Les libéraux prétendent, avec une extrême naïveté, qu'on peut y arriver par l'action immanente du marché malgré toutes les preuves contraires. D'ailleurs, les libéraux conviennent eux-mêmes de la nécessité de l'altruisme, mais ils le confinent à la sphère privée, à la charité. On ne doit pas confier le sort des démunis au bon cœur ou à la morale des bien nantis, une compassion qui peut être trop facilement noyée dans un bon bordeaux... Seul le droit est compatible avec la dignité.

Nous voulons démontrer que le revenu de citoyenneté est compatible avec l'égalité et la liberté. Le revenu de citoyenneté

s'inspire aussi d'une poursuite de la paix sociale et de la tolérance. Il s'appuie sur une théorie du contrat social, car l'appui à tout droit est finalement de nature politique, sa sanction vient du peuple. Dans une société riche comme la nôtre et devant les risques que nous font courir l'interdépendance et la division du travail, des individus, s'interrogeant sur la structure sociale, portant un jugement bien pesé en faisant abstraction de leur position strictement personnelle, [19] en viendraient à une égalité face aux biens premiers garantie par le revenu de citoyenneté.

## À quels besoins le revenu de citoyenneté veut-il répondre ?

La dignité de l'homme lui vient du fait qu'il est détenteur de droits. Les droits consacrent les pouvoirs de l'individu, pouvoirs qui le distinguent des autres êtres gouvernés par la loi du plus fort. Quel intérêt a-t-on à respecter les droits des gens s'ils ne sont pas appuyés par l'État ? Un intérêt purement moral ? Des peuples pacifiques ont frôlé le génocide parce que personne n'avait à répondre du viol de leurs droits. Si tous les Pinochet et les Milosevic de la Terre sont traduits en justice, ils y réfléchiront à deux fois avant de violer les Droits de l'homme.

Avec le retrait de l'État, le viol par action ou par omission des droits des démunis présenterait un coût nul, car il n'amènerait aucune sanction. On a beaucoup parlé des coûts de l'intervention étatique ; le temps est venu de parler des coûts du laisser-faire, du retrait de l'État. Aux États-Unis, on a observé, depuis deux décennies, un recul du droit social remplacé par la charité. Malgré tous les bourrages de crâne, un sondage Globe Angus-Reid montrait que les Québécois ne sont pas prêts à renoncer à leur modèle de justice sociale : ils souhaitent même à 60 % l'expansion des programmes de santé, d'éducation et d'assistance sociale. Un sondage CROP, publié le 4 septembre 1999, confirme que 54 % des Québécois (hommes et femmes) veulent que les surplus budgétaires soient appliqués à l'éducation et à la santé (la proportion va jusqu'à 62 % chez les femmes) contre 26 % (hommes et

femmes) qui pensent que la priorité doit aller aux réductions d'impôts (23 % chez les femmes).

[20]

Le revenu de citoyenneté est une façon de redéfinir notre espace public en s'appuyant sur une grande conviction commune des Québécois : les hommes ont une égale dignité morale et tous devraient avoir accès aux biens premiers, nourriture, logement, habillement, soins de santé ainsi qu'aux biens indispensables à la réalisation de soi comme l'éducation. C'est un principe rationnel de vie en commun que nous mettons de l'avant : tous devraient avoir accès aux biens premiers sans conditions. Surtout, dans une société riche, personne ne devrait avoir à s'humilier, à renoncer à sa dignité pour obtenir ces biens. Le revenu de citoyenneté est un engagement mutuel à s'accorder la sécurité face aux biens premiers. La plupart des gens se reconnaissent des obligations morales envers autrui et certaines de ces obligations morales demandent à être réalisées par l'État malgré ce qu'en disent les ultralibéraux.

Avec le revenu de citoyenneté, les valeurs personnelles rejoignent les valeurs politiques. Il ne fait pas appel uniquement à une morale, mais à la raison : c'est une mutualisation, une union à l'échelle du Québec contre les risques sociaux qui nous affectent tous et qui augmentent avec le capitalisme sauvage, la mondialisation, la réorganisation du travail, les fusions et la cartellisation des compagnies. Le revenu de citoyenneté est un premier pas pour inverser cette logique d'absence de responsabilité devant les effets pervers de notre système économique.

L'interdépendance mutuelle est la notion fondatrice de la citoyenneté. Les hommes mutualisent leurs ressources pour faire face au risque de désastres naturels (inondations, verglas, etc.), pourquoi ne le feraient-ils pas devant l'augmentation des risques économiques et sociaux. Voilà pourquoi nous aimons l'appeler revenu de citoyenneté, car le droit social est un droit que les individus d'un État s'accordent pour faire face aux risques sociaux, aux effets pervers de nos pratiques sociales.

[21]

Le revenu de citoyenneté est une redéfinition de la collaboration sociale juste et équitable et de la façon de faire face inconditionnellement aux inégalités d'origines naturelles et sociales dans la dignité. Il est également indispensable à un exercice véritable de la liberté politique. En effet, un choix éclairé en matière de vie bonne, la possibilité d'évaluer les options et celle de faire valoir ses idées requièrent des moyens minimaux, une éducation et une transcendance par rapport à la satisfaction des besoins élémentaires. La pauvreté engendre une précarité intellectuelle et affective. Celui qui se bat dans l'inquiétude pour les biens premiers gaspille une énergie qui pourrait être canalisée dans l'implication politique et sociale.

Le revenu de citoyenneté inconditionnel sera un pas vers un nouveau contrat de solidarité qui se substituera à l'idée de concurrence et de lutte de tous contre tous que l'ultralibéralisme inculque à la société contemporaine en réduisant l'homme à un instrument du profit à jeter après usage. Il contribuera à ce que le capital regagne son rang de moyen au service des hommes plutôt que de d'être une fin en soi.

## L'effet de relance économique du revenu de citoyenneté

Le revenu de citoyenneté est une réalisation volontaire d'un idéal social, des droits sociaux appuyée par l'État, mais il a aussi une valeur de relance économique. Il conjugue justice sociale et efficacité<sup>2</sup>. Évidemment, le libéralisme pur récuse cette façon volontaire d'intervenir économiquement, car il affirme que la poursuite de l'intérêt privé suffit à créer un ordre. Lorsque l'on parle du [22] revenu de citoyenneté, on nous sert immédiatement un argument voulant que les programmes sociaux soient responsables des déficits gouvernementaux. Or, lorsque l'on va au-delà des lieux communs, lorsqu'on transcende les préjugés habituels et qu'on examine

---

<sup>2</sup> BLAIS, François, « L'allocation universelle et la réconciliation de l'efficacité et de l'équité », UQAM, *Cahiers d'épistémologie*, N° 9901, Groupe de recherche en épistémologie comparée, Département de philosophie, 1999.



sérieusement les effets des programmes sociaux, on doit convenir qu'il n'en est rien. Les programmes sociaux ont un effet de stimulation économique tout en réalisant une certaine justice sociale. C'est l'injustice et le coût d'opportunité causé par la non-réalisation des potentiels qui coûtent cher.

Par exemple, la vraie raison des déficits des comptes publics des dernières années a été le ralentissement économique causé par l'absurde politique d'inflation zéro de la Banque du Canada appliquée notamment de 1989 à 1995. Les économistes Pierre Fortin et Lars Osberg en évaluent le coût en perte de production à 475 milliards de dollars de 1989 à 1997 <sup>3</sup>. Comme on peut le constater, ce ne sont pas les programmes sociaux qui coûtent cher. La façon de s'en sortir aurait été de stimuler l'économie selon le prix Nobel James Tobin. Le revenu de citoyenneté serait un formidable instrument de stimulation économique, car les plus démunis n'iraient certainement pas déposer leur revenu supplémentaire dans des comptes de banque en Suisse. Ces montants seraient aussitôt redéployés dans la production de biens essentiels. Nous en traiterons au chapitre 2 afin de démontrer que cette nouvelle activité économique doit comptabiliser en diminution du coût brut du revenu de citoyenneté.

Il faut rompre avec l'image simpliste du gâteau limité à partager : la portion du gâteau consacrée à l'éducation, aux soins de santé, à l'élimination de la pauvreté possède justement cette faculté de grossir le gâteau, car les travailleurs éduqués créent de la plus-value. [23] L'ignorance, le désespoir coûtent plus cher que l'éducation. Un enfant qui tourne mal coûte un million de dollars plutôt que de contribuer à la société. Un manque d'investissement dans ces domaines équivaut à laisser une bombe à retardement aux générations futures. Les petits comptes de l'année courante balanceront, mais au prix de déficits dix fois plus importants plus tard. Quel mauvais calcul que de couper dans les droits de la personne, dans l'éducation, dans la santé ! Les coupures absurdes d'aujourd'hui seront les déficits décuplés de demain, déficits humains et financiers. Par exemple, les restrictions dans les paiements des soins dentaires aux enfants de dix ans et plus dès 1992 a fait en sorte

---

<sup>3</sup> OSBERG, Lars, FORTIN, Pierre, « Credibility mountain » in OSBERG, Lars, FORTIN, Pierre Éd., *Hard Money, Hard Times*, James Lorimer & Co., Toronto, 1998, p. 163.

que les jeunes Québécois ont un taux de caries plus élevé que dans la plupart des pays industrialisés. Les Québécois sont aussi les plus édentés des Canadiens<sup>4</sup>. Autre exemple : suite à la révision du programme d'assurance médicaments du Québec qui abolissait la gratuité, on a enregistré quelque 2 500 décès, hospitalisations et institutionnalisations supplémentaires, 16 000 visites additionnelles chez le médecin et 13 000 visites supplémentaires aux urgences. Le gouvernement a dû revenir partiellement sur sa décision.

## Il faut réagir

Le capital financier nous impose un totalitarisme : sa vision à court terme du monde est gouvernée exclusivement par un intégrisme, l'urgence de s'enrichir<sup>5</sup>. Le profit à court terme est devenu la grammaire universelle de toute action humaine. Raser les forêts, bâtir des centrales électriques sur toutes les rivières alors que l'énergie est gaspillée, vider les océans, fermer les voies ferrées et ponctionner les camionneurs, concentrer l'élevage aux hormones dans l'agro-business de quelques multinationales et détruire les fermes familiales en sont des exemples flagrants. En réalité, c'est la liberté [24] de l'ultralibéralisme, la liberté du plus fort qu'on tente de nous imposer depuis quelques décennies. Nous reproduisons exactement les mêmes erreurs que le capitalisme du dix-neuvième siècle, erreurs dont la réparation avait finalement conduit aux interventions de l'État. Pensons à la concentration des entreprises et des richesses. Le rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) nous montre, par exemple, que dix géants de la communication contrôlent 86 % du marché et dix géants du pesticide contrôlent 85 % du marché. Cette énumération pourrait se poursuivre. Aux États-Unis, champions du libéralisme, la richesse se concentre, les 10 % des ménages les mieux nantis détenant directement 86 % des actifs financiers nets et 70 % du revenu national. Existe-t-il encore des

---

4 NOËL, André, « Les Québécois, les plus édentés des Canadiens », *La Presse*, 19 août 1999.

5 LAÏDI, Zaki, *La tyrannie de l'urgence*, Fides, Les grandes conférences, 1999.

naïfs qui ne perçoivent pas sous le couvert de la belle liberté libérale le déséquilibre dans les rapports de force ?

L'encyclique *Quadragesimo Anno* dénonçait dès 1931, dans ses énoncés 114 et 115, la montée de la concentration économique et de la désignation des êtres humains comme étant essentiellement des rivaux : « *Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang à l'organisme économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains si bien que sans leur consentement nul ne peut plus respirer. Cette concentration du pouvoir et des ressources, qui est comme le trait distinctif de l'économie contemporaine, est le fruit naturel d'une concurrence dont la liberté ne connaît pas de limites ; ceux-là seuls restent debout, qui sont les plus forts, ce qui souvent revient à dire, qui luttent avec le plus de violence, qui sont les moins gênés par les scrupules de conscience.* »

Un joueur de baseball, qui affirme ouvertement être drogué aux suppléments nutritifs, frappe un nombre record de circuits en 1999. Les pouvoirs publics donnent son nom à une autoroute. Le message des adultes, des autorités publiques aux enfants : droguez-vous, [25] la fin justifie les moyens, l'important est de performer ! Pourquoi porte-t-on aux nues des types pareils ? Parce que des intérêts commerciaux y trouvent leur compte. Sa qualité est d'être une poule aux œufs d'or pour quelques investisseurs, d'attirer des spectateurs, et donc de faire du profit. Les compagnies envahissent les universités de leur publicité, le ministre de l'Éducation trouve cela normal : « *Mais je ne vois pas de problème à ce que des adultes soient confrontés à la publicité (...) nous vivons dans une société de consommation* <sup>6</sup> » Les chaires, les chercheurs universitaires sous-financés doivent plaire aux compagnies pour exécuter des projets commercialisables : nous dépassons maintenant les États-Unis dans le financement privé de la recherche universitaire. Il en résulte une orientation du savoir en fonction de sa rentabilité. Jean Rochon, le ministre responsable de la Recherche, de la Science et de la Technologie, dit : « *L'université doit inventer et*

---

<sup>6</sup> ROY, Mathieu, « Commanditaire du savoir : le cas de Pepsi à l'Université de Montréal », *Le Devoir*, 22 septembre 1999.

*solliciter des partenariats. Toute la société en profite*<sup>7</sup> ». Avec le néolibéralisme, la seule valeur mise de l'avant est la valeur boursière, le profit est la grammaire universelle de toute valeur, de toute activité humaine.

La mondialisation se fait aux dépens des personnes et permet aux compagnies de mettre en concurrence tous les travailleurs de la Terre et de généraliser la précarité. Les affairistes écument la planète, jouant les États les uns contre les autres dans leur recherche des impôts les plus minimaux, des conditions sociales et des normes environnementales les plus insignifiantes, des subventions les plus généreuses. C'est un *dumping* social et fiscal dont la population devra assumer les coûts. Les politiciens affaiblis partent avec des groupes d'affairistes en tournée mondiale et n'hésitent pas à cautionner ainsi des tyrans, tel Suharto en Indonésie, afin de faire [26] des affaires avec eux. Le rapport de force entre le capital et le travail s'incline en faveur du capital avec l'explosion de la technologie que le capital s'approprie. À preuve, l'explosion des valeurs boursières, propriété des actionnaires, alors que les *working poors* augmentent. Une ancienne forme d'équilibre ou de « solidarité » est rompue. Même Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, qui en a vu d'autres, s'inquiète du fait que la croissance économique n'est pas suffisamment répartie<sup>8</sup>.

On l'a constaté historiquement au cours des siècles passés et on le constate à nouveau aujourd'hui, ce système ne fonctionne pas par lui-même et entraîne une grande concentration des richesses. Le libéralisme laissé à lui-même échoue comme pratique de coexistence sociale. Attendrons-nous que ceux qui sont victimes des effets pervers de notre système économique soient obligés de renoncer aux valeurs libérales ? Tout le reste de ce manifeste est basé sur le postulat que l'avenir de l'humanité est dans la solidarité. La société juste crée des

---

<sup>7</sup> ROY, Mathieu, « Financement privé à l'Université, Le loup dans la bergerie. Au Canada, la proportion de financement privé à la recherche universitaire est nettement supérieure à celle des États- Unis », *Le Devoir*, 22 septembre 1999.

<sup>8</sup> Agence France-Presse, « Greenspan souhaite un partage de la richesse », *Le Devoir*, 9 septembre 1999.

hommes justes, une société qui espère tirer son ordre de l'équilibre des égoïsmes crée des égoïstes.

Selon le Conseil canadien de développement social, la pauvreté gagne du terrain au Québec : le taux de pauvreté général a progressé de 18 % entre 1990 et 1995 et de 34 % chez les jeunes pour atteindre respectivement 23 % et 26 %<sup>9</sup>. Comment peut-on y considérer les droits de la personne comme une chose réalisée ? Nous parlerons dans ce livre de la liberté de façade que l'ultralibéralisme installe en opposant droits sociaux et droits-libertés. En quoi les 20 % d'exclus du système sont-ils autonomes ? L'État travaille à rendre le capital autonome par des accords de libre-échange, comme l'ALENA, l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) qui reviendra sous une autre forme, ou encore [27] l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais qu'en est-il des individus ? Il est temps d'y voir. La solidarité ne doit pas devenir un mot désuet. Notre utopie au sens noble du terme, c'est qu'un jour le Québec sera un pays, l'accès aux biens premiers y sera garanti par un revenu de citoyenneté ; les autres viendront s'inspirer de nous. Pour cela, il faut d'abord cesser de nous convaincre que notre seul destin est de s'adapter à des sociétés qui récusent le droit social au nom de l'intégralité de la propriété privée ; nous devons formuler notre sens de la justice dans un programme politique. L'intégration du revenu de citoyenneté dans un programme politique s'impose.

---

<sup>9</sup> Conseil canadien du développement social, La pauvreté dans les régions métropolitaines du Québec, 1999.



[29]

Manifeste pour un revenu de citoyenneté

# Chapitre 1

---

## La définition et les avantages du revenu de citoyenneté

[Retour à la table des matières](#)

[30]

[31]

## 1. Une nouvelle définition de la citoyenneté

[Retour à la table des matières](#)

Le revenu de citoyenneté serait universel, c'est-à-dire qu'il serait distribué à tous les citoyens du Québec de façon égalitaire. Il serait inconditionnel car, pour l'obtenir, il n'y aurait pas d'autres conditions que celle d'être citoyen québécois. Il s'ajouterait aux autres revenus, mais il serait conçu pour radier le risque de manque des biens premiers pour réaliser l'objectif de la pauvreté zéro.

Le revenu de citoyenneté constitue une rupture avec l'esprit de l'assistance temporaire ou de la charité. Il n'est pas là pour combler à la pièce les effets pervers les plus grossiers du marché. Il s'agit d'une construction politique, d'un nouveau contrat social adapté notamment au fait que la place du travail traditionnel s'amenuise à mesure que l'humanité réalise ses objectifs de progrès scientifiques et technologiques. La diminution du travail est une réalité sociologique. L'emploi autonome et à temps partiel augmente, et les personnes entrent plus tard sur le marché du travail et le quittent plus rapidement. Les progrès de l'informatique et de la production informatisée sont connus, mais nous sommes au début de la révolution biologique. Il fut un temps où le travail humain servait principalement à produire les aliments. À la fin de juillet 1999, nous apprenions la création par manipulation génétique directe d'une nouvelle espèce de saumon à croissance trois fois plus rapide. Ce type de nouvelles est de plus en plus fréquent. L'innovation génétique [32] dans le monde végétal et le monde animal diminuera le travail à consacrer pour nourrir la population. D'ores et déjà toutefois, un problème de répartition se pose, car ce sont de grandes multinationales qui prennent possession des brevets. Le capital a maintenant un droit de veto sur l'existence des plantes et des animaux et ne leur permet d'exister qu'en fonction du profit. Il en sera de même du progrès pour les questions de santé. On parle aujourd'hui de la découverte de gènes prédisposant au cancer.



Un paradoxe apparaît, on ne peut plus voir le travail comme le seul mode d'intégration sociale et le seul mode d'accès aux biens alors qu'il s'amenuise de façon drastique, alors que l'humanité se bat justement pour éliminer le travail. Par contre, une partie de la population ne peut acquérir suffisamment de biens premiers. Les entreprises ne peuvent plus offrir du travail à vie, car leurs produits peuvent disparaître dans les semaines suivantes, rendus désuets par une innovation, par la fuite en avant, par l'idéologie du progrès à l'infini. Nos pratiques sociales créent de nouveaux risques sociaux.

Le revenu de citoyenneté veut bâtir un État où la coopération sociale et les institutions seront fondées sur le respect de la dignité de la personne et non sur une dignité de citoyen-producteur, « d'employé », d'instrument à profit. On ne peut donc plus voir l'accès aux biens comme étant conditionné par l'échange d'un travail-marchandise contre d'autres marchandises. Comme nous le verrons, le revenu de citoyenneté vise une réinsertion par une activité choisie qui peut se dérouler en dehors des circuits de travail traditionnels. On assiste à une montée d'activités socialement utiles qui ne sont pas socialement codifiées comme étant du travail. D'autre part, si le travail s'amenuise, il ne peut plus être considéré comme l'essence de la vie ou ce qui lui donne un sens. On ne peut plus songer sérieusement à reproduire les anciennes structures sociales. Certains veulent conserver ce principe de la centralité du travail et son idéologie méritocratique en la fondant sur une [33] course absurde dans la multiplication *ad nauseam* des désirs subjectifs à satisfaire par les canaux traditionnels de l'accumulation capitaliste, par une recherche obsessionnelle et compulsive de consommation marginale. Cette montée de l'insignifiance est palpable alors que 20 % de la population est privée des biens premiers. Une culture de l'autolimitation et du partage est à développer.

***En quoi le revenu de citoyenneté entraîne-t-il une redéfinition de la citoyenneté ?***

On l'a nommé « revenu d'existence », « revenu minimum garanti » ou « allocation universelle », mais nous retenons « revenu de citoyenneté » justement parce que ce nom a le mérite de souligner qu'un nouveau droit-crédence naîtrait de la simple appartenance à un

État, à une communauté politique <sup>10</sup>. Il s'agit bien d'un droit et non d'une charité. C'est une nouvelle façon de définir l'appartenance à une société : en tant que citoyens, nous nous accordons mutuellement la certitude de l'accès inconditionnel aux biens premiers. Les ultralibéraux nous disent que l'ordre social est spontané, un résultat involontaire de l'action individuelle. Nous disons plutôt que l'ordre social exige également une intervention volontaire ; le revenu de citoyenneté instaure justement une finalité sociale : la radiation de la pauvreté, la fin de l'incertitude face à l'obtention des biens premiers pour les citoyens d'un territoire. On se l'accorde mutuellement, c'est une forme de complémentarité, d'assurance face aux incertitudes de la collaboration moderne. Le capitalisme fait des hommes des rivaux perpétuels. Nous parlerons plus loin des risques sociaux de la collaboration moderne et nous verrons que ces risques peuvent frapper tout le monde et ne peuvent pas être affrontés sur une base individuelle.

[34]

C'est donc un droit du citoyen, non au sens de droit politique comme le droit de vote, mais au sens qu'il résulte d'un contrat social de mutualisation : c'est la raison pour laquelle on l'appelle revenu de citoyenneté. Les citoyens du Québec s'accorderaient mutuellement la garantie des biens premiers et c'est ce qui donnerait une valeur supérieure à notre participation à cet État. En même temps, nous pourrions dire que dans notre État tout le monde serait égal face aux biens premiers, car tout le monde y aurait accès. Le revenu de citoyenneté, c'est le respect de la personne et l'élargissement du champ de la liberté.

---

<sup>10</sup> Pour un survol des arguments voir LELEUX, Claudine, *Travail ou revenu ? Pour un revenu inconditionnel*, Cerf, 1998.

***En tant que citoyen d'un État, n'est-on pas propriétaire des ressources naturelles du territoire de cet État, des progrès issus des générations passées ?***

Pour fonder l'inconditionnalité, certains se demandent s'il n'y a pas de richesses qui appartiennent déjà aux individus et pour lesquelles on serait malvenu de poser des conditions. D'aucuns, dans la foulée du philosophe Thomas Paine <sup>11</sup>, disent que l'homme qui naît dans ce monde est bel et bien propriétaire d'une partie de celui-ci. Au-delà des conventions humaines, celui qui naît n'a-t-il pas un droit naturel à une partie de la planète, à une partie des ressources initiales ? Celui qui se retrouve devant rien a été extorqué par des conventions humaines. Tout d'abord, chaque homme qui entre en société abandonne l'usage de sa force naturelle pour collaborer. Si le système de collaboration ne lui procure plus les biens essentiels, il est légitimé de recourir à sa force naturelle pour préserver sa vie, c'est un droit naturel. Le droit de propriété d'un riche ne prévaut certainement pas sur le droit à la vie. Le revenu de citoyenneté garantissant l'accès aux biens essentiels est une mesure [35] de coexistence, une source de stabilité et de paix sociales. Devant la rareté générale, on peut se résoudre à la pauvreté, mais devant l'abondance qui concentre les richesses, l'inégalité devient intolérable.

L'économiste français Yoland Bresson voit les progrès technologiques et scientifiques passés comme une prospérité commune. Le revenu national est composé de deux parties distinctes :

La première correspond au revenu d'activité dégagé par le travail actuel fourni par les individus. La seconde est le fruit de l'accumulation des connaissances et des capacités d'organisation dont les effets positifs sur l'efficacité économique se transmettent de génération en génération <sup>12</sup>.

---

11 PAINE, Thomas, « La justice agraire opposée à la loi et aux privilèges agraires, 1797 », *Revue du MAUSS*, in Vers un revenu minimum inconditionnel, N° 7, Premier semestre 1996, pp. 23-36. Voir aussi PAINE, Thomas, *Les droits de l'homme*. Les cahiers du Septentrion, 1998

12 CAILLÉ, Alain, INSEL, Ahmed, « Note sur le revenu minimum inconditionnel garanti », *Revue du MAUSS*, N° 7, Premier semestre 1996, p. 162.

La légitimité du revenu d'existence s'appuie aussi sur cette deuxième portion. Yoland Bresson plaide en faveur d'un solide contrat collectif, les membres de la collectivité se sentant solidaires du produit collectif à bâtir qui sert de base au revenu d'existence. Un revenu d'existence proportionné à un indice de prospérité commune serait perçu comme un partage de la richesse collective, une sorte de dividende social, de la naissance à la mort, qui créerait un sentiment positif face à la richesse commune. Chacun aurait intérêt à enrichir la société par son activité afin que le revenu de citoyenneté augmente. D'autre part, ce n'est pas l'épuisement d'un capital, car le revenu d'existence, loin de contracter l'économie, permet aux individus de mieux collaborer à la société que ne le fait la société d'exclusion actuelle <sup>13</sup>.

Nous accordons la primauté à un contrat social fondé sur la solidarité. Au chapitre 3, nous fondons le revenu de citoyenneté sur une convention, les droits de la personne. Le fait d'exister donne [36] des droits seulement si nous en convenons. Les ressources naturelles en soi ne sont pas des richesses, c'est un système de coopération sociale qui en fait des richesses utilisables. Le risque vient du fait que les pratiques sociales ne redistribuent pas suffisamment à tous. La clé est donc le droit social. Le revenu de citoyenneté prend les droits de la personne, les droits sociaux au sérieux. Les hommes s'accordent mutuellement la garantie des biens premiers inconditionnellement, c'est un haut degré de civilisation par rapport à la petite société méritocrate qui déclare la guerre de tous contre tous dans une concurrence de plus en plus cruelle.

La société doit se reprendre en mains face à une force de persuasion qui veut la réduire à un marché. Nous parlerons plus loin de la nécessité de se prémunir face aux risques sociaux et de la nécessité du revenu de citoyenneté pour une véritable égalité des chances. « *Le contrat social est un accord pour parvenir ensemble à des décisions sur les biens qui sont nécessaires à notre vie commune, et pour nous conférer ces biens les uns aux autres* <sup>14</sup>. » Certains disent que la logique du contrat social demeure une logique du donnant-donnant. Avons-nous le choix ? Car

---

<sup>13</sup> BRESSON, Yoland, « Le revenu d'existence ; réponse aux objections », *Revue du MAUSS* (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), in *Vers un revenu minimum inconditionnel ?*, N°7, Sept 1996, pp. 105-114.

<sup>14</sup> WALZER, Michael, *Sphères de justice ; une défense du pluralisme et de l'égalité*, Seuil, 1997, p. 104.

tout droit est une convention, il n'est pas inscrit dans la nature comme une loi de la physique. Même un revenu inconditionnel demeure une convention inscrite dans un droit ; nous référons donc à un contrat social qui est de nature politique.

***Les classes bien nanties ne bénéficient-elles pas déjà actuellement d'une allocation à même le bien commun ?***

Philippe Van Parijs affirme, qu'en naissant dans un État, le citoyen a droit à une rente tirée des ressources naturelles <sup>15</sup>. Certains auteurs [37] veulent donc justifier un droit de propriété préalable au travail. L'allocation universelle serait due en équité. Par exemple, la compagnie Cascades coupe du bois qui appartient à tout le monde et harnache des rivières pour ériger des centrales électriques privées. On lui permet de faire des profits, mais les impôts qu'elle paie devraient constituer une rente inconditionnelle pour tous les citoyens, étant donné qu'elle a sa source dans une richesse qui appartient à tous les citoyens ; le gouvernement devrait donc la distribuer inconditionnellement. Il y a donc un droit à une rente naturelle, indépendante du travail de l'individu. En réalité, ce sont les classes bien nanties qui bénéficieraient aujourd'hui d'un revenu de citoyenneté, car il leur est permis de s'enrichir considérablement à même un bien commun, c'est-à-dire les ressources naturelles comme le pétrole, les mines, les cours d'eau, les ondes, etc.

Le progrès technologique et génétique, fruit du travail des générations passées, était destiné à réduire le travail ; ce serait assez paradoxal que l'on dise à quelqu'un qui ne trouve pas de travail qu'il n'a pas droit objectivement aux biens premiers. Les générations passées n'ont-elles travaillé que pour enrichir une minorité ? Les ultralibéraux rétorquent que toutes les propriétés privées acquises en respectant la loi sont légitimes ; on n'aurait même pas le droit, selon eux, de les imposer. Bill Gates est presque centimilliardaire, car il a su protéger un droit de propriété sur une foule d'innovations de sa compagnie. Mais l'innovation est un alliage de transmission et de transformation. Il faudrait peut-être verser 100 milliards de dollars non seulement à Bill

---

<sup>15</sup> VAN PARIJS, Philippe, *Refonder la solidarité*, Cerf, 1996, pp. 34-35.

Gates, mais aux descendants de Pasteur ou de Newton, qui a été le premier à formuler la loi de la gravitation universelle, sur qui d'autres ont capitalisé.

[38]

### Tableau I.

Les seuils de faible revenu estimatifs selon la taille de la famille et le secteur de résidence au Canada en 1998 (en \$)

[Retour à la table des matières](#)

| Taille de la famille | Secteurs de résidence       |                                   |                                     |                                   |              |
|----------------------|-----------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|--------------|
|                      | Métropole<br>500 000 h et + | Grande ville<br>100 000 – 500 000 | Ville régionale<br>30 000 – 100 000 | Municipalité locale<br>- 30 000 h | Milieu rural |
| 1                    | 16 565                      | 14 550                            | 14 214                              | 12 957                            | 11 277       |
| 2                    | 22 453                      | 19 723                            | 19 267                              | 17 562                            | 15 288       |
| 3                    | 28 541                      | 25 071                            | 24 490                              | 22 324                            | 19 430       |
| 4                    | 32 863                      | 28 861                            | 28 197                              | 25 705                            | 22 371       |
| 5                    | 35 904                      | 31 534                            | 30 806                              | 28 083                            | 24 443       |
| 6                    | 38 973                      | 34 227                            | 33 438                              | 30 481                            | 26 532       |
| 7                    | 41 916                      | 36 817                            | 35 967                              | 32 788                            | 28 537       |

[39]

## 2. L'objectif de pauvreté zéro : fin de l'inquiétude face aux biens premiers

### *Que faut-il comprendre de l'inconditionnalité du revenu de citoyenneté ?*

[Retour à la table des matières](#)

Les revenus minimums actuels sont conditionnés par le montant des autres ressources des individus, l'aptitude au travail, la situation familiale, l'engagement à la réinsertion professionnelle, la recherche ou l'acceptation d'un emploi. La conditionnalité est souvent une pratique sociale qui continue de lier les prestations d'aide sociale à un travail (*workfare*), à un retour aux études ou à la finalité du retour au travail alors que le travail s'amenuise. Peut-on soutenir le travail forcé s'il n'y a pas de travail pour tous ? Si le droit social est véritablement un droit reconnu par les Chartes, peut-on poser des conditions à sa réalisation ? Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU « *est inquiet du fait qu'au moins six provinces canadiennes (y compris le Québec et l'Ontario) aient adopté des programmes de workfare qui assujettissent le droit à l'aide sociale à des mesures d'emploi obligatoires ou réduisent les prestations d'aide sociale des bénéficiaires, généralement jeunes, qui revendiquent leur droit de choisir librement le type d'emploi qui leur convient* <sup>16</sup> ».

L'idée d'une inconditionnalité forte, d'un revenu de base indépendant du travail est défendue par l'Association internationale pour le revenu d'existence (AIRE) fondée par l'économiste Yoland Bresson et affiliée au *Basic Income European Network* (BIEN). Dans le groupe BIEN, on retrouve Ph. Van Parijs, J.-M. Ferry, R. Dahrendorf,

---

<sup>16</sup> Ligue des droits et libertés et Association des juristes américains. *Le Canada et le Québec au banc des accusés*, mars 1999, p. 12.

Cl. Offe, le prix Nobel J. Meade, T. Atkinson, [40] A. Gorz. Les Verts d'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Espagne sont aussi distributistes <sup>17</sup>.

En Irlande, la commission pour la justice de la Conférence épiscopale (CORI) vient de diffuser un document, *Surfing the Income Net*, proposant un revenu de base inconditionnel pour tous d'un montant supérieur au seuil de pauvreté. Certains groupes, comme les signataires de l'Appel européen pour une citoyenneté et une économie plurielles (AECEP) avec, notamment, Alain Caillé, prônent un revenu minimum d'insertion (RMI) à conditionnalité faible. Au Québec, le politologue François Blais prépare un livre sur le sujet <sup>18</sup>. François Aubry, économiste à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), a fait une excellente analyse des différentes formules d'allocation universelle, notamment de la façon dont elles se distinguent du point de vue du degré d'inconditionnalité. Il traite aussi des enjeux de société sous-jacents, soit les rapports avec le déclin de la société salariale et l'exclusion ainsi que les alternatives. Sa réflexion s'inscrit dans le désir de la CSN de relancer le débat sur l'allocation universelle <sup>19</sup>.

### *Qu'est-ce que le concept de pauvreté zéro ?*

Le degré d'inconditionnalité et d'universalité du revenu d'existence peut varier selon les conceptions. Mais, ce qui est important, c'est de mettre fin à l'inquiétude face aux biens premiers par un moyen qui respecte la dignité humaine. Aucun Québécois ne devrait être inquiet face à ce que la vie physique commande : la nourriture, l'habillement, le logement décent, les soins de santé, la sécurité face à la vieillesse, etc. Personne ne devrait être privé des [41] biens sociaux comme l'éducation, qui est un bien nécessaire à la vie digne et à l'égalité des chances pour l'accès à tous les emplois, à l'exercice de la liberté politique, à la culture, etc. C'est cela la pauvreté zéro ; c'est une

---

<sup>17</sup> EUZÉBY, Chantal, « Pour une redistribution des richesses », *Manière de Voir*, N° 41 sept./oct. 98, p. 20.

<sup>18</sup> BLAIS, François, « L'allocation universelle et la réconciliation de l'efficacité et de l'équité », *Cahiers d'épistémologie*, N° 9901, UQAM, Département de philosophie, 1999 ; « L'Allocation universelle », *Relations*.

<sup>19</sup> AUBRY, François, *L'Allocation universelle, fondements et enjeux*, CSN, mai 1999, 81 pages.



réplique au déficit zéro qui nous mène à une catastrophe, en considérant les investissements dans le potentiel des citoyens comme des dépenses d'épicerie sans retour. Devant la diminution de la capacité redistributive du travail, il est impérieux de penser à des formules qui cessent de conditionner le revenu exclusivement au travail.

***Donner un revenu à quelqu'un sans qu'il travaille,  
n'est-ce pas une confirmation de son inutilité ?***

Comme le signalait Alain Caillé dans la *Revue du MAUSS*, donner un montant sans exiger quoi que ce soit en échange, ni travail, ni recherche, n'est-ce pas dire aux bénéficiaires que la société n'attend plus rien d'eux ? Le don sans possibilité de pouvoir rendre, n'écrase-t-il pas le bénéficiaire <sup>20</sup> ? Le revenu de citoyenneté est remis sans condition et il remplace les programmes conditionnels. Il est remis à tous, donc personne n'est stigmatisé par un quelconque don et, comme nous le verrons, il favorise la réinsertion même si c'est hors des circuits de la grande production capitaliste. Ce n'est pas une charité, car c'est un revenu rattaché à la citoyenneté ; il relève plutôt d'un choix quant à la forme de la coopération sociale. Il n'est pas nécessaire d'aller travailler pour la compagnie Bombardier en échange d'un salaire pour avoir une utilité sociale. Dans ces conditions, ni les femmes ou les hommes qui restent à la maison pour s'occuper des enfants ni les bénévoles n'auraient d'utilité sociale ? Les gens comme Soros qui font des milliards dans la spéculation se demandent-ils si leur fortune correspond à leur utilité sociale ? D'ailleurs, le circuit de la grande production rejette les travailleurs par milliers. À l'urgence des hôpitaux,

---



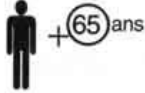
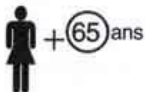




<sup>20</sup> CAILLÉ, Alain, « Vers un revenu minimum inconditionnel ? », *Revue du MAUSS*, N° 7, Premier semestre 1996, p.7.

[42]

**Tableau II.**

Le revenu des pauvres en comparaison du revenu moyen  
pour le même type de famille en 1996 au Canada (en \$)

[Retour à la table des matières](#)

| Type de famille   | Revenu moyen d'ensemble | Revenu moyen des pauvres | % du revenu des pauvres p/r à l'ensemble |
|---|-------------------------|--------------------------|--|
|    | 28 246                  | 8 003                    | 28 %                                     |
|    | 23 465                  | 8 531                    | 36 %                                     |
|   | 25 020                  | 12 454                   | 50 %                                     |
|  | 18 139                  | 12 188                   | 67 %                                     |
|  | 24 092                  | 14 437                   | 60 %                                     |
|  | 56 691                  | 12 734                   | 22 %                                     |
|  | 64 070                  | 20 028                   | 31 %                                     |
|  |                         |                          |  |

Source : Conseil canadien du bien-être social.

[43]

demande-t-on aux malades s'ils travaillent avant de leur dispenser des soins ? Alors, pourquoi l'exigerait-on pour accéder aux autres biens premiers tout aussi fondamentaux ?

### 3. Un revenu inconditionnel pour mettre fin aux tracasseries et aux humiliations

[Retour à la table des matières](#)

François Blais exprime ainsi le fait que la justice implique aussi le respect de la dignité humaine :

L'allocation universelle, sur ce plan, devrait faire beaucoup mieux que les programmes sélectifs actuels. Ceux-ci restent profondément stigmatisants, préjudiciables et humiliants pour les ayants droit. On les force à se placer dans une situation de demandeurs, à faire la preuve de leur dénuement et à tolérer qu'en tout temps on puisse examiner leur situation de vie personnelle. Les conditions d'admissibilité exigent des futurs ayants droit qu'ils dilapident préalablement une partie de leur patrimoine, ce qui a pour effet d'augmenter leur dénuement et leur niveau de dépendance. Pourtant, un support adéquat devrait être disponible dès que les premières difficultés financières surgissent afin de diminuer les risques d'un processus d'appauvrissement irréversible <sup>21</sup>.

***Est-ce que tous recevront le revenu de citoyenneté et sera-t-il égal pour tous ?***

Le revenu de citoyenneté est un revenu de base que les citoyens du Québec s'accordent mutuellement en vertu d'une redéfinition de la coopération sociale. Être solidaire, c'est réfléchir en prenant en [44]

---

<sup>21</sup> BLAIS, François, « L'allocation universelle et la réconciliation de l'efficacité et de l'équité », *Cahiers d'épistémologie*, N° 9901, UQAM, Groupe de recherche en épistémologie comparée. Département de philosophie 1999, p. 37.

considération l'ensemble de la société. Autrement dit, par solidarité, on consent sur certains points à ne former qu'une seule catégorie avec l'ensemble de la population : le revenu de citoyenneté instaure une seule catégorie de personnes face aux biens premiers. Les revenus sociaux minimums actuels sont conditionnés par le montant des ressources, l'aptitude au travail, la situation familiale, l'engagement à la réinsertion professionnelle, la recherche ou l'acceptation d'un emploi. Toutes ces humiliations seraient éliminées.

On l'a dit plus haut : le revenu de citoyenneté est remis à tous sans condition parce que la forme de notre nouvelle coopération veut que plus personne ne soit inquiété face aux biens premiers. Il s'agit d'une base matérielle suffisante pour créer le sens de l'indépendance personnelle et du respect de soi. Assurés des biens premiers, les individus peuvent s'intéresser à la réalisation de soi, à ce qui fait la valeur de la vie humaine et ils seront alors plus productifs socialement.

### *Qu'arriverait-il aux programmes d'aide sociale existants ?*

Nous en reparlerons plus en détail au deuxième chapitre. Pour l'instant mentionnons que le revenu de citoyenneté inconditionnel aspire à remplacer et à simplifier les programmes existants en supprimant les contrôles tatillons et les humiliations. Il réfuterait l'argument ultralibéral voulant que l'aide sociale bénéficie aux classes moyennes par le biais du travail bureaucratique ; on estime que 13 % à 14 % du budget américain du *welfare* est absorbé par les frais d'administration <sup>22</sup>. Dans l'affaire d'Emploi-Québec, on a vu comment le droit des personnes peut être subordonné aux cafouillages administratifs et aux convictions libérales de ministres influents. Par exemple, le détournement de l'argent des travailleurs [45] dans les surplus comptables de l'assurance-emploi s'élève à un montant de quelque 25 milliards de dollars alors qu'il n'y a plus que 36 % des chômeurs admissibles. Avec le revenu de citoyenneté, les fonds consacrés au chômage seraient réorientés, car il veillerait déjà à ce que personne ne soit privé des biens premiers par la perte de son travail.

---

<sup>22</sup> LEPAGE, Henri, *Demain le capitalisme*, Hachette, 1978, p. 250.

Les programmes actuels sont une offense à la dignité humaine. Un bon nombre de personnes ont une attitude hautaine à l'égard des bénéficiaires. On présente ce qui est un droit comme une charité. Plusieurs renoncent à leur droit à cause de cette humiliation. Le gouvernement entretient cette humiliation pour faire des économies. Que dire des petites revues affairistes et des médias de Paul Desmarais et de Conrad Black qui traitent le droit social comme du vol ? Les vrais prédateurs ne sont-ils pas plutôt ceux qui réussissent à accumuler des centaines de millions de dollars par la pratique sociale du droit de propriété illimité ? L'ambiguïté des Chartes des droits de la personne qui cherchent à défendre à la fois le droit de propriété illimité et les droits sociaux fait que l'on peut s'accaparer le travail d'autrui en toute impunité alors que le système ferme trop vite les yeux sur les démunis. En entretenant des programmes d'emplois bidon, on laisse croire que ceux qui ne se trouvent pas d'emplois sont de mauvaise volonté. C'est de l'humiliation planifiée et une façon cruelle de briser les rêves et les projets de personnes fondamentalement sincères. D'autre part, on a vu comment on a fait de la précarité le pain quotidien de catégories de travailleurs comme les artistes alors que, paradoxalement, notre société offrira de plus en plus d'accès aux activités relevant de l'esthétisme.

[46]

***N'y a-t-il pas une hypocrisie à laisser croire  
que les programmes actuels d'emplois fonctionnent ?***

L'État ne s'implique plus directement dans la création d'emplois, mis à part les subventions (qui ont d'ailleurs parfois comme résultat paradoxal le congédiement... comme ce fut le cas chez GM, Volvo, Hyundai), et il réduit son soutien à l'assurance-emploi allant même jusqu'à détourner vers d'autres fins les fonds de l'assurance-emploi. En même temps, il exige que les prestataires d'aide sociale entreprennent des démarches de recherche d'emploi. Aux États-Unis, les fonctionnaires cachent aux démunis leurs droits pour faire atteindre leurs quotas de coupes dans le budget. Les gens sont précipités vers les soupes populaires, la charité privée. Il faut lire les témoignages des

chômeurs de longue durée<sup>23</sup>, les expulsés du monde du travail dont personne ne veut plus, les préjugés généralisés les désignant comme des paresseux souvent dans leur propre famille, les centaines de démarches, les centaines de curriculum vitae jetés au panier, l'attente de convocations qui n'arrivent jamais, les divorces, l'humiliation des petits programmes d'insertion à répétition, l'hypocrisie des fonctionnaires qui, en toute connaissance de cause, obligent les bénéficiaires à faire des démarches pour des emplois bidon, l'hypocrisie des politiciens qui laissent croire que les programmes fonctionnent.

Quand les gens écrivent aux députés, ils reçoivent un mois plus tard une lettre circulaire qui se limite à donner l'adresse du bureau d'aide sociale. Les réponses typiques aux entrevues d'emplois : « vous êtes trop vieux », « vos diplômes ne mènent à rien », « vous ne connaissez pas le bon logiciel », « vous n'avez pas les compétences », « vous êtes le trois centième candidat », « vous avez trop d'expérience », « nous voulons des jeunes pour les former », « vous n'avez pas sonné à la bonne porte », sans parler des « vous [47] ne savez pas rédiger un c.v. », « vous êtes moins pire en personne que sur la photo », « faites-vous du bon café ? », « vous devriez vous faire teindre les cheveux », etc., etc., etc. Des histoires comme ça, il y en a des dizaines de milliers ; la réalité dépasse la fiction. Examinez le type de langage utilisé par les affairistes québécois : « *Un territoire ne peut prospérer en ayant autant de sans-emploi vivant aux crochets de la population qui travaille* <sup>24</sup>. » Pour les néolibéraux, la solidarité envers les démunis se réduit à « vivre aux crochets » des autres. Ils feignent ne pas voir les effets pervers du libéralisme économique. Assez d'humiliations ! Assez de souffrances inutiles ! Vivement la fin de la misère, de l'humiliation et de la mendicité ! Le revenu de citoyenneté au plus sacrant !

On a tous vu ces reportages sur le *workfare* américain. On y voit des mères de famille qui arrivent à la fin des prestations d'aide sociale et qui sont dirigées vers les programmes de *workfare*. Là, elles sont menacées de perdre leur aide, elles sont contraintes d'accepter

<sup>23</sup> GALLOIS, Claire, *L'honneur du chômeur, témoignages recueillis par Claire Gallois*, Éd. Denoël, 1998.

<sup>24</sup> GAGNÉ, Jean-Paul, « Le cercle vicieux du chômage et des taxes », *Les Affaires*, 15 août 1998, p.6.

n'importe quelle *jobbine* pour faire vivre leurs enfants : faire du triage, du classement, du nettoyage, tourner des hamburgers, vendre des bébelles au téléphone à la journée longue, etc. Des *jobbines* harassantes, vides de sens, certaines de nuit, souvent à temps partiel, temporaires dont 80 % ne permettent pas de soutenir une famille, dont 75 % ne durent pas un an. Elles doivent faire garder leurs enfants, se loger dans des *shelters*, sorte d'abris communs où l'on entasse les familles. On oublie que 75 % des assistés sociaux sont des enfants. On voyait de ces femmes qui avaient commencé des études alors qu'elles étaient sur le *welfare*, mais qui étaient obligées maintenant d'accepter le premier petit boulot insignifiant.

Les petits politiciens de droite classent cela parmi les succès du système. La plupart étaient plus pauvres que lorsqu'elles bénéficiaient du *welfare*. Les employeurs les attendaient de pied ferme, les sachant mal prises, ils les payaient avec des pinottes, les congédiaient [48] pour une journée d'absence destinée à soigner un enfant malade ou pour assister à l'enterrement d'un proche. Certaines ont fait des dépressions nerveuses, constamment inquiètes pour leurs enfants. Un reportage montrait comment cet acharnement, ces contrôles tatillons et humiliants finissaient par coûter plus cher que le *welfare*. On voyait des politiciens qui se pétaient les bretelles devant les chambres de commerce en brandissant des statistiques de baisse du *welfare*. Il y a 20 millions de ces *working poors*<sup>25</sup> aux États-Unis. On se gargarise du faible taux de chômage, du succès et de la moralité du capitalisme. Le gouvernement du Parti québécois et nos affairistes trouvent que le *workfare* est une bonne idée ; ils veulent nous faire vivre le rêve américain...

***Les personnes en attente d'un règlement  
ne subissent-elles pas des préjudices actuellement ?***

Considérons le cas des personnes accidentées ou devenues malades à cause de leur travail. Elles doivent attendre actuellement de 3 à 10 ans lorsque leurs demandes sont contestées et les contestations sont nombreuses. Il en va ainsi des réclamations en vertu de l'assurance automobile.

---

<sup>25</sup> Travailleurs qui demeurent sous le seuil de pauvreté malgré leur travail.

Il en va de même des réclamations de tous ordres de citoyens comme ces personnes, des femmes le plus souvent, qui attendent le règlement de pensions alimentaires pour leurs enfants, le règlement d'assurances privées, de testaments, etc. Tous ces citoyens en attente de règlement de réclamations de toutes sortes sont bien souvent en situation très précaire et privés de l'accès aux biens premiers.

Le revenu de citoyenneté viendrait combler ce vide dans les revenus et leur permettrait d'attendre. Cela leur conférerait un pouvoir [49] de négociation, car actuellement ils sont souvent obligés de régler à rabais, ayant un besoin urgent de ressources. Encore une fois ici, il faut observer que le revenu de citoyenneté permet de respecter les citoyens en leur évitant qu'une contingence ne les précipite dans l'inquiétude sinon la misère.

## 4. Une plus grande liberté face au choix de son travail <sup>26</sup>

*Certains disent que le revenu de citoyenneté  
désinciterait à travailler. Que vaut cet argument ?*

[Retour à la table des matières](#)

On dit aussi que le revenu de citoyenneté conduirait à l'exclusion et à l'assistance et qu'il favoriserait la fainéantise. Selon Jean-Marc Ferry :

Non seulement l'Allocation universelle ne désinciterait, en général ou en moyenne, qu'aux formes d'activités jugées socialement rébarbatives, mais encore elle ne pourrait, à la différence d'autres prestations de l'État social, figer une situation d'assistance ou d'indemnisation sous les considérations d'un calcul comparatif d'avantages-coûts. Tout au plus pourrait-elle atténuer l'urgence – et c'est un bienfait –, l'urgence qui porterait les exclus à accepter un emploi à n'importe quelles conditions, ou presque. Ce que les syndicats n'ont su faire de façon convaincante dans de

---

<sup>26</sup> Voir notamment LELEUX, Claudine, *Travail ou revenu ? Pour un revenu inconditionnel*, Cerf, 1998.



nombreux pays : assurer durablement aux salariés une force de négociation sur le contrat de travail, l'Allocation universelle le ferait d'une façon structurelle, institutionnelle, automatique, en situant le travailleur potentiel en position toujours à peu près convenable de négociation avec son employeur potentiel <sup>27</sup>.

[50]

***Avec un revenu de citoyenneté, le travailleur  
serait-il plus sélectif dans le choix de son emploi ?***

Le revenu de citoyenneté permettrait une plus grande liberté face au choix d'un emploi. Cela rééquilibrerait quelque peu le pouvoir de négociation des travailleurs face à la mondialisation, aux fusions, etc. Il accorderait de façon institutionnelle aux salariés un pouvoir de négociation, une liberté de refus face à un travail rébarbatif, physiquement et nerveusement pénible ou dangereux. Dernièrement, plusieurs accidents du travail mortels au Québec ont démontré comment les travailleurs sont maintenant contraints d'accepter des conditions dangereuses (134 morts en 1998 contre 72 en 1996) <sup>28</sup>. C'est encore une manifestation du recul du rapport de force du travail face au capital. La Commission de santé et sécurité au travail (CSST) prévient d'avance les employeurs de ses inspections, ce qui laisse le temps de maquiller les infractions <sup>29</sup>. En ce sens, le revenu de citoyenneté matérialise un droit-liberté qui demeurerait autrement simplement formel, une forme sans contenu, un vœu pieux.

---

<sup>27</sup> FERRY, Jean-Marc, *L'Allocation universelle, pour un revenu de citoyenneté*, Cerf, 1995, p. 97.

<sup>28</sup> Données statistiques de la CSST.

<sup>29</sup> Voir BANVILLE, Roch, m.d., *La peau des autres*, Jacques Lanctôt éditeur, oct. 1999.

Le pouvoir de négociation de ceux qui en possèdent le moins dans la société à l'heure actuelle ne devrait donc pas être affaibli mais au contraire amélioré par la présence d'un revenu inconditionnel et la nécessité de vendre sa force de travail dans un but de survie plutôt que de réalisation personnelle sera aussi diminuée <sup>30</sup>.

Certains affirment que le revenu de citoyenneté permettra aux travailleurs d'accepter des salaires plus bas, car ils seront déjà munis d'un revenu. Évidemment, il faudrait contrer cette perspective par le maintien des règles du salaire minimum. Il favoriserait aussi l'acceptation d'emplois à temps partiel pour ceux qui le veulent et, de façon générale, favoriserait le partage du temps de travail.

[51]

***Que dire de la mentalité du *workfare* qui veut forcer les personnes à accepter des petits boulots ?***

Le Québec fait de plus en plus sienne la philosophie de l'enrôlement dans des mesures dites d'insertion comme le Revenu minimum d'insertion français (RMI), ou la philosophie américaine du *workfare*, du travail forcé dans des emplois qui souvent ne conduisent nulle part. Il en résulte une prolifération des contrôles tatillons et moralisateurs. C'est l'opposition libérale qui a dû montrer les cafouillages du programme de formation d'Emploi-Québec. Les prestataires de l'aide sociale ou de l'assurance-emploi se font dire qu'il n'y a pas d'argent pour leur formation alors que le travail moins formé n'a plus aucun rapport de force avec le capital.

Le travail accepté de force, non motivé, est rarement productif. Les exclus de la grande production munis de leur revenu de citoyenneté pourront prendre le risque d'entreprendre individuellement ou collectivement une activité lucrative indépendante. L'avantage du revenu de citoyenneté « *est qu'il permet de prendre des risques*

---

<sup>30</sup> BLAIS, François, *op. cit.*, p. 29.

*d'entreprise, de créativité sociale, d'initiative individuelle, sans qu'il s'agisse de risques vitaux* <sup>31</sup> ».

Le *workfare* fait partie aux États-Unis d'une série de pulsions réactionnaires charriées par la montée de l'ultralibéralisme. Désormais, les personnes n'ont pas droit à l'aide sociale plus de cinq ans au cours de leur vie et plus de deux années consécutives. On pousse les démunis à violer les lois pour survivre et, en retour, on augmente la répression. La tolérance zéro californienne condamne à 25 ans de prison une troisième offense pour des délits aussi mineurs que des vols à l'étalage. Un reportage récent montrait comment des mères de famille ont écopé de vingt ans de prison pour avoir transporté une enveloppe de cocaïne. Pendant ce temps, les vrais voleurs installent leurs millions dans des paradis [52] fiscaux. Il y aura bientôt deux millions de personnes en prison aux États-Unis à un coût individuel infiniment supérieur au revenu de citoyenneté. « *Le coût financier du chômage européen est en outre significativement moins élevé que celui de l'emprisonnement aux États-Unis, sachant qu'une année de prison y coûte environ 30 000 dollars US par personne* <sup>32</sup>. » Au Québec, le coût est de quelque 45 000 \$ par année et de 60 000 \$ en général au Canada. Selon l'Américain Colin Powell, qui endossait un programme d'intervention bénévole auprès des enfants, « *chaque enfant qui tourne mal coûtera, au long de sa vie, un million de dollars à la collectivité en frais de prison, d'aide sociale ou de santé* <sup>33</sup> ».

***Peut-on penser que tous les emplois qui paient moins que le revenu de citoyenneté disparaîtront ?***

Le revenu de citoyenneté est universel et il peut être ajouté à des revenus provenant d'autres sources : personne n'aurait intérêt à demeurer inactif pour le percevoir, tout le monde le recevrait. Celui qui occupera un emploi à temps partiel pourra ainsi compléter son revenu

---

<sup>31</sup> FERRY, Jean-Marc, *L'Allocation universelle, pour un revenu de citoyenneté*, Cerf, 1995, p. 110.

<sup>32</sup> LELEUX, Claudine, *Travail ou revenu ? Pour un revenu inconditionnel*, Cerf, 1998, p. 45.

<sup>33</sup> *Idem*, p. 95.

de citoyenneté sans être pénalisé. Bien sûr, il deviendra un contribuable qui verra son taux d'imposition augmenter progressivement. Lorsque des postes intéressants s'ouvrent, des milliers de candidats se présentent. On a pu le constater lorsque les compagnies GM ou Alcan ont ouvert des postes ou lorsqu'une commission de transport a recruté des conducteurs d'autobus. Le revenu de la personne restera lié à son activité productive, mais ce n'est plus le marché qui décidera qui mangera, qui aura accès aux biens premiers, car ils seront assurés à tous.

Les anciens libéraux radicaux disaient que la faim devait cingler les pauvres pour les mettre à l'ouvrage. Mais, en fait, personne n'aime rester longtemps inactif. Bien des retraités s'empressent de [53] faire du bénévolat ou des activités utiles ; cela répond au besoin naturel de donner un sens à l'activité humaine. Le revenu de citoyenneté ne serait certainement pas un désincitatif pour les emplois intéressants gratifiants. Ce sont les programmes actuels qui découragent les chômeurs. Si un bénéficiaire de l'aide sociale gagne plus qu'un certain minimum (jusqu'à 222 \$ par mois pour une personne au Québec), la somme lui est soustraite de sa prestation, ce qui équivaut à un impôt marginal de 100 % pour tout montant gagné au-delà du seuil minimum <sup>34</sup>.

### ***Pourquoi ne pas tenter plutôt de réaliser le droit au travail ?***

Certains argumentent qu'instaurer le revenu de citoyenneté équivaut à renoncer au droit au travail pour tous. L'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame : « *Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.* » Mais un droit n'a aucune valeur si la force publique ne le fait pas appliquer. Or, les États se retirent du processus de création d'emplois. Les compagnies privées n'offrent de l'emploi que comme moyen d'une fin : le profit des actionnaires. Personne ne peut s'adresser à un autre individu ou à une compagnie pour faire respecter son droit au travail et

---

<sup>34</sup> BLAIS, François, « L'allocation universelle », *Relations*, octobre 1997, p. 241.

l'État ne le fait pas non plus. Il vaudrait peut-être mieux cesser de parler de droit au travail. Voici ce qu'en dit François Blais :

Cependant, si l'on tient à tout prix à situer le débat sur le plan des droits, alors il est vrai que Ton devrait toujours, allocation universelle ou non, préférer le droit au revenu sur le droit au travail. Plusieurs raisons peuvent être invoquées mais la plus déterminante reste que "le droit au travail" est un concept ambigu et juridiquement vide. Il n'a jamais été appliqué dans aucune société <sup>35</sup>.

[54]

La philosophie du travail pour tous n'a pas les moyens pratiques de sa prétention. L'augmentation de la consommation pourrait être une solution à ce surplus de capacité de production ; mais qui achèterait ces produits si le travail, seul mode d'accès aux biens, est en régression ? Le problème est que le résultat du progrès de la technologie n'est pas compensé par une réduction du temps du travail sans perte de salaire ou par un revenu d'autres sources que le travail. Le partage de l'emploi accompagné d'une baisse de salaire risque de devenir un partage du chômage. C'est ce qui se passe en grande partie aux États-Unis. En effet, que vaut l'augmentation du temps libre si les revenus pour en profiter baissent substantiellement ? Henry Ford était conscient que la survie de son entreprise dépendait du pouvoir d'achat de ses ouvriers mais, avec la planétarisation du commerce, ce facteur est moins important. Nike, Mattel et d'autres compagnies n'ont pratiquement plus d'usines aux États-Unis ; malgré le fait que ces entreprises écoulent une partie importante de leur production dans ce pays, leurs biens sont fabriqués par des sous-contractants payant des salaires de misère dans des pays comme le Mexique ou l'Indonésie. Les entreprises américaines emploient un million de Mexicains à 5 \$ par jour.

---

<sup>35</sup> BLAIS, François, « L'allocation universelle et la réconciliation de l'efficacité et de l'équité », *Cahiers d'épistémologie*, N° 9901, UQAM, Département de philosophie, 1999, p. 39.

## 5. Une police d'assurance contre la précarisation du travail

*Le prix des actions cotées en Bourse explose  
alors que les salaires stagnent ; nos pratiques sociales  
ont-elles perdu leur faculté de répartition des richesses ?*

[Retour à la table des matières](#)

Un paradoxe s'est développé au cours des dernières décennies : malgré la diminution de la capacité redistributive du travail, nous [55] retournons à une forme de libéralisme pur et dur qui nie la justice sociale et qui a démontré historiquement son incapacité à assurer la coexistence des différentes classes sociales. Les brasseurs d'affaires ont réussi le tour de force de faire croire aux travailleurs qu'ils doivent se sacrifier pour eux en retour du cadeau de l'emploi. Normalement, lorsque la productivité augmente, ses bénéfices se partagent entre les consommateurs, les travailleurs et le capital, par le biais des baisses de prix pour les premiers, de l'augmentation des salaires pour les seconds et du profit pour le capital. Il suffit d'observer les données des dernières décennies pour comprendre que tel n'a pas été le cas. Payons-nous moins cher notre essence, nos services bancaires, notre nourriture ?

Prenons, comme indice de l'enrichissement du capital, le prix des actions des compagnies : l'indice boursier torontois, le Toronto Stock Exchange, a augmenté de 75 % de 1995 à 1998. Le Dow Jones a progressé de 233 % depuis le début de la décennie. Il était de 6 000 points en octobre 1996 ; il a atteint 11 200 points en septembre 1999, une hausse de 87 % en trois ans. Le capital des compagnies canadiennes a obtenu un rendement de 16,2 % en 1997 ; celui des compagnies américaines s'est élevé à 27,7 %. Selon la revue *Fortune*, les 500 plus grosses multinationales ont augmenté leur profit de 25 % en 1997. Pendant ce temps, de 1983 à 1997, les gains hebdomadaires des travailleurs salariés québécois ont chuté de 595 \$ à 566 \$ en termes réels <sup>36</sup>. Nos pratiques sociales augmentent la redistribution de la

---

<sup>36</sup> LANGLOIS, Simon, *Québec 1999*, Fides-*Le Devoir*, p. 43.

richesse en faveur du capital et diminuent la part échéant au travail. Or, le plus grand nombre n'a que son travail...

[56]

***Le capital précarise de plus en plus l'emploi  
et échappe à ses obligations traditionnelles :  
peut-on encore rêver au plein emploi ?***

Le capital rend l'emploi précaire, car il échappe aux responsabilités des droits et des cotisations sociales liées au travail salarié (cotisations d'assurance-emploi, de régime de rentes, d'assurance accident, du régime d'assurance-santé, etc.) Ce qui est terrible dans l'amenuisement du travail permanent, c'est la perte de tous les droits qui s'étaient greffés à cette forme de redistribution sociale. Les travailleuses et les travailleurs sont prêts à faire des sacrifices pour secourir les moins nantis qu'eux, c'est une affaire de solidarité. Mais on leur demande de se sacrifier, d'accepter la précarité pour que les actionnaires augmentent les bénéfices déjà supérieurs qu'ils retirent de la collaboration sociale. Le capital, propriétaire de la technologie, peut se passer de plus en plus du travail pour produire ; le pouvoir de négociation des travailleurs diminue. En fait, le capital a réduit la part du travail dans les richesses en rendant l'emploi précaire, temporaire, sur appel, sans les bénéfices sociaux qui lui étaient traditionnellement rattachés. Le capital a aussi réussi à transférer aux travailleurs les risques liés à la désuétude des savoirs.

La perte du pouvoir redistributif du travail est observable par le phénomène des *working poors*, travailleurs qui n'arrivent pas à dépasser le seuil de pauvreté malgré leur travail. C'est un phénomène de plus en plus présent au Canada : 23 % des pauvres, chefs de famille, ont travaillé à plein temps en 1996 ; 15 % des personnes seules pauvres avaient un travail à plein temps. Aux États-Unis, 20 % des travailleurs salariés demeurent sous le seuil de la pauvreté... et ce ne sont pas des chômeurs ! Malgré le présumé faible taux de chômage de 4,3 %, le nombre de pauvres américains demeurent aux alentours de 40 millions. « *Les très pauvres – ceux qui vivent avec la moitié du seuil de pauvreté*

– sont passés de 13,9 millions en 1995 à 14,4 millions en 1996 <sup>37</sup>. » Aux États-Unis, [57] entre 1979 et 1995, 43 millions de travailleurs ont perdu leur travail pour se replacer dans des emplois à conditions inférieures <sup>38</sup>.

Les grandes tendances sont au déclin de l'emploi à temps plein salarié : de 1975 à 1996, il s'est créé 670 000 emplois au Québec dont 73,3 % dans les formes atypiques de l'emploi autonome et du salariat à temps partiel. Ce type d'emplois croît 20 fois plus vite que le salariat à temps plein <sup>39</sup>. Une récente étude du ministère du Travail québécois nous apprend que, si la tendance observée entre 1975 et 1996 se maintient, l'emploi à temps plein ne sera plus la norme en 2017 au Québec ; les affairistes en conviennent, mais ils nous présentent cela comme un choix libre <sup>40</sup>. Évidemment, ils ne parlent pas de la disparition des droits liés au travail permanent et des économies énormes que les entreprises réalisent par le fait même. Depuis 1976, au Québec, le quart des nouveaux emplois est détenu par des travailleuses et des travailleurs autonomes. Si on examine une période plus récente, le phénomène est encore plus marqué : entre 1996 et 1998, 70 % des nouveaux emplois créés au Québec étaient des emplois autonomes ; de 1989 à 1997, 80 % des emplois créés au Canada étaient des emplois autonomes <sup>41</sup>. De façon générale, le travail autonome génère des revenus moindres : « 63 % des personnes exerçant un travail autonome retirent moins de 20 000 \$ par année (...) 70 % des femmes exerçant un emploi autonome gagnent moins de 10 000 \$, c'est le cas de 28 % des hommes <sup>42</sup>. »

<sup>37</sup> POULIN, Richard, SALAMA, Pierre, dir., *L'insoutenable misère du monde, économie et sociologie de la pauvreté*, Vents d'Ouest éd., 1998, p. 263.

<sup>38</sup> MARTIN, Hans-Peter et SCHUMANN, Harald, *Le piège de la mondialisation*, Édition Solin Acte Sud, 1997.

<sup>39</sup> Pour d'autres données, voir AUBRY, François, « Le plein emploi, mythe ou réalité ? » *L'Action Nationale*, Janvier 1998, Vol. LXXXVIII, N° 1, p. 125.

<sup>40</sup> FROMENT, Dominique, « La majorité des travailleurs autonomes le sont par choix », *Les Affaires*, 21 août 1999, p. 16.

<sup>41</sup> PICOT, GARNETT et ZHENGXI, *Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990 ?*, Statistique Canada, Direction des études analytiques. Août 1997, p. 27.

<sup>42</sup> PAYEUR, Christian, « L'évolution du travail au Québec : le marché plutôt que l'emploi. » *Ao ! Espaces de la parole*, Repenser le travail, Automne 1998, p. 13.



[58]

Seuls les travailleurs intellectuels ont un certain rapport de force avec le capital. La classe des travailleurs intellectuels américains, qui représente au total 20 % de la population active, perçoit un salaire annuel de 1 755 milliards de dollars, soit plus que le cumul des autres quatre cinquièmes de la population. Une *knowledge class*, sorte de classe intellectuelle, ne représentant que 4 % de la population active, soit 3,8 millions d'individus, catalyse la troisième révolution industrielle ; elle gagne autant que les 51 % des salariés américains des échelons inférieurs <sup>43</sup>. Le revenu se déplace vers ceux qui maîtrisent les techniques d'élimination du travail répétitif. Mais ce sont aussi « *les maîtres de la communication multimédia, de l'information high-tech, les manipulateurs d'abstractions, les biotechnologistes (génétique notamment), les banquiers, les créateurs de logiciels, etc. Cette classe est d'ailleurs très grande détentrice d'actions et comprend 5,5 % de milliardaires* <sup>44</sup> ».

On dit que les besoins sont illimités et que les travailleurs vont se réfugier dans le secteur tertiaire. Les faiseurs d'opinions néolibéraux aiment dire que les pays développés subissent un chômage d'adaptation dû à une présumée transition de la main-d'oeuvre vers des emplois plus qualifiés. Mais la réingénierie des systèmes de production ne touche plus seulement les secteurs traditionnels comme la sidérurgie, le textile, l'automobile, car on licencie également dans les domaines de la haute technologie informationnelle. On ne peut plus parler d'un simple déversement du secteur secondaire vers le secteur tertiaire. Les biens de haute technologie sont eux-mêmes produits de façon automatisée. Une étude portant sur l'évolution du marché du travail dans la région de Silicone Valley aux États-Unis, bien connue pour sa grande concentration d'entreprises de haute technologie, démontre que, au cours de la décennie 1984-1995, 40 % de l'emploi total est de nature temporaire [59] (agence de placements, contrats de gré à gré, etc.) et que ce type d'emploi augmente cinq fois plus vite que l'emploi total.

---

<sup>43</sup> RIFKIN, *op. cit.*, pp. 238-239.

<sup>44</sup> ONIMUS, Jean, *op. cit.*, p. 44.

Évidemment, ce système produit de l'exclusion ; l'accès à la classe des *knowledge people* nécessite de longues et brillantes études, ce qui n'est pas le lot de tout le monde. La question de l'égalité des chances par l'éducation se pose alors avec plus d'insistance. Il faut observer le phénomène de la chute de l'emploi moins qualifié. « *Le taux de chômage des travailleurs qualifiés en France est passé de 2,5 % en 1970 à 3,5 % en 1980 et 6 % en 1993, au cœur de la récession. Mais le taux de chômage des travailleurs non qualifiés est passé, lui, dans la même période, de 3 % à 9 %, puis à 20 %* <sup>45</sup>. » Une partie des activités à forte densité de main-d'œuvre et à faible valeur ajoutée s'est déplacée vers l'Asie du Sud-Est et la Chine où la main-d'œuvre est encore meilleur marché. Un tiers des souliers importés aux États-Unis sont fabriqués en Chine. L'emploi américain dans les industries du textile, de la chaussure, des équipements ménagers a diminué de 50 % depuis 1970. Dans l'Union européenne, 40 % des effectifs, soit environ 1 400 000 emplois, ont disparu de l'industrie du textile depuis quinze ans <sup>46</sup>.

Inutile de dire que le revenu de citoyenneté constitue une police d'assurance en situation de précarisation de l'emploi et cela même pour les travailleurs autonomes. La pratique sociale du libéralisme économique conduit à la désalarisation, l'externalisation des emplois, la disparition progressive de l'emploi permanent à plein temps, la déconstruction de l'État dans sa fonction législative et distributive. Il en résulte une crise des mécanismes d'intégration sociale, mais aussi des mécanismes de distribution des richesses. Et on nous dit qu'il faudrait voir l'avenir dans ce retour au passé, [60] se faire les apôtres de l'indépassabilité du marché, de la déréglementation et de la mondialisation-fétichisée <sup>47</sup> !

Il faut considérer aussi la tendance aux fusions qui éliminent l'emploi. Par exemple, dans l'agriculture, les fermes d'élevage familiales font faillite au profit des immenses installations de l'agrobusiness qui polluent plus que l'industrie et qui nous imposent

---

<sup>45</sup> GREIDER, William, *One world ready or not, the manic logic of global capitalism*, Simon & Schuster, 1997, p. 128.

<sup>46</sup> CARROUÉ, Laurent, « Le naufrage du textile européen », *Manière de voir*, N° 35, *Offensive du mouvement social*. Sept. 97, p. 64.

<sup>47</sup> SAUL, John, *Le citoyen dans un cul-de-sac*, Fides, Les grandes conférences, 1996, p. 31 et suiv.

ses standards. On parle de fusions dans le domaine aéronautique qui élimineraient 5 000 emplois au Canada. Les cas de ce type sont innombrables <sup>48</sup>.

## 6. UN revenu favorable à la réinsertion sociale

### *Comment le revenu de citoyenneté permettra-t-il aux exclus de redevenir des agents économiques ?*

Le revenu de citoyenneté ne dissocie pas le travail et le revenu, il permet aux exclus de redevenir des acteurs économiques en dehors du grand système de production traditionnel pour ceux qui le souhaitent. Il permet aux individus de participer à la définition des activités socialement utiles. Jean-Marc Ferry appelle « secteur quaternaire <sup>49</sup> », ces activités exercées hors des géants industriels, commerciaux, bancaires, informatisés et robotisés qui tournent de plus en plus le dos aux travailleurs. De quoi s'agit-il ?

[61]

Ce type d'activités communautaires permet d'acquérir une expérience et des habitudes de travail et de mettre le pied à l'étrier pour obtenir ensuite des emplois plus rémunérateurs. M. Ferry parle d'activités qui s'exercent dans le domaine marchand, social, culturel,

---

<sup>48</sup> Voir notamment ARONDEL, Philippe, *L'impasse libérale*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995, Coll. Éthique sociale et *L'homme-marché*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997 ; BOISARD, P., COHEN, D., ELBAUM, M. *et al.* *Le travail, quel avenir ?*, Gallimard, Paris, 1997 ; DUCLOS, Denis, « Naissance de l'hyperbourgeoisie. Une nouvelle classe s'empare des leviers du pouvoir mondial », *Le Monde diplomatique*, Août 98 ; GORZ, André, *Misères du présent, richesse du possible*, Galilée, 1997 ; RIFKIN, Jeremy, *La fin du travail*. Boréal, Montréal, 1996 ; VERGER A, Francisco, « Les chiffres trompeurs du chômage », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 1997, pp. 1617 ; ROBIN, Jacques, « Repenser les activités humaines », *Manière de voir*. Sept. 97.

<sup>49</sup> FERRY, Jean-Marc, « Idée d'un secteur quaternaire d'activités autonomes », *L'Allocation universelle*, Cerf, chap. 6, p. 99 et suiv.

artistique et même scientifique. Ce sont des activités riches en main-d'œuvre, non mécanisables, à caractère de service personnel. C'est un travail libéré où les travailleurs ne sont pas seulement des producteurs, mais des auteurs qui ont la maîtrise de leurs activités.

On y inclut aussi les activités sociales de soutien, de formation, d'animation, d'insertion dans des domaines associatifs variés, communautaires, culturels, sportifs, sociaux, artistiques, la production non uniforme, etc. Un secteur appelé à grossir à mesure que la grande production s'automatise et concocte l'exclusion. Le revenu de citoyenneté pourrait permettre de créer son propre emploi.

Il vient contrer la tendance à laisser les nouveaux dogmes de la civilisation s'élaborer dans les conseils d'administration des mégacorporations dotées d'un immense pouvoir de persuasion. Évidemment, le revenu de citoyenneté favorise le développement des petits commerces, la vie de quartier plutôt que les entrepôts et les dépôts tels Wal-Mart et Maxi et leurs profits sans loyauté, inspirés d'une culture de prédation, qui partent écumer ailleurs, qui sortent de la communauté et du pays à la moindre apparence de difficultés, laissant les populations face à des crises économiques et monétaires. « *Il existe un gouffre, un abîme entre ce que les jeunes gens, spontanément, désireraient faire dans le monde social et ce qui leur est proposé. Ils doivent se plier à des profils de postes définis en fonction de besoins de qualification sélectifs, de plus en plus déconnectés des contextes culturels, tandis que cette définition du [62] "socialement utile" est largement le monopole des groupes privés et de la puissance publique* <sup>50</sup>. »

De plus, Jean-Marc Ferry souligne que le revenu de citoyenneté permettrait aussi aux personnes qui le désirent de prendre plus facilement le risque de se lancer en affaires, de prendre un risque d'entreprise. Il permet de prendre le risque de créer son propre emploi. Les artistes par exemple bénéficieraient d'une certaine sécurité ; actuellement les auteurs crèvent de faim et doivent accepter des petits boulots plutôt que de perfectionner leur métier. Plusieurs doivent

---

<sup>50</sup> FERRY, Jean-Marc, « Revenu de citoyenneté, droit au travail, intégration sociale », *Revue du MAUSS* semestrielle, in Vers un revenu minimum inconditionnel, N° 7, premier semestre 1996, p. 127.

encore s'exiler <sup>51</sup>. Lors du boycottage des activités parascolaires par la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) à l'automne 1999, on a abondamment parlé des travailleurs de musées, de théâtres et autres organismes communautaires, gagnant à peine de quoi vivre, qui étaient inquiets de la suppression de ces activités. Le revenu de citoyenneté serait un pas vers le paiement du juste prix pour ces activités de plus en plus importantes dans une société de loisir.

*Le revenu de citoyenneté  
serait-il favorable à l'économie sociale ?*

Le revenu de citoyenneté permettrait au secteur associatif de compter sur des ressources nouvelles et de mieux respecter les normes de travail. Le Sommet économique de 1996 avait placé un grand espoir dans l'économie sociale. Certains voient dans l'économie sociale un consentement des démunis à leur propre exclusion obtenu par un artifice. On prétendait pouvoir s'en remettre à un entrepreneuriat local afin de confier à l'entreprise privée ou [63] mixte la responsabilité d'intégrer en emploi les bénéficiaires de la sécurité du revenu.

L'économie sociale ne fait donc pas l'unanimité. Certains emplois créés localement en substitution des services habituellement offerts par l'État seront libérés de l'obligation de respecter le Code du travail et la Loi sur les normes minimales de travail. Cela se fera par l'adoption d'un règlement, par exemple à la demande d'une municipalité intéressée par les emplois bon marché <sup>52</sup>. « *Somme toute, nous ne sommes pas si loin des municipalités britanniques du XVIII<sup>e</sup> siècle ...et des poor houses dont elles avaient la responsabilité* <sup>53</sup>. » Par exemple, le virage ambulatoire est un gisement d'emplois à rabais offerts par les entreprises d'économie sociale avec lesquelles le gouvernement sous-contractera après avoir passé son règlement suspendant l'application du

---

<sup>51</sup> GAGNON, Daniel, écrivain, « Avoir la liberté de crever de faim, on affame les artistes en silence et, pendant ce temps, on parle de souveraineté ? Beau projet ! », *Le Devoir*, 22 septembre 1999.

<sup>52</sup> LAMARCHE, Lucie, « L'économie sociale : un modèle de développement au service de l'État désétatisé » in BOIVIN, Louise et FORTIER, Mark, *L'économie sociale, l'avenir d'une illusion*, Fides, 1998, p. 155.

<sup>53</sup> *Idem*, p. 158.

droit du travail. C'est l'entrée du privé dans le travail effectué normalement par le secteur public dans la santé, l'éducation, etc.

En Ontario, on a adopté une loi qui interdit aux bénéficiaires de l'aide sociale participant à des programmes communautaires de se syndiquer, violant ainsi la Charte canadienne des droits de la personne au chapitre des droits d'association <sup>54</sup>. L'imitation des Américains vaut aussi pour la philosophie du *workfare*. On affame les pauvres pour leur faire accepter n'importe quoi, les obliger d'aller ramer dans cette galère ; c'est la pénalité pour le refus de participer, la pénalité pour le départ volontaire, c'est le travail à tout prix, le travail sacré, le travail moralisateur. En réalité, il s'agit de donner des lettres de noblesse au retrait de l'État, d'opérer en dehors du Code du travail les garderies, les soupes populaires, [64] l'aide-domestique, la prise en charge de personnes ayant des « besoins spéciaux », les soins à domicile, etc. <sup>55</sup>

D'autres disent qu'il faut compter avec cette force : « *On peut cependant estimer qu'au Québec près de 20 000 associations auraient des activités économiques (...) C'est ainsi qu'en 1996, dans le seul domaine de la santé et des services sociaux, près de 2 500 organismes communautaires financés par le gouvernement du Québec disposaient d'une capacité globale de plus de 1 000 employés réguliers, de près de 15 000 occasionnels et de 340 000 bénévoles (...) Dans d'autres secteurs d'activités, on compte plusieurs milliers d'organisations : plus d'un millier dans le champ de l'éducation populaire, quelque 800 garderies sans but lucratif, une centaine de centres communautaires de loisirs, une centaine de médias communautaires, plus de 1 000 coopératives d'habitation, une centaine de coopératives dans le secteur de l'alimentation, plus de 50 coopératives de travail, 500 cuisines collectives, quelque 200 organismes communautaires de formation à l'emploi, quelques centaines d'entreprises communautaires ou d'insertion orientées vers des services (aide-domestique, entretien*

---

<sup>54</sup> ADAMS, Roy, « Latest Ontario Anti-labour Bill Violates Human Rights », *CCPA Monitor*, Vol. 5, N° 4, p. 15.

<sup>55</sup> Voir GRELL, Paul, « L'État-providence : de la politique sociale à l'économie sociale ? », in BOIVIN, Louise et FORTIER, Mark, *L'économie sociale, l'avenir d'une illusion*, Fides, 1998, p. 188.

*ménager, restauration, recyclage du papier, rénovation de résidences, etc.* <sup>56</sup>). »

On peut considérer, par exemple, le cas du Chic Resto Pop, une entreprise communautaire de restauration créée en 1984 et qui prépare aujourd'hui plus de 1 000 repas à prix modique à chaque jour dans ses locaux (principalement à partir d'aliments récupérés) et dessert sept écoles du quartier. Le Chic Resto Pop est un organisme sans but lucratif (OSBL) qui fournit du travail à 18 personnes sur une base permanente et à 105 bénéficiaires de l'aide sociale [65] admissibles au programme de préparation à l'emploi, donc en situation de réinsertion sociale. Sa clientèle est composée principalement des enfants des écoles du quartier, d'assistés sociaux, de sans-emploi et de petits salariés. Son budget annuel se rapproche du million de dollars, soit, en 1996, 930 000 \$ dont plus de 448 000 \$ en vente de services, plus de 150 000 \$ en provenance de sources associatives (Centraide et des dons) et 328 000 \$ de sources publiques diverses (Santé et services sociaux, Sécurité du revenu, Conseil scolaire, etc. <sup>57</sup>). Il est aujourd'hui affecté par les compressions d'Emploi-Québec, ce qui le prive de personnel <sup>58</sup>. Un organisme communautaire peut « sauter » au gré des changements de conviction des ministres ou des cafouillages administratifs. Le revenu de citoyenneté stabiliserait l'action bénévole à la base de la survie des organismes communautaires.

---

<sup>56</sup> FAVREAU, Louis, « L'insertion conjuguée avec le développement économique communautaire », in DEFOURNY, Jacques, FAVREAU, Louis, LAVILLE, Jean-Louis, dir., *Insertion et nouvelle économie sociale*, Desclée de Brouwer, 1998, p. 162.

<sup>57</sup> *Idem*, p. 171.

<sup>58</sup> GAGNON, Martha, « Le Chic Resto Pop paralysé ?, *La Presse*, 18 août 1999.

***La réaction traditionnelle au risque  
est l'assurance. Pourquoi ne pas renforcer  
les programmes d'assurances collectives ?***

Le droit social est un combat perpétuel. Le revenu de citoyenneté véhicule un souci d'insertion sociale par le revenu. Dans le domaine assurantiel <sup>59</sup> pur, un assuré paie une prime à un assureur pour couvrir un risque, par exemple le vol ou le feu de sa maison. La solidarité n'est pas en cause, car l'assuré poursuit un but strictement personnel. Les périodes de chômage sont supposées être couvertes par l'assurance-emploi ; on voit ce que cela donne ! Un Américain sur six et jusqu'à un sur quatre en Californie et au Texas ne peut se payer d'assurance-maladie. Qui ne peut s'offrir la protection est exclu. Le nombre de non-assurés augmentait de un million de personnes par année. Dans un reportage américain récent intitulé *Health Care Squeeze*, on prévoyait même une

---

<sup>59</sup> VAN PARUS, Philippe, « Au-delà de la solidarité, les fondements éthiques de l'État-providence et de son dépassement », *Refonder la solidarité*, Cerf, 1996, chap. 1.



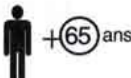







[66]

**Tableau III.**

Étendue de la pauvreté au Québec en 1996 selon le type de famille

[Retour à la table des matières](#)

| Type de famille   | Nombre de pauvres | Taux de pauvreté selon la catégorie |
|---|-------------------|-------------------------------------|
|    | 177 000           | 37,6 %                              |
|    | 145 000           | 43,8 %                              |
|    | 38 000            | 41,0 %                              |
|   | 152 000           | 62,4 %                              |
|  | 104 000           | 60,5 %                              |
|  | 72 000            | 13,7 %                              |
|  | 102 000           | 13,5 %                              |
|  | 30 000            | 15,4 %                              |

Source : Tiré du tableau : “Statistiques régionales sur la pauvreté, 1996”.

Rapport du Conseil National du bien-être social, *Profil de la pauvreté, 1996*, Printemps 1999.

Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux, Canada, 1998, pp. 101-102.

[67]

hausse de 8 millions de non-assurés pour l'an prochain. On dit que les Américains paient moins d'impôts que les Canadiens ; ils en paient davantage, si on calcule ce qu'ils paient à des compagnies d'assurances privées qui contestent d'ailleurs le remboursement de soins et de médicaments au point où le gouvernement a dû s'en mêler. Bâtir un système de protection collectif à partir de corporations d'assurances qui veulent maximiser leur profit est une absurdité démontrée.

Quand l'Etat construit des routes, des aéroports ou crée l'assurance-santé, il s'agit bel et bien d'allocations universelles ; on peut parler de progrès. Ces mesures peuvent être améliorées ; mais ce n'est pas en allongeant à l'infini la liste des programmes universels, en multipliant la bureaucratie, en prolongeant les programmes universaux par des soupes publiques, des magasins publics, des plans Dozois de logements publics, des loisirs et des camps de vacances publics, qu'on va respecter la liberté de choix et la dignité des gens. À un moment donné, il faut prendre garde de ne pas stigmatiser personne. Des associations qui améliorent le sort des citoyens, il y en a des dizaines de milliers au Québec, les gens prendront leur revenu de citoyenneté et ils s'associeront avec qui ils voudront.

## 7. Un revenu favorable à la famille

***Peut-on présumer que le revenu de citoyenneté sera favorable à la famille en reconnaissant la valeur sociale du travail à domicile ?***

Noam Chomsky mentionne que « *le modèle anglo-américain est essentiellement une guerre contre les enfants et la famille* <sup>60</sup> ». Les personnes sont de plus en plus arrachées à leur famille par un travail [68] de plus en plus précaire. Il n'est pas étonnant que la moyenne d'âge de notre population soit si élevée. Les deux conjoints doivent travailler : 17,6 millions d'heures supplémentaires sont effectuées « par semaine » au Canada dont seulement la moitié est rémunérée. Aux États-Unis,

---

<sup>60</sup> BARSAMIAN, David, *Entretiens avec Chomsky*, Écosociété, 1998, p. 46.

quelque 7,9 millions de personnes sont dans l'obligation d'occuper deux emplois pour boucler leur budget. Pensons à ce que l'élimination de l'inquiétude face aux biens premiers peut représenter pour les familles monoparentales, le plus souvent sous la responsabilité des femmes. Les ménages dont un parent choisit de rester à la maison pour s'occuper des enfants cesseraient d'être pénalisés. En effet, ce conjoint recevra son chèque de revenu de citoyenneté. La loi fiscale actuelle est discriminatoire en favorisant ceux qui embauchent de l'aide extérieure.

Le revenu de citoyenneté permettrait à un parent de prendre quelques mois ou quelques années sabbatiques afin de s'occuper d'un nouvel enfant ou encore d'un parent malade. Il permettra à ceux qui épousent une cause ou deviennent membres d'une association de s'y intéresser activement.



[69]

Manifeste pour un revenu de citoyenneté

## Chapitre 2

---

# Le coût brut apparent et le coût net du revenu de citoyenneté

[Retour à la table des matières](#)

[70]

[71]

## 1. L'effet de substitution avec les anciens programmes conditionnels

*Est-il possible, comme certains l'affirment,  
que le revenu de citoyenneté génère des économies  
si l'on veut bien calculer correctement ?*

On nous demande qui seront les gagnants et qui seront les perdants. L'amélioration du sort des moins nantis n'implique pas nécessairement la détérioration du sort des mieux nantis. D'autre part, une société peut-elle se bâtir sur le non-respect des droits sociaux ? Les bien nantis, amateurs de méritocratie, peuvent-ils justifier leur position sur le balcon d'en haut si elle est fondée sur l'inégalité des chances ? Les politiciens peuvent-ils continuer de se péter les bretelles pour avoir bâti un système qui produit 20 % de démunis ? La croissance économique n'enrichit plus qu'une minorité, l'emploi est de plus en plus précaire. Nous avons vu au premier chapitre comment le revenu de citoyenneté pouvait être considéré comme un « salaire social » issu du progrès des générations antérieures actuellement confisqué par une minorité à cause des effets pervers de la forme juridique de la propriété privée. À cause de cette usurpation, l'abondance côtoie la misère.

Une façon juridique de remédier au problème est d'instaurer un droit de la répartition, le droit social des Chartes. Toutefois, l'ambiguïté du concept des Droits de l'homme, qui proclament à la fois [72] des droits sociaux et des droits-libertés qui se concurrencent, donne lieu à une polémique au sein de l'opinion publique. On assiste, depuis les années 80, à une levée de boucliers des bien nantis pour abolir ce droit social et garantir l'unique droit de propriété ou plus spécifiquement ne faire respecter que les droits-libertés des Chartes. Lorsque le droit ne correspond plus à la réalité sociale, une partie de la population devient, par la force des choses, criminalisée. On force une partie de la population à récuser les valeurs libérales. Les gouvernements actuels

ignorent les organismes internationaux qui rappellent le Canada et le Québec à l'ordre face aux exigences du droit social.

Toutes les associations patronales répètent en chœur qu'une baisse de 20 % des impôts, quelque 3,6 milliards de dollars d'ici 2004, stimulerait l'économie et augmenterait finalement les recettes fiscales du gouvernement. Le ministre des Finances Bernard Landry investit deux millions pour subventionner les nouvelles estrades du Festival western de St-Tite et il considère que c'est une bonne affaire pour les contribuables à cause des retours éventuels d'impôts. Il ne devrait certainement pas avoir d'objection à investir dans les besoins premiers des pauvres qui sont infiniment plus urgents et socialement rentables. Le revenu de citoyenneté augmenterait le pouvoir d'achat des moins nantis qui l'injecteraient aussitôt dans l'économie. Ils n'iraient pas le déposer dans un paradis fiscal ou s'en servir à des fins de spéculation. L'effet serait donc très favorable sur l'économie.

À ceux qui pourraient nous reprocher une fausse universalité, car les bien nantis vont repayer le revenu de citoyenneté en impôts, soulignons que la fiscalité s'applique aux revenus qui dépassent le revenu de citoyenneté et qu'elle est progressive. L'universalité dont il s'agit est la garantie pour tous de l'accès aux biens premiers sans conditions. Ceux qui s'enrichissent paient plus d'impôt, car le mode de collaboration sociale les sert très bien et le principe de la fiscalité progressive est déjà admis. Il faut aussi se rappeler que nul [73] n'est à l'abri d'une dégringolade sociale. L'auteur américain Jeremy Rifkin raconte comment des millions de personnes de la classe moyenne ont été précipitées vers les classes inférieures depuis la montée du néolibéralisme aux États-Unis.

Avec l'adoption du revenu de citoyenneté, celle ou celui qui subirait une exclusion à cause des risques sociaux de notre mode de collaboration, qui perdrait son emploi en cours d'année, n'aurait pas à s'expliquer ; elle ou il recevrait déjà son revenu de citoyenneté sans conditions. Celle ou celui qui veut se recycler, qui doit se consacrer à un nouvel enfant, qui veut fonder ou travailler dans un organisme communautaire ou être bénévole, l'accidenté ou le malade qui ne peut plus travailler, celle ou celui dont le métier disparaît dans les méandres du progrès technologique, de la mondialisation ou de la fusion des compagnies, celle ou celui que le dieu-marché rejette, qui prend sa retraite, tous ceux-là ne seraient plus plongés dans un monde incertain

face aux biens premiers qui seraient désormais assurés sans conditions, sans démarches. C'est une nouvelle coordonnée vers un mode de collaboration sociale moins risqué, plus centré sur la valeur de l'existence humaine en soi, plus respectueux des principes qui ont fondé le droit social.

Le revenu de citoyenneté ne coûterait pas plus cher que le labyrinthe des programmes actuels qui sont souvent contre-productifs et qui perpétuent la pauvreté. Deux fiscalistes de l'Université du Québec à Montréal ont démontré que des personnes peuvent actuellement voir leur revenu chuter suite à une augmentation de salaire qui les disqualifie de l'accès à certains programmes et augmente leurs impôts. Cela illustre la confusion qui règne. Le revenu de citoyenneté stimulerait l'économie, car les bénéficiaires pourraient ajouter des revenus de travail sans être pénalisés outre mesure. Ils pourraient aussi s'engager dans des activités bénévoles très utiles socialement. Le montant de revenu de citoyenneté serait indexé sur la hausse des coûts des biens premiers ou sur le progrès de la richesse collective.

[74]

Nous prétendons qu'une économie où les membres sont assurés de pouvoir se procurer les biens premiers est finalement plus efficace. Selon Jean-Marc Ferry, le coût net du revenu de citoyenneté serait bien inférieur au coût brut. « *Il est même possible que l'Allocation universelle représente une économie* <sup>61</sup>. » Une première erreur serait de calculer le coût brut en multipliant le nombre d'habitants du territoire par un montant de revenu de citoyenneté et de s'en tenir à cela. Le financement du revenu de citoyenneté se ferait en bonne partie par le redéploiement des budgets des programmes conditionnels actuels. Une bonne partie de l'opération consisterait à transformer des revenus conditionnels et ciblés en revenus inconditionnels. Comme il s'agit de mettre fin à l'inquiétude face aux biens premiers, il faut mettre fin aux conditions d'accès, aux humiliations qui accompagnent les contrôles et au fouillis des programmes. Or, ces contrôles coûtent cher. Le revenu de citoyenneté générera aussi de l'activité économique supplémentaire. Il faut plutôt s'intéresser au coût net qui est trouvé en soustrayant du montant brut les économies réalisées dans les anciens programmes

---

<sup>61</sup> FERRY, Jean-Marc, *L'Allocation universelle, pour un revenu de citoyenneté*. Cerf, 1995, p. 70.

conditionnels qui seront remplacés. Par exemple, il faut soustraire du montant brut les anciennes prestations d'aide sociale, les indemnités de chômage, les pensions de vieillesse, etc., mais aussi les effets positifs sur l'économie attribuables à ce programme. Le calcul pourrait ressembler au tableau suivant :

### **Budget du revenu de citoyenneté**

Coût brut apparent : bénéficiaires multiplié par le montant du revenu de citoyenneté

Moins : Le coût des programmes qui seront remplacés ou revus

#### **a) Assistance sociale**

Sécurité du revenu (aide sociale) (Qc)

[75]

Allocation familiale (Qc) (Un revenu de citoyenneté est versé aux enfants)

Supplément de revenu garanti (Féd.)

Aide financière aux étudiants (Qc) (modifié) Allocation pour enfant handicapé (partiellement) (Qc)

#### **b) Assurance sociale**

Assurance-emploi (Féd.)

Indemnisation d'un accident du travail (partiellement) (Qc)

Régime des rentes (Qc)

Allocation de maternité (partiellement selon le RC accordé aux enfants) (Féd.)

Pension de vieillesse et allocation-conjoint (Féd.) Sécurité de la vieillesse (Féd.)

#### **c) Mesures fiscales**

##### **Crédits d'impôt remboursables**

Allocation unifiée pour enfants (Féd.)

Crédit pour TPS (Féd.)

Crédit pour TVQ (Qc)

Remboursement d'impôts fonciers (Qc)

Crédit pour l'hébergement d'un parent (Qc)



**Crédits d'impôt non remboursables et déductions**

Crédit personnel de base (à revoir pour que ceux qui n'ont que le revenu de citoyenneté ne soient pas imposés) (Féd. & Qc)

Crédit pour conjoint (Féd. & Qc)

Crédit pour enfants à charge (Qc)

Crédit pour enfants, famille monoparentale, (Qc)

Moins : Les recettes dues à la plus-value économique créée par le RC :

[76]

La contribution supplémentaire de ceux qui seront réintégrés dans une activité productive

Les recettes fiscales supplémentaires

Les retombées dues aux bénéficiaires indirects

Moins : La réduction des dépenses de santé

La réduction des coûts sociaux liés à la pauvreté

La réduction des frais administratifs des anciens programmes conditionnels

= Solde : Le coût net à financer par les modifications fiscales

Une liste plus complète des programmes est présentée à la page 77. On remarque que le système de protection sociale est fondé sur des programmes d'assurance sociale comme l'assurance-emploi, le régime de compensation des accidents du travail, le régime des rentes du Québec. Il relève du domaine assurantiel plutôt que de la solidarité inconditionnelle. Ces trois régimes protègent le revenu, mais exigent le versement de cotisations et sont liés à l'occupation d'un emploi. L'assurance-emploi est financée par les cotisations des employés auxquelles s'ajoutent une contribution de l'employeur égale à 1,4 fois celles des employés. Une bonne partie de ces fonds pourrait être redéployée. Le revenu de citoyenneté pourrait remplacer ces programmes qui sont liés à l'occupation d'un emploi, soit partiellement ou totalement.

Viennent ensuite les programmes d'assistance sociale qui naturellement n'exigent pas le versement de cotisations puisqu'ils

s'adressent aux plus démunis. Les gouvernements les financent à même leurs recettes générales comme les impôts et les taxes. Ce sont le régime d'aide sociale, le programme APPORT dont les prestataires sont les familles avec enfants et dont les revenus de travail sont très faibles. Au niveau fédéral, on retrouve le supplément de revenu garanti qui bonifie la pension de vieillesse. Ces programmes sont conditionnels, car ils exigent un contrôle des ressources. Inspiré du *workfare* américain, le gouvernement du

[77]

## PRINCIPALES MESURES RELEVANT DE LA SÉCURITÉ DU REVENU

| <b>ASSURANCE SOCIALE</b>   | <b>ASSISTANCE SOCIALE</b>   | <b>MESURES FISCALES</b>   |
|--|---|---|
| Indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles (Q) *<br>Assurance-emploi (F) *<br>Régime des rentes (Q) *<br>Assurance automobile (Q)<br>Assurance médicaments (Q)<br>Allocation de maternité (F) | Aide aux parents pour leurs revenus de travail (APPORT) (Q) *<br>Sécurité du revenu (Aide sociale) (Q)<br>Supplément de revenu garanti (F)<br>Allocation familiale (Q)<br>Aide financière aux étudiant-es (Q)<br>Aide financière pour enfants en service de garde (1) (Q)<br>Allocation pour enfant handicapé (Q) | <b>A. Crédits d'impôt remboursables (3)</b><br>Allocation unifiée pour enfants (F)<br>Frais de garde (1) (Q) *<br>Crédit pour TPS (F)<br>Crédit pour TVQ (Q)<br>Remboursement d'impôts fonciers (Q)<br>Crédit pour l'hébergement d'un parent (Q)<br>Crédit remboursable pour frais médicaux (F, Q)<br>Crédits pour frais d'adoption (Q)   |
|  | <b>MESURES UNIVERSELLES</b><br>Pension de la sécurité de la vieillesse et allocation-conjoint-e (F) (2)   | <b>C. Crédits d'impôt non remboursables et déductions</b><br>Crédit personnel de base (F, Q)<br>Crédit pour conjointe ou équivalent (F, Q)<br>Crédit pour enfant à charge (Q)<br>Crédit pour enfant à charge (4) (Q)<br>Crédit pour personne déficiente à charge (F)<br>Crédit pour enfant handicapé (F, Q)<br>Crédit pour aidant naturel (F)<br>Crédit pour revenu de pension (F)<br>Crédit en raison d'âge (F, Q)<br>Crédit pour personne vivant seule (Q)<br>Crédit pour frais médicaux (F, Q)<br>Crédit pour fonds de travailleurs (F, Q)<br>Réduction d'impôt à l'égard de la famille (Q)<br>Frais de scolarité et autres crédits pour études (F, Q)<br>Déduction pour REER (F, Q) *<br>Déduction pour fonds de pension agréé (F, Q) *<br>Déduction pour frais de garde (F) *<br>Déduction pour frais de préposé-e aux soins (F) |

F = fédéral

Q = Québec

\* Mesures liées à la participation à une activité de travail

(1) Mesure appelée à disparaître avec l'introduction des places à 5\$ en garderie

(2) Officiellement toujours une mesure universelle mais soumise à un régime spécial d'imposition

(3) Ces mesures fiscales sont de nature « assistance sociale » car elles ne sont versées qu'aux personnes à faible revenu

(4) Pour familles monoparentales

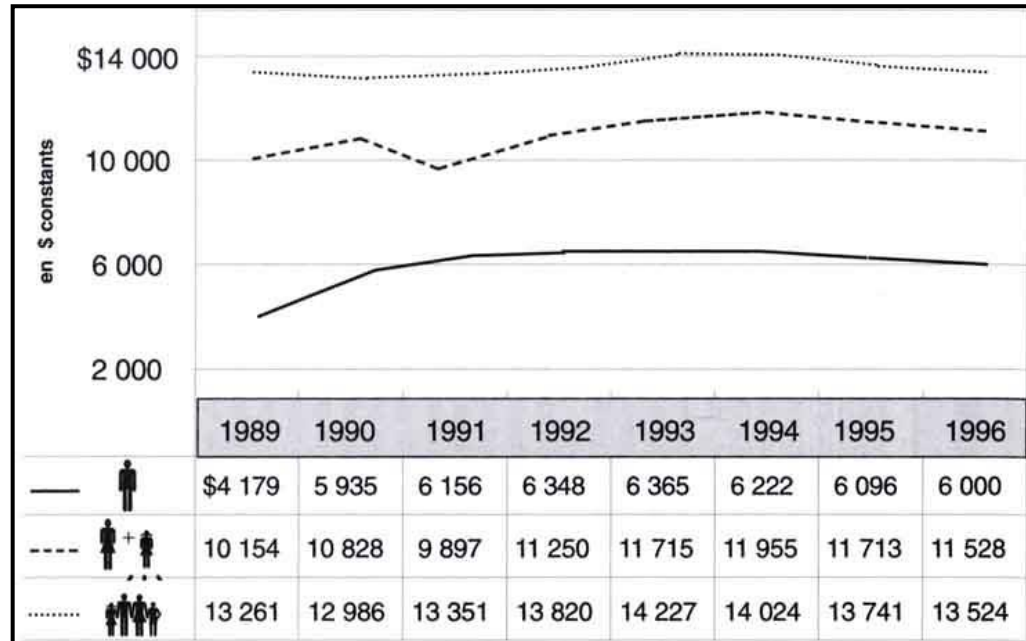
Source : François Aubry, *L'allocation universelle, Fondements et enjeux*, CSN, 1999, p. 13.

[78]

**Tableau IV.**

Évolution des prestations d'aide sociale au Québec de 1989 à 1996

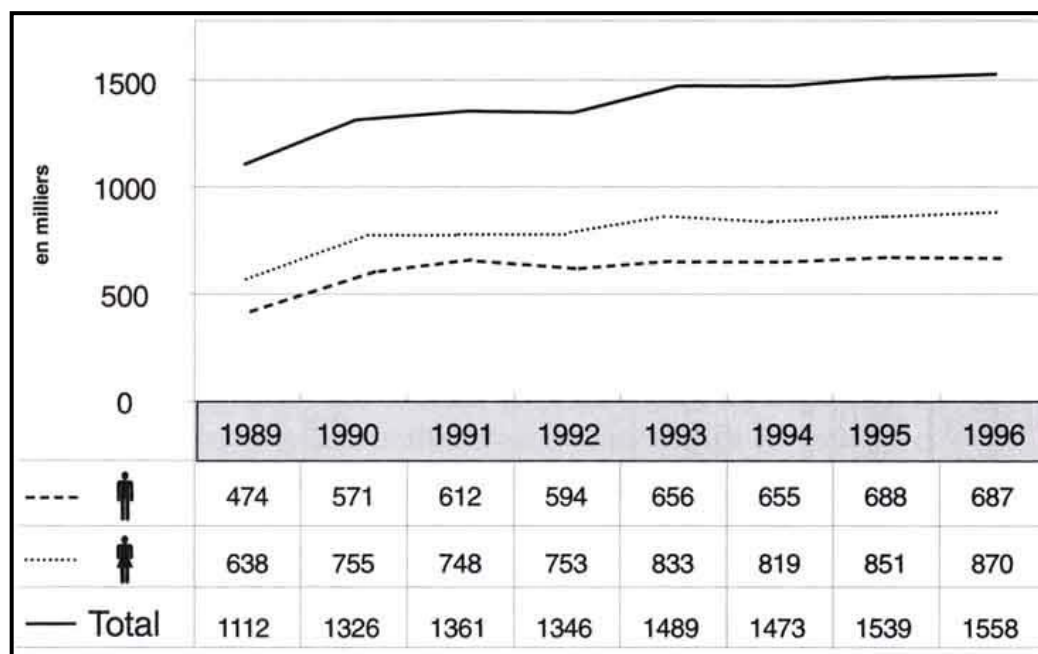
[Retour à la table des matières](#)



Source : Conseil National du bien-être social, *Revenus de bien-être social*, 1996.

**Tableau V**

Évolution du nombre de pauvres au Québec de 1989 à 1996.

[Retour à la table des matières](#)Source : Statistiques Canada, *Personnes à faible revenu, 1980-1996*.

[79]

Québec a rendu ces programmes de plus en plus conditionnels en exigeant des mesures de réinsertion, d'employabilité et de recherche d'emploi.

Puis s'ajoutent les programmes universels comme la pension de vieillesse fédérale à laquelle ont droit toutes les personnes âgées résidentes de 65 ans. Toutefois, elle est imposable depuis 1990, ce qui entame le principe d'universalité. Les mesures fiscales sont aussi utilisées comme outil d'intervention sociale. Par exemple, les ménages à faible revenu obtiennent des crédits d'impôt remboursables pour la TPS et la TVQ, sorte d'impôts négatifs qui sont remis même si le contribuable n'a pas payé d'impôts. La prestation unifiée pour enfants est assimilable aussi à ce genre d'intervention. Des personnes peuvent

aussi voir leurs impôts réduits si elles ont à charge un enfant handicapé, un parent âgé, un enfant aux études.

Lors de son dernier congrès de 1999, le 59<sup>e</sup>, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) a voulu relancer le débat sur l'architecture du régime de sécurité sociale au Québec, en particulier sur la possibilité de remplacer certains programmes conditionnels par l'allocation universelle <sup>62</sup>. « *L'allocation universelle fait aujourd'hui partie de l'arsenal d'idées dont il importe de tenir compte lorsqu'on s'efforce de réfléchir, au-delà du très court terme, sur l'avenir de la sécurité sociale* <sup>63</sup>. »

Le revenu de citoyenneté a une vocation universelle. Il est évident que le remplacement des anciens programmes fait partie de l'objectif du revenu de citoyenneté. Puisque les programmes d'aide sociale visent à ce que tous disposent d'un revenu minimum, il apparaît que ces programmes seraient avantageusement remplacés par le revenu de citoyenneté inconditionnel et universel. Pensons à [80] l'aide sociale. En effet, tous les citoyens auraient déjà un accès garanti aux biens premiers. Les programmes destinés à aider les parents seraient aussi remplacés puisque les enfants obtiendraient un revenu de citoyenneté dès la naissance. Les parents dans une situation particulière, comme ceux qui ont la charge d'un enfant handicapé, pourraient continuer de recevoir une allocation à cause de la spécificité des frais qu'ils encourent. On pourrait réduire l'aide aux étudiants, car ils recevraient déjà un revenu de citoyenneté leur garantissant une sorte d'égalité des chances, l'éducation étant un des biens premiers que vise à couvrir le revenu de citoyenneté ; hormis que l'on décide d'augmenter les frais de scolarité à la façon américaine. Les prêts pourraient demeurer comme complément à moins que l'on évolue carrément vers l'éducation supérieure gratuite, ce qui demeure un objectif à poursuivre en matière d'égalité des chances.

Les programmes de nature assurancielle, comme l'assurance-emploi ou la Loi sur la santé et sécurité au travail, pourraient demeurer en

---

<sup>62</sup> AUBRY, François, *L'allocation universelle, fondements et enjeux*, CSN, mai 1999.

<sup>63</sup> GILAIN, Bruno, VAN PARIJS, Philippe, « Un scénario de court terme et son impact distributif, Appendice B », in *Vers un revenu minimum conditionnel ?*, *Revue du MAUSS* semestrielle, N° 7, Premier semestre 1996.

partie. Par exemple, on pourrait supprimer une portion de l'assurance-emploi dans la mesure où son montant serait déjà couvert en partie par le revenu de citoyenneté. Ceux qui paient pour assurer des montants plus élevés que le revenu de citoyenneté continueraient de verser une certaine prime ; pour le reste, les anciennes primes iraient sous une forme d'impôt nourrir le financement du revenu de citoyenneté. Les indemnisations d'accidents du travail pourraient tenir compte du fait que tous les citoyens reçoivent déjà un revenu assuré ; les cotisations pourraient donc être réorientées vers le financement du revenu de citoyenneté. La baisse des cotisations pourrait être récupérée par une augmentation de l'impôt sur les bénéfiques. L'économie dans les anciens programmes pourrait n'être que partielle. Dans certains cas, des ententes fédérales-provinciales sont impliquées.

Un programme universel, comme la pension de vieillesse déjà imposable, fait en sorte que ceux qui ont un revenu confortable [81] remboursent partiellement ou totalement leur pension de vieillesse par le biais des impôts ; s'ils remboursaient le revenu de citoyenneté reçu en tout ou en partie en fonction de leurs revenus d'autres sources, il faut reconnaître que leur situation ne s'en trouverait pas modifiée. Pour les autres au revenu moins important, le revenu de citoyenneté se substituerait à la pension de vieillesse et les fonds publics seraient redéployés en conséquence. De la naissance à la mort, les citoyens ne seraient plus inquiétés quant à l'acquisition des biens premiers. Les crédits d'impôt comme le crédit personnel de base seraient réaménagés pour rendre le revenu de citoyenneté non imposable jusqu'à un certain niveau de revenu. Les crédits d'impôt pour la TPS et la TVQ ou le remboursement d'impôts fonciers, qui sont versés aux familles démunies, perdraient leur raison d'être. Il en irait de même pour les crédits d'impôt pour enfants à charge, car le revenu de citoyenneté serait versé aussi aux enfants.

Ceux qui se sont objectés au revenu de citoyenneté se sont souvent contentés de calculs trop sommaires. Ils ont négligé les économies réalisées dans les anciens programmes et surtout les effets positifs du revenu de citoyenneté sur l'économie ; rappelons que le revenu de citoyenneté favorise la réinsertion sociale même si ce n'est pas dans des activités traditionnelles comme celles de salariés des entreprises. Au fond, cette attitude dissimule une résistance aux changements.

Le revenu de citoyenneté aurait un grand impact positif sur le réseau associatif au Québec et favoriserait la création d'entreprises communautaires. Philippe Van Parijs a utilisé un modèle du ministère fédéral belge des Finances pour faire des simulations en vue de cerner l'effet distributif et constater les effets sur les modifications fiscales. Mais les modèles ne peuvent anticiper les changements de comportements et quantifier le progrès dans le domaine des droits humains. Toutefois, on peut envisager qu'il y aura des économies de programmes, une chute des coûts immenses induits [82] par la pauvreté et l'exclusion, une hausse des recettes fiscales due à l'activité économique générée par la propension à consommer des gens qui satisferont des besoins premiers. C'est l'exclusion qui coûte cher, mais ces coûts sont cachés, ce sont des manques à gagner qui n'apparaissent pas aux livres. Si on analysait intelligemment les coûts sociaux, il faudrait faire un calcul du type suivant :

Économies réalisées par les coupures dans les programmes sociaux

Moins :

Coûts supplémentaires dus aux nouvelles exclusions

Coûts d'opportunité dus au sous-financement de l'éducation

Coûts dus au sous-financement du système de santé

---

Égal :

Gros déficits non comptabilisés dus au manque de vision

***Faudrait-il faire entrer dans l'équation les économies des frais administratifs des programmes conditionnels actuels ?***

Il faut penser à soustraire du montant brut les économies du travail bureaucratique nécessaire aux contrôles d'admissibilité et à l'administration des programmes conditionnels existants. Aux États-



Unis, le calcul a été fait et une portion de quelque 14 % des coûts des programmes passe en contrôle des conditions d'admissibilité. Cela signifie que, toutes choses étant égales par ailleurs, 14 % de personnes supplémentaires pourraient être couvertes par un programme inconditionnel ou que les prestations actuelles pourraient [83] être bonifiées. Mais le calcul se complique, car il faut soustraire les recettes fiscales supplémentaires qui auront leur source dans la nouvelle activité économique générée par le revenu de citoyenneté. Il faudra de plus soustraire une bonne partie des coûts sociaux actuels engendrés par la pauvreté. Il faudra soustraire l'économie dans les coûts de santé liés au stress des démunis. Il faut aussi porter au compte du revenu de citoyenneté la valeur économique du bénévolat qui sera effectué par les personnes libérées, par exemple les retraités ou toutes les autres personnes qui auront une base financière pour se livrer à ces activités de bénévolat, d'organisation communautaire, etc.

***Comme il s'agit de contrôler l'effet distributif sur le revenu net, faudra-t-il ajuster la table d'impôts ?***

Le revenu de citoyenneté sera distribué à tous, mais le montant qui excédera la réallocation des budgets des programmes actuels devra être récupéré par le biais de la fiscalité appliquée aux personnes qui disposeront de ressources supérieures au revenu de citoyenneté. Cela ne veut pas dire que les mieux nantis auront moins, car le revenu de citoyenneté générera de l'activité économique. Les recettes fiscales augmenteront aussi du fait que le revenu de citoyenneté rend plus de personnes employables. Si certains programmes comme l'assurance-emploi et le régime de rentes sont remplacés, les cotisations des employeurs seront récupérées par le biais de l'impôt sur les bénéfices des entreprises.

Admettons que l'on accorde un revenu de citoyenneté à tous, il faudra récupérer ce montant chez ceux qui avaient un revenu suffisant. Quels ajustements faudrait-il alors faire subir à la table d'impôts ? Le revenu de citoyenneté pourrait s'ajouter aux revenus d'autres sources. Ou encore, on pourrait prévoir une section particulière dans le montant d'impôt à payer au Québec qui imposerait le revenu de citoyenneté de manière indépendante. Par exemple, [84] celui qui a gagné 100 000\$

retournerait en entier le revenu de citoyenneté au gouvernement du Québec. Pour un revenu moindre, on pourrait prévoir un taux d'imposition à 50 %, puis à 20 %, et ainsi de suite. Pour quelqu'un qui n'a pas de revenu d'autres sources, il est évident que le revenu de citoyenneté ne serait pas imposé, ce qui permettrait à la personne d'en disposer sans imputation d'impôt.

## 2. La réduction des coûts induits par la pauvreté et l'exclusion

*Peut-on chiffrer les coûts énormes de la fin de l'humiliation et de la pauvreté découlant des potentiels non réalisés ?*

[Retour à la table des matières](#)

Une étude récente montre qu'un suicide coûte 850 000 \$ à la société<sup>64</sup>. Cette forme extrême de désespoir donne un aperçu de l'immense coût lié à la détresse des centaines de milliers de personnes et montre comment les coupures dans le droit social sont une mauvaise affaire, au-delà du coût de la souffrance qu'il serait odieux de chiffrer. Toutefois, en prenant acte des coûts liés à la précarité, on comprendra mieux que son élimination est une « bonne affaire ».

La croissance actuelle des inégalités entraîne une situation explosive qui pourrait coûter extrêmement cher. Le revenu de citoyenneté résorberait ce phénomène en assurant à tous les biens essentiels et en favorisant l'égalité des chances. Par exemple, aux États-Unis, l'amenuisement des programmes sociaux a fait exploser les coûts d'incarcération et d'administration de la justice. Les coûts de [85] détention en disputent aux coûts d'éducation. Nous avons déjà dit qu'on estime aux États-Unis qu'un enfant qui tourne mal coûte un million de dollars à la communauté<sup>65</sup>. Donc, le revenu de citoyenneté serait économiquement rentable, si on veut bien considérer dans l'équation budgétaire l'effet de substitution par rapport aux anciens programmes,

---

<sup>64</sup> BUECKERT, Dennis, « Chaque suicide coûte 850 000 \$ à la société, selon une étude » *La Presse*, 7 sept. 1999.

<sup>65</sup> LELEUX, Claudine, *Travail ou revenu ?* Cerf, 1998, p. 95

la réduction des coûts de l'actuelle exclusion et la valeur du nouveau travail productif qui serait induit par la nouvelle liberté positive, désormais accordée aux exclus, de devenir des agents économiques. Évidemment, il manque encore un calcul important : les limites de la comptabilité font qu'on ne peut chiffrer complètement les effets humains positifs de la fin de l'humiliation qui était causée par l'obligation de justifier les anciennes prestations conditionnelles, pour la fin de l'inquiétude, pour la meilleure éducation des enfants, par la motivation générée par la poursuite d'un but collectif, etc.

Une étude menée par les économistes Mary Merva et Richard Fowles pour l'Université de l'Utah conclut qu'une montée du chômage de 1 % se traduit par une augmentation de 5,6 % des décès par crise cardiaque et 3,1 % des morts pour cause d'accident vasculaire cérébral <sup>66</sup>.

L'exemple des coûts de la répression aux États-Unis ne nous indique-t-il pas les immenses coûts cachés du désespoir ? Les penseurs néolibéraux font l'éloge de l'État-agence-de-protection : à l'atrophie de l'État social correspond une hypertrophie de l'État carcéral. C'est bien cet État-police qui alimente en « détenus-travailleurs » les prisons américaines de plus en plus privées. Une des Mac Prison américaine, *The Corrections Corporation of America*, vaut 3,5 milliards \$ et elle figure parmi les cinq titres les plus performants du New York Stock Exchange. Pour démontrer comment l'atrophie délibérée de l'État social correspond à l'hypertrophie de [86] l'État pénal, considérons l'évolution pénale aux États-Unis depuis le revirement social amorcé durant la décennie 70. En 1997, les détenus étaient cinq fois plus nombreux qu'en 1973, au début de la vague néolibérale.

Les prisons privées roulent sur l'or s'appuyant sur un néo-esclavagisme, une gamme d'activités commerciales réalisées par des prisonniers payés de 30 cents à 95 cents de l'heure <sup>67</sup>. L'administration judiciaire et l'emprisonnement coûtaient chacun 4 milliards de dollars il y a dix ans ; ils coûtent respectivement 32 et 21 milliards en 1993. On

---

<sup>66</sup> RIFKIN, Jeremy, *La fin du travail*, Boréal, Montréal, 1996, p. 244.

<sup>67</sup> GOLDBERG, Eve, EVANS, Linda, « Prisons Are Full of People Forced into Crime to Survive », « The US prison-industrial complex, part II », *CCPA Monitor*, Vol. 5, N° 4, Sept. 98, p. 16 et suiv. (Part 1, Vol. 5, N° 3, July-August 1998).

y constate une augmentation des populations incarcérées, un contrôle d'un nombre de plus en plus grand de personnes en marge du système pénitentiaire, un gonflement spectaculaire du secteur pénal au sein des administrations fédérale et locales. La croissance est de 8 % par année dans la décennie 1990. Il faut ajouter aux incarcérés les personnes en liberté surveillée ou conditionnelle dont le nombre a quadruplé en quinze ans pour atteindre 5,4 millions en 1995. Aux États-Unis, la construction des prisons ne peut plus suivre le rythme de la criminalité.

On a construit 213 prisons au cours des cinq dernières années sans compter les 17 firmes privées qui se partagent 130 prisons et en font une des business privées les plus prospères. Il y avait en 1995, 6 926 Noirs détenus pour 919 Blancs par 100 000 adultes : tout cela est une conséquence directe de l'augmentation de la pauvreté et de la reproduction des classes sociales. Au cours des années 90, l'emprisonnement a soustrait 2 % au taux de chômage américain qu'on nous donne en exemple <sup>68</sup>. Le rêve américain, que les faiseurs d'opinions québécois nous présentent comme un modèle, dissimule un cauchemar, notamment lorsqu'on se penche sur les vraies statistiques [87] de chômage et la piètre qualité des emplois qui conduit à une sorte de néo-esclavagisme. On nous présente ce pays comme la crème de la civilisation alors que la société américaine se dirige dans un cul-de-sac <sup>69</sup>.

***La véritable inefficacité économique,  
n'est-ce pas l'exclusion de 20 % de la population ?***

Le plus grand gaspillage qu'une société puisse engendrer, c'est de faire subir l'exclusion à quelque 20 % de sa population (chômeurs et bénéficiaires de l'aide sociale). D'énormes coûts sociaux sont liés à la précarité économique, à l'exclusion sociale, à la détresse morale, à la démotivation avec l'impact que l'on imagine sur les dépenses de santé,

---

<sup>68</sup> HALAMI, Serge, « Dans les laboratoires de l'exploitation, éternel retour du « miracle américain » et VERGERA, Francisco, « Les chiffres trompeurs du chômage », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 1997, pp. 16-17.

<sup>69</sup> CANADA, Geoffrey, *États-Unis : des enfants et des armes, récit de la violence ordinaire*, ESF éditeur, 1999.

de pharmacie, de police et de justice, de médiation, de tutelle, d'insertion, de soutien psychologique. Quel mauvais calcul que de couper dans les droits de la personne, dans le droit social ! Quelle bêtise !

### 3. Le revenu de citoyenneté et la croissance économique

***Ne faudrait-il pas soustraire du coût du revenu de citoyenneté son grand pouvoir de stimulation économique ?***

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque les affairistes veulent obtenir des subventions du gouvernement pour construire des stades, lancer une entreprise, changer leur technologie, ils invoquent l'argument des retombées économiques [88] et on les écoute religieusement. Pourquoi cet argument cesse-t-il d'être invoqué quand il s'agit de l'argent redistribué au monde ordinaire ? *« La propension à épargner étant plus forte chez les riches que chez les pauvres, une redistribution contrôlée des richesses stimulera les dépenses de consommation. Les architectes de l'État-providence moderne, Keynes et Beveridge, prétendaient que pour éviter des récessions aussi importantes que celles des années trente, il fallait tout d'abord effectuer des transferts suffisants et de manière systématique pour relancer la consommation et, conséquemment, la production et l'activité économique dans son ensemble <sup>70</sup>. »*

Il faut donc noter que la propension moyenne à consommer (montant de consommation divisé par le revenu disponible) est forte pour les revenus disponibles les moins élevés. Une bonne partie des montants consacrés au revenu de citoyenneté aura un effet bénéfique sur l'économie en stimulant la demande de biens essentiels. La propension marginale à consommer restera forte pour les nouveaux

---

<sup>70</sup> BLAIS, François, « L'allocation universelle et la réconciliation de l'efficacité et de l'équité », *Cahiers d'épistémologie*, N° 9901, UQAM, Département de philosophie, 1999, p. 17.

revenus des moins nantis. Ils n'iront pas porter ces montants dans des banques étrangères. Il faut évaluer l'effet multiplicateur des montants engagés dans le revenu de citoyenneté. Les guerres relancent l'économie, les tempêtes de verglas stimulent l'économie, alors pourquoi pas le revenu de citoyenneté orienté vers une vie meilleure ?

[89]

## 4. Le revenu de citoyenneté et la transparence des revenus de transfert

*Le fouillis des programmes actuels rend-il impossible  
pour les citoyens d'identifier leurs droits  
et les montants qu'ils reçoivent ?*

[Retour à la table des matières](#)

Le revenu de citoyenneté a le mérite d'être clair. En démocratie, on devrait savoir ce que telle catégorie de citoyens reçoit et combien elle reçoit. Avec le fouillis des programmes actuels auxquels on ajoute des crédits d'impôt, il est difficile de savoir combien de revenus de transfert l'on reçoit du gouvernement et, ce qui est plus grave, des revenus échappent sans doute à des catégories de citoyens du fait qu'ils ne se croient pas éligibles. Même les fonctionnaires chargés d'appliquer les programmes s'y perdent. Il est prouvé que beaucoup de ménages ne se prévalent pas de leurs droits, d'autres trouvent les mécanismes trop humiliants et préfèrent s'en passer. Car, bien que les programmes soient un droit, les petits médias détenus par nos affairistes les présentent comme une charité malsaine peuplée de fraudeurs. Le revenu de citoyenneté permettrait de mieux savoir combien chacun reçoit, et chacun saurait ce qu'il peut réclamer. Surtout, ce serait un droit qui ferait disparaître le caractère humiliant des démarches actuelles. Il ne faut pas se le cacher, le gouvernement aussi en entretient le caractère humiliant pour réduire les coûts. Depuis que le gouvernement américain a réduit l'aide sociale, les fonctionnaires cachent aux bénéficiaires leurs droits.

[90]

***Le revenu de citoyenneté pourrait-il être financé en partie par l'élimination des déductions fiscales régressives dont bénéficient les bien nantis ?***

Selon François Blais, les plus fortunés ont reçu de belles exemptions fiscales grâce à leur participation à des régimes de retraite qui sont déductibles de revenus imposables élevés :

Le défaut majeur de notre fiscalité aujourd'hui est de n'être pas suffisamment intégrée à nos régimes de transferts, ce qui cause des aberrations comme la trappe de la pauvreté bien sûr, mais ce qui fait aussi en sorte que nous ne savons plus trop sur combien chacun d'entre nous peut compter et à partir de quel moment il peut le faire. Nos gouvernements versent par exemple des allocations familiales désormais conditionnelles au niveau du revenu des familles et, du même coup, ils continuent d'accorder des déductions fiscales pour enfants aux familles plus riches. Dans le même esprit, les montants versés à titre de sécurité de la vieillesse stagnent depuis plusieurs années et les mêmes gouvernements accordent aux plus fortunés de généreuses exemptions fiscales pour des placements dans des régimes privés de retraite. Ces exemptions représentent des milliards de dollars en dépenses fiscales régressives <sup>71</sup>.

Les programmes actuels sont moins adaptés à la nouvelle forme du travail temporaire et précaire. C'est admis, un travailleur devra changer d'emploi plusieurs fois dans sa vie. Il y aura de plus en plus d'emplois temporaires. Or, les programmes ne sont pas adaptés à ce type de transitions. Les prestataires préfèrent refuser des emplois temporaires, car cela leur complique trop l'existence. Ils ont peur de perdre leurs acquis, d'être obligés d'entreprendre des démarches fastidieuses. Le revenu de citoyenneté inconditionnel est mieux adapté à cette inévitable mobilité de la main-d'œuvre.

---

<sup>71</sup> BLAIS, François, « L'allocation universelle et la réconciliation de l'efficacité et de l'équité », *Cahiers d'épistémologie*, N° 9901, UQAM, 1999, p. 24.

[91]

Avec la mondialisation, les États risquent d'adopter des politiques fiscales inéquitables pour attirer les multinationales. La capacité des États de veiller au bien-être de leurs citoyens a été gravement altérée par la possibilité qu'ont les capitaux de simplement changer de pays pour échapper à l'imposition fiscale. Sans parler des républiques de bananes qui se transforment en paradis fiscaux. Même George Soros, le milliardaire de la spéculation, affirme que la mondialisation a créé un rapport de force favorable au capital et que le fardeau fiscal s'est déplacé des compagnies vers les citoyens.

La compétition mondiale n'a pris son élan qu'à une date récente – je dirais vers 1980 – et n'a pas donné sa pleine mesure. Chaque pays se trouve contraint de devenir plus compétitif et de nombreux programmes de protection sociale instaurés en d'autres circonstances ne peuvent plus être maintenus. Le processus de leur démantèlement n'est pas achevé. Ceux qui ont pris les devants – la Grande-Bretagne et les États-Unis – récoltent maintenant les avantages pendant que les retardataires supportent un chômage élevé <sup>72</sup>.

## 5. Les programmes sociaux et les déficits

### *Les programmes sociaux ne sont-ils pas déjà responsables de déficits publics importants ?*

Les États-Unis viennent de couper de façon drastique dans les programmes sociaux, pourtant cette société a dépensé 1 870 milliards de dollars (on parle de milliers de milliards) dans l'armement, soit plus que le Produit intérieur brut (PIB) des pays en voie de développement [92] de l'Asie et de l'Afrique. Sous la présidence de Ronald Reagan, pendant que le néolibéralisme s'installait et que la pauvreté grandissait, l'investissement militaire fut aussi de 1 870 milliards. C'est une offense

---

<sup>72</sup> SOROS, George, *La crise du capitalisme mondial, L'intégrisme des marchés*, Plon, 1998, p. 228.



à l'intelligence que de soutenir qu'une société ne peut se mobiliser pour éliminer sa pauvreté.

Lorsque l'on parle du revenu de citoyenneté, on nous sert immédiatement un argument voulant que les programmes sociaux sont responsables des déficits gouvernementaux, des impôts élevés, de la fuite des cerveaux. Lorsque l'on examine sérieusement les effets des programmes sociaux, on doit convenir qu'il n'en est rien. Les programmes sociaux ont un effet de stimulation économique tout en réalisant une certaine justice sociale. La véritable raison des déficits des comptes publics des dernières années a été le ralentissement économique causé par l'absurde politique d'inflation zéro de la Banque du Canada appliquée, notamment, de 1989 à 1995. Pierre Fortin et Lars Osberg en évaluent le coût à 475 milliards en perte de production de 1989 à 1997 <sup>73</sup>. Selon le prix Nobel James Tobin, la façon de s'en sortir aurait été de stimuler l'économie. Le revenu de citoyenneté serait un formidable instrument de stimulation économique, car les plus démunis n'iraient certainement pas déposer leur revenu supplémentaire dans des comptes de banque en Suisse. Ces montants seraient injectés dans la production de biens essentiels.

Analysant la crise des finances publiques, Pierre Fortin écrit : « *La crise financière de l'État ne découle : a) ni d'une baisse des impôts b) ni d'un laxisme des dépenses de l'État. La crise financière de l'État vient plutôt : a) des taux d'intérêt appliqués par notre Banque centrale, qui sont plus élevés au Canada qu'aux États-Unis b) et de la crise économique sans précédent qu'ils ont provoquée* <sup>74</sup>. » [93] Ce fut une récession artificielle *made in Canada* provoquée par l'absurde politique d'inflation zéro de la Banque centrale.

<sup>73</sup> OSBERG, Lars, FORTIN, Pierre, « Credibility mountain » in OSBERG, Lars, FORTIN, Pierre éd., *Hard Money, Hard Times*, James Lorimer & Co. Toronto, 1998, p. 163.

<sup>74</sup> FORTIN, Pierre, « Dette, néolibéralisme et fiscalité », Section A : « La crise financière de l'État et la réforme de la fiscalité » in PAQUEROT, Sylvie, dir., *L'État aux orties ?*, Écosociété, 1996, p. 80.

***Le coût des programmes sociaux n'est-il pas un effet plutôt qu'une cause ?***

Tous les petits représentants de la pensée unique, les invités permanents que l'on fait défiler dans les médias à chaque budget, économistes de banque, membres du Conseil du patronat et des chambres de commerce, se sont trompés : le coût des programmes sociaux n'est pas une cause mais un effet. Réduire l'aide sociale, les dépenses de santé et d'éducation est injuste et catastrophique, car la demande s'en trouve réduite. James Tobin nous dit que lorsque le chômage est élevé, les gouvernements se doivent d'intervenir, contrairement à la théorie classique qui prétend que le laisser-faire produit toujours une optimalité<sup>75</sup>, et voit le chômage comme un ajustement. En période de ralentissement économique, il faut stimuler l'économie, pomper du pouvoir d'achat dans le marché. Notre problème n'était pas l'inflation ; notre problème, c'était la faiblesse de la demande, un surplus des capacités de production et le chômage qui s'ensuit derechef<sup>76</sup>.

Quand le réveil a sonné en 1995, les taux des billets du Trésor, notamment, ont chuté de 8,2 % en 1995 à 2,9 % en décembre 1996 pour se stabiliser à 3,7 % en 1997. C'est la baisse des taux d'intérêt qui a replacé l'économie, ce n'est pas l'élimination des programmes sociaux, ce ne sont pas Jean Chrétien, ni Paul Martin qui [94] se faisaient péter les bretelles, ni le premier ministre Bouchard, encore moins Bernard Landry. Le déficit fédéral qui était de 37 milliards en 1994-95 a été pratiquement éliminé en 1997-98. On a blâmé pendant des années, et l'on continue de blâmer, les plus démunis de la société pour une crise qu'ils ont subie et non causée. Cette politique de hauts taux d'intérêt a enrichi outrageusement ceux qui détiennent des capitaux et qui prêtaient à des taux artificiellement gonflés.

---

<sup>75</sup> TOBIN, JAMES, « Business Cycles and Economic Growth : Current Controversies About Theory and Policy », in *Hard Money, Hard Times*, op. cit. p. 147.

<sup>76</sup> ROSENBLUTH, « The Debt and Canada's Social Programs », in *Hard Money, Hard Times*, op. cit., p 111.

## 6. Le revenu de citoyenneté et la droite

[Retour à la table des matières](#)

Les États-Unis ont tenté de résoudre leurs problèmes en conservant ou en revenant aux coordonnées d'un ancien contrat social fondé sur le primat du marché, de l'accentuation des droits-libertés au détriment du droit social qui est en régression. Les Américains maintiennent les salaires bas ; ils ont baissé les impôts, coupé dans l'aide sociale et forcé le retour au travail. Ils ont multiplié les statuts d'emplois précaires et les agences de placement temporaires. Bien sûr, le taux de chômage est bas, mais il en résulte des douzaines de millions de *working poors* qui n'arrivent pas à boucler leur budget et une explosion de l'humiliante charité privée, des soupes populaires.

Autrement dit, l'exclusion y change de forme et la société est de plus en plus violente et inégalitaire. C'est à cela que mène le capitalisme pur et dur. C'était comme ça au cours des siècles passés. Pourquoi retomber dans la même erreur ? Quarante millions de citoyens américains n'ont pas d'assurance-santé et sont lavés financièrement par la moindre maladie alors que les *Health Maintenance Organizations* produisent des centmillionnaires à répétition. La violence et la répression augmentent parallèlement. Certains tremblent devant les changements qu'apporterait le revenu [95] de citoyenneté. Ils devraient trembler devant notre engloutissement progressif dans la société de marché. Récemment, le Sénat républicain, représentant d'une minorité de riches, exigeait une nouvelle réduction d'impôt de 792 milliards de dollars sur dix ans. C'est la voie vers l'État minimal qui se borne à n'être qu'une agence de protection du droit de propriété. Même M. Bouchard ne trouve pas mieux à dire que « il faut s'adapter... »

***Curieusement, les ultralibéraux ont parfois suggéré aussi un revenu universel. Où est le piège ?***

Nous avons vu que la droite a aussi suggéré une allocation universelle. Le revenu serait considéré par le patronat comme un présalaire. Il pourrait avoir comme effet pervers de réduire le salaire minimum si l'État le laisse diminuer. L'emploi précaire pourrait aussi être favorisé. Charles Sirois en fait mention dans son livre *Passage obligé*. À partir d'une idée de faillite sociale causée par l'« excès de droits des citoyens » et dans le cheminement vers l'État « organique », Sirois prêche pour l'élimination des droits sociaux. Selon lui, les citoyens devenus bénéficiaires de droits sociaux sont des créanciers de l'État et ils ne perçoivent plus les signes vitaux du marché qui les obligerait à évoluer. « *La gratuité scolaire, les allocations familiales, le régime des rentes et l'aide sociale font partie du passif social... nous sommes techniquement en faillite sociale. (...) Les régimes d'assurance-emploi et d'assurance maladie et les autres bouées de sauvetage sociales n'ont pas été conçues à partir de paramètres d'espérance de vie aussi longue* <sup>77</sup> ... » Il faut donc, écrit Charles Sirois, « *repousser l'âge de la retraite et réduire les avantages sociaux* <sup>78</sup> », comme l'envisagent les Américains, des modèles à imiter sans réserve.

---

<sup>77</sup> SIROIS, Charles, *Passage obligé, passeport pour l'ère nouvelle. De la gestion mécanique à la gestion organique*. Les Éditions de l'Homme, 1999, pp. 33-134.

<sup>78</sup> *Idem*, pp. 37-38.

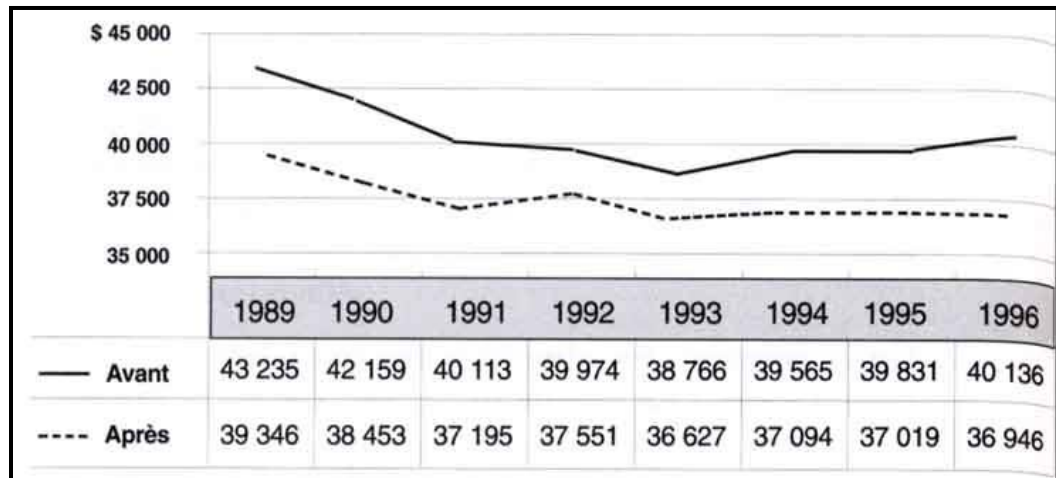
[96]

**Tableau VI.**

Les revenus des ménages stagnent

Revenu moyen réel des ménages canadiens, avant et après transferts et impôts, 1989 à 1996

[Retour à la table des matières](#)

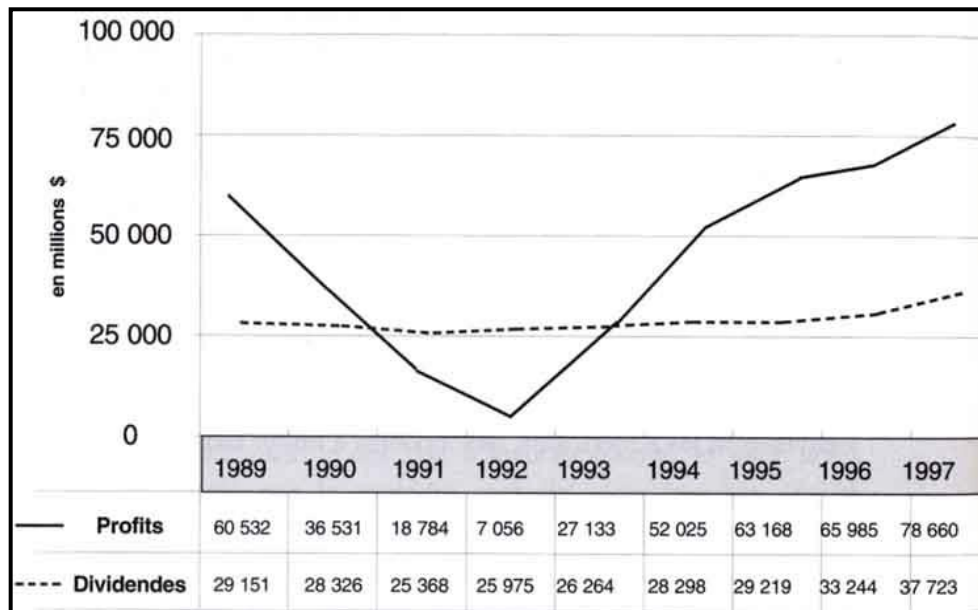


Source : Statistiques Canada, *Revenus après impôts, répartition selon la taille du revenu au Canada.*

## Tableau VII.

Les profits et les dividendes explosent  
Profits nets avant impôts et dividendes déclarés au Canada, 1989 à 1997

[Retour à la table des matières](#)



Source : Statistiques Canada, *Statistiques financières des entreprises*.

[97]

Pour les victimes de sa sélection naturelle, Charles Sirois suggère de remplacer tous les programmes sociaux, aide sociale, pension de vieillesse, régime de rentes, par une somme annuelle imposable « *correspondant au strict minimum pour assurer le pain et le gîte* » qui irait à tous les citoyens âgés de plus de 18 ans. Sans suggérer de montant dans son livre, il fait référence à une somme annuelle située sous le salaire minimum et au-dessus de l'aide sociale. Or, en entrevue, il a mentionné le montant de 5 000 \$. Les personnes seules pauvres avaient en 1996 un revenu moyen, toutes sources comprises, de 8 531 \$ (51 % du seuil de pauvreté), compte tenu d'un barème d'aide sociale de quelque 6 000 \$<sup>79</sup>. Les familles monoparentales pauvres ont actuellement un revenu moyen, toutes sources comprises, de 14 437 \$ soit 50 % du seuil de pauvreté. On peut calculer qu'avec une allocation universelle de 9 000 \$ par adulte et 4 500 \$ par enfant, le revenu moyen d'une famille monoparentale de deux enfants serait de quelque 22 000\$, soit encore sous le seuil de pauvreté (78 %) malgré l'amélioration. Alors où voulez-vous qu'ils aillent virer avec le 5 000 \$ à Sirois pour adultes seulement ?

L'économiste néolibéral Milton Friedman était en faveur d'une certaine forme de revenu minimal garanti par le principe de l'impôt négatif. Il préférerait le revenu minimum garanti au fouillis de programmes difficiles à administrer et dont les effets sont souvent contraires à l'effet recherché. Cela fonctionnerait ainsi : celui qui ne déclare pas de revenu reçoit une allocation à titre d'impôt à l'envers si l'on veut. Cette allocation diminuerait lorsque le revenu de travail augmenterait, mais pas aussi rapidement que l'augmentation de revenu, ce qui inciterait à travailler pour compléter le revenu minimal garanti<sup>80</sup>. D'après M. Friedman, la protection [98] sociale est un échec. Il serait préférable de donner aux pauvres un revenu minimal garanti plutôt que de continuer à financer tout un labyrinthe bureaucratique de

---

<sup>79</sup> Rapport du Conseil national du bien-être social, *Profil de la pauvreté*, 1996, printemps 1998, p. 67. Voir aussi *Nouvelle mesure de pauvreté : oui, non ou peut-être ?*, Ministère des Travaux publics et services gouvernementaux, Hiver 1998-1999.

<sup>80</sup> FRIEDMAN, Milton, « The Case For The Negative Income Tax », *National Review*, 7 mars 1967, p. 239.

programmes sociaux onéreux, souvent contre-productifs, et plus susceptibles de pérenniser la pauvreté que de la combattre.

Milton Friedman estimait que sa démarche n'était nullement aussi radicale qu'elle en avait l'air puisque le « *panier des mesures de prévention et d'assistance déjà existant équivalait, sinon nominalement du moins en substance, à un revenu annuel minimal garanti par l'État* <sup>81</sup> ». Le président Lyndon Johnson avait créé une commission en 1967 pour étudier le revenu garanti. Celle-ci recommanda un revenu minimum garanti. Les politiciens eurent peur de ruiner l'éthique du travail et tablettèrent le rapport. Une expérience à petite échelle démontra que le revenu minimum garanti n'affecte absolument pas le désir de travailler si les revenus peuvent être raisonnablement cumulables, c'est-à-dire si l'impôt est suffisamment progressif pour ne pas ronger une trop grande portion du revenu de travail qui vient s'ajouter.

#### LA CEINTURE À "UN" TROU DU PARTI QUÉBÉCOIS



<sup>81</sup> Milton Friedman cité par RIFKIN, Jeremy, *La fin du travail*, Boréal Compact, 1997, original 1995, p. 341.



[99]

**Manifeste pour un revenu de citoyenneté**

## Chapitre 3

---

Le fondement  
du revenu de citoyenneté :  
les droits de la personne

[Retour à la table des matières](#)

[100]

[101]

Il ne faut pas laisser la question de l'accès aux biens premiers à l'égoïsme calculateur des relations d'affaires ni à la compassion des riches. On doit combattre cette tendance à laisser toutes les affaires humaines à l'économie. La vie digne implique la souveraineté personnelle sur un ensemble de biens premiers (nourriture, logement, habillement, éducation, santé, etc.). Le libéralisme économique ne garantissait pas cet accès à tous. C'est pourquoi le droit social est apparu. On veut maintenant nous ramener au bon vieux temps du libéralisme pur et dur d'avant les droits sociaux. Non seulement les contingences existentielles et les effets pervers habituels du système socio-économique sont-ils encore présents, mais un nouveau problème de coexistence se pose : nous produisons plus que jamais avec de moins en moins de travail et nous persistons à définir le travail rémunéré comme le seul mode d'accès aux biens. Le temps est venu d'interroger cet écart entre les institutions et la réalité. Consciemment ou spontanément, les humains ont toujours tenté d'éliminer le travail. La productivité augmente constamment avec le développement technologique, celui de la génétique, des communications, etc.

Actuellement, il n'est plus nécessaire pour la plupart des gens de travailler à la production de biens existentiels. Si une minorité de 5 % à 10 % de la population active peut produire ce genre de biens pour la population entière d'une société donnée, pourquoi ne pas trouver les moyens de redistribuer ces produits, ce qui assurerait la survie de tous <sup>82</sup> ? (...) Quand la richesse ne dépendra plus du travail [102] des hommes, ceux-ci mourront de faim aux portes du paradis à moins de répondre par une nouvelle politique de revenu à la nouvelle situation technique <sup>83</sup>.

---

<sup>82</sup> VALJKI, Emil, *Les misérables de la modernité*. Éditions du Méridien, 1999, p. 328.

<sup>83</sup> LEONTIEFF, Wassily, « La distribution du travail et du revenu », *Pour la science*, 61, avril 1982. Cité par Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, p. 147.

On ne peut pas intervenir sur cette cause, renoncer au progrès qui réduit le travail, – car cela n’est pas condamnable en soi -, mais on peut en corriger les effets pervers au plan de la distribution. En réalité, il y a un chômage qui peut être le résultat d’un progrès. Il apparaît comme une plaie à cause d’un problème de répartition. Il pourrait s’appeler loisir ou activité libre, bénévolat ou même travail communautaire.

La situation devient de plus en plus absurde, car, d’une part, les biens abondent et, d’autre part, le travail diminue. Dans des pays occidentaux comme l’Angleterre, 20 % des enfants vivent dans des familles où le revenu ne vient pas du travail rémunéré. Une partie de la population reste dans l’insécurité quant aux biens premiers, car nous maintenons une structure d’insertion sociale et d’accès aux biens fondée sur un travail qui s’amenuise. Certains affirment que les désirs de l’homme sont illimités et que la création de nouveaux produits et services maintiendra le travail comme pratique d’accès au revenu et aux biens. Cette logique conduit à une impasse, car les ressources objectives de la terre sont limitées et la multiplication des désirs de plus en plus marginaux ne répond pas au besoin de sens inscrit dans toute activité humaine. Carole Poliquin exprime dans ses reportages comment la problématique de l’avenir du travail est liée au principe de la croissance illimitée <sup>84</sup>. Omar Aktouf plaide pour un nouveau management :

Je n’arrive pas à comprendre, par exemple, comment on peut persister dans ce projet de croissance indéfinie qui est [103] le nôtre et qui fait qu’à 4 % par an de croissance, on multiplie notre production par 16 en un siècle : imagine-t-on qu’on aura 16 fois plus d’aéroports, de fers à repasser, et ainsi de suite en 2099 ? ; (...) on confond désormais enrichissement des plus riches et des milieux d'affaires avec santé économique et santé d’une société <sup>85</sup>.

---

<sup>84</sup> MONPETIT, Caroline, « Repenser l’étalon travail. Carole Poliquin, cinéaste engagée jusqu’à la moelle », *Le Devoir*. Les reportages sont intitulés, *L’Âge de la performance* et *Turbulences*. Un autre paraîtra à l’hiver 2000. Elle travaille également à un reportage sur les privatisations et la disparition des biens communs.

<sup>85</sup> BAILLARGON, Normand, « Omar Aktouf, Manageur de long en large », *Le Devoir*, 7 sept 1999. Pour en savoir plus, voir Omar Aktouf, *Le Management entre tradition et renouvellement*, Gaëtan Morin éditeur, 1994.

## 1. La norme du droit au revenu de citoyenneté : les droits de la personne

### *Comment un programme nouveau comme le revenu de citoyenneté peut-il devenir un droit ?*

[Retour à la table des matières](#)

En réalité, il se propose de réaliser des droits déjà existants. Il prend au sérieux les droits sociaux et économiques déjà présents dans les Chartes des droits de la personne. Nous devons démontrer pourquoi le revenu de citoyenneté devrait faire partie des choses prescrites appuyées par l'État qui veillerait à réunir, par les impôts, les fonds destinés à financer cette norme de « justice redistributive ». La science décrit la réalité, elle produit des énoncés sur ce qui est. Mais lorsque l'on parle du droit, on s'intéresse à ce qui « devrait être ». Le droit est appuyé par la force publique, il délimite les comportements autorisés, les coordonnées de la collaboration sociale. Certains placent la validité du droit dans son processus d'adoption. Une loi qui a suivi les étapes d'adoption, qui est votée par un gouvernement représentatif est valide. Les libéraux considèrent qu'une égalité formelle devant la loi suffit, nous pensons que les droits de la personne exigent une égalité de résultat [104] face aux biens premiers et une égalité des chances réelle plutôt que simplement formelle.

D'autres prétendent que le droit ne fait que constater et sanctionner l'évolution des relations sociales, les obligations que la conscience populaire se reconnaît déjà. D'autres disent qu'il faut soumettre le droit à une critique éthique afin de déterminer s'il est juste. Le droit peut être injuste et *lex injusta non est lex*. La loi injuste n'est pas la loi. Par exemple, une loi qui interdit le droit de grève aux travailleurs et qui les prive de tout rapport de force économique est une loi injuste.

***À quelles normes supérieures peut-on se référer pour vérifier si un droit est valide ?***

Historiquement, on s'est référé à la tradition, à la nature, puis à la surnature, aux divinités. Évidemment, cela ne faisait que cacher une décision humaine, le fait que c'est le peuple qui se confère des droits : en dernière analyse, la source est politique. Il existe bien des concepts métajuridiques comme celui de la dignité humaine :

On désigne sous ce nom le principe moral énonçant que la personne humaine ne doit jamais être traitée seulement comme un moyen, mais comme une fin en soi ; autrement dit que l'homme ne doit jamais être employé comme moyen sans tenir compte de ce qu'il est en même temps une fin en soi <sup>86</sup>.

Les Chartes des droits de la personne, comme la Charte canadienne et la Charte québécoise, ont été conçues pour jouer le rôle de norme des normes. Au-dessus des lois, il y a les droits de la personne inscrits dans les Chartes et intégrés dans les Constitutions. Une loi peut être déclarée inconstitutionnelle et elle peut être contestée à la lumière des Chartes. On réfère souvent à la [105] Déclaration universelle de 1948 qui a été entérinée par l'Assemblée générale des Nations unies et qui est un engagement moral. C'est une sorte d'idéal à réaliser et en même temps un étalon de mesure pour les lois que les États vont créer. Le revenu de citoyenneté est un programme visant à réaliser les droits sociaux définis dans les Chartes.

Cette supernorme est elle-même fondée sur l'idée qu'il existe des droits rattachés à la nature humaine avant toute convention politique ou juridique. Ces droits « naturels » peuvent servir d'étalon pour juger de la validité des lois. On décrit l'idéal moderne d'autonomie, de liberté, proclamé dans les Chartes comme les coordonnées d'une nature humaine. C'est une intuition solennellement proclamée. Par exemple, on fait l'hypothèse que l'homme préfère l'autonomie ; et, comme

---

<sup>86</sup> LALANDE, A., *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, PUF, p. 236.

l'accord est très grand sur ce postulat, on décrète que la liberté est un droit naturel, un droit de la personne. C'est un accord des volontés sur des principes qui peuvent guider ensuite la création des lois.

À part la loi, le système juridique, il existe d'autres systèmes normatifs qui prescrivent des comportements. Par exemple, la religion peut prescrire d'aimer son prochain comme soi-même et sanctionne à sa façon l'obéissance à ses prescriptions. Les mœurs, la morale sont aussi des systèmes prescriptifs. La force de l'État n'est pas utilisée pour faire appliquer les principes moraux, malgré que certaines cultures veulent imposer une religion d'État. Les ultralibéraux veulent abolir les droits sociaux et s'en remettre au système de charité qui est justement un système normatif facultatif qui relève de la morale personnelle des bien nantis. Doit-on prendre ce risque ? Ce glissement du droit social vers la charité est observable aux États-Unis.

[106]

## 2. Les droits-libertés et les droits sociaux

***La position ultralibérale nie-t-elle le droit social  
au nom d'une pseudo-consolidation des droits-libertés ?***

[Retour à la table des matières](#)

Le revenu de citoyenneté est une forme de ratification des droits sociaux. L'histoire des droits de la personne, c'est l'histoire d'une lente libération face à des systèmes qui ont échoué à créer le concept d'Homme égalitaire que l'on retrouve finalement aujourd'hui dans les Chartes, mais que l'on tarde à ratifier sérieusement dans les faits. Le fait de considérer les hommes comme libres de décider pour eux-mêmes de leurs conventions et de leur mode de collaboration sociale est une évidence récente. En fait, cette autonomie des hommes n'est pas encore acquise aujourd'hui. Lorsque l'on a voulu imposer des préceptes moraux aux hommes, on les a souvent sacralisés ; on a affirmé qu'ils venaient directement de dieux définis *a priori* comme des êtres parfaits et qui ne pouvaient donc se tromper ; cela rendait les préceptes indiscutables. Dans bien des pays, les ultralibéraux essaient de nous

imposer l'ordre spontané du marché et réduire à peu de chose le pouvoir du peuple d'agir à travers l'État. On a « sacralisé » le laisser-faire en disant que l'ordre social est spontané.

*Comment peut-on distinguer ces deux catégories de droits ?*

Les droits-libertés protègent le pouvoir d'agir de l'individu, par exemple, la liberté d'expression, d'association, de culte, la propriété privée, le droit à la vie, l'inviolabilité de la demeure, le respect de la vie privée, les droits politiques comme le droit de vote ou de se porter candidat, les droits judiciaires comme la présomption [107] d'innocence, l'absence d'obligation de témoigner contre soi-même, etc. Ces droits-libertés protègent l'individu contre les autres individus ou groupes, mais aussi contre l'État. Ces droits inspirent les gouvernements pour faire des lois qui laissent l'individu libre à condition qu'il ne nuise pas à la société. Par exemple, si le gouvernement passait une loi pour empêcher la création d'un journal ou la formation d'un syndicat ou de déménager de Montréal à Québec, cette loi serait invalidée, car elle violerait un droit-liberté inséré dans une charte. Ils sont reconnus et on commence même à s'en servir maintenant pour juger tous les petits Pinochet de la Terre.

Il faut bien le dire, le droit-liberté choyé par les libéraux radicaux est le droit de propriété privée, fut-il illimité. Le droit étant une création humaine, il peut cacher un rapport de force. Par exemple, aux États-Unis, fer de lance du libéralisme radical, le taux de syndicalisation n'est plus que de 10 % et le syndicalisme est combattu avec rage par les riches associations patronales. Pourtant, le droit à la syndicalisation fait partie du droit d'association reconnu comme un droit-liberté à condition de ne pas l'interpréter de façon restrictive. Par contre, les prisons sont remplies de gens qui ont osé violer le droit de propriété des riches. On viole aussi la liberté de conscience. Dans certains États, on impose la prière dans les écoles en violation du premier amendement de la Constitution. Ces États conservateurs n'en appelleraient certainement pas à la limite du droit de propriété privée. Même l'impôt est de plus en plus présenté comme un viol de la propriété privée acquise en respectant les lois, et cela par des universitaires célèbres. Le

droit ne sert pas toutes les classes sociales de la même façon. Le droit social, c'est le droit des démunis ; il exige une redistribution, comme le droit à des soins de santé universels.

Il y a donc une deuxième catégorie de droits appelés droits sociaux et économiques ; ce sont ceux qui instaurent une créance de l'individu contre le tout. Les droits sociaux et économiques sont des [108] pouvoirs d'obliger l'État à fournir une prestation. Par exemple, le droit à la sécurité sociale, à l'instruction publique gratuite, le droit au travail, aux services de santé, etc. La Déclaration universelle des droits de l'homme donne le ton dans son premier article :

Tous les humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

L'article 22, lui, affirme le droit à la sécurité sociale :

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité.

L'article 25 spécifie :

(1) Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. (2) La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors du mariage, jouissent de la même protection sociale.



La Charte des droits et libertés de la personne du Québec traite des droits économiques et sociaux aux articles 39 à 48. L'article 45 traite du droit positif à l'assistance financière et à un niveau de vie décent :

Toute personne dans le besoin a droit, pour elle et sa famille, à des mesures d'assistance financière et à des mesures sociales, prévues par la loi, susceptibles de lui assurer un niveau de vie décent.

[109]

L'article 46 traite des conditions de travail justes et raisonnables :

Toute personne qui travaille a droit, conformément à la loi, à des conditions de travail justes et raisonnables et qui respectent sa santé, sa sécurité et son intégrité physique.

La Charte canadienne traite de droits démocratiques, de liberté de circulation, de garanties juridiques, de droits à l'égalité, des langues officielles, mais on n'y trouve rien de spécifique sur les droits sociaux ou économiques. Toutefois, la Cour suprême du Canada interprète l'article 15 sur le droit à l'égalité comme imposant l'obligation d'affecter des ressources et de mettre en œuvre des programmes pour aider les groupes défavorisés sur les plans social et économique même s'il présente une formulation négative visant à établir que le gouvernement n'est pas discriminatoire s'il aide des groupes démunis. Le gouvernement sent le besoin de s'adresser aux ultralibéraux ou bien nantis pour leur dire que l'aide étatique n'est pas une violation du droit à l'égalité face à loi.

(1) La Loi ne fait pas exception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques. (2) Le paragraphe 1 n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, notamment du

fait de leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe, de leur âge ou de leurs déficiences mentales ou physiques.

On appréciera la faiblesse de la Charte canadienne par rapport à la Déclaration universelle de 1948 qui spécifie les droits à l'article 25. La Commission canadienne des droits de la personne a reconnu que la protection des droits sociaux et économiques est insuffisante au Canada. Les ultralibéraux nient carrément la validité des droits sociaux en toute bonne conscience.

[110]

Il faut se demander ce que peut signifier l'égalité devant la loi en cas de réduction du droit social ou en l'absence du financement destiné à son exécution, car c'est bien à cela que conduit l'ultralibéralisme. La légitimité du revenu de citoyenneté s'appuie sur cet engagement mutuel envers les droits sociaux de la personne. Le Québec a adhéré en 1976 au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui est entré en vigueur au mois d'avril 1976. Il se veut un instrument de réalisation concrète de la Déclaration universelle de 1948. Le 16 décembre 1977, l'Assemblée générale des Nations Unies déclarait : « *La jouissance complète des droits civils et politiques est impossible sans celle des droits économiques, sociaux et culturels.* » Dans son rapport sur le Canada et le Québec, rendu public le 4 décembre 1998, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU déclarait :

Le Comité recommande que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux considèrent l'itinérance et les problèmes de logement comme une urgence nationale. (...)

Le Comité encourage l'État partie à adopter les mesures nécessaires pour assurer le respect des droits économiques, sociaux et culturels des femmes, y compris le droit à une rémunération égale pour un travail de valeur égale.

*Les droits sociaux impliquent-ils  
une réduction des droits-libertés ?*

Les libéraux exigent la réduction de l'État afin, disent-ils, de permettre l'exercice des droits-libertés. Ils perçoivent l'État comme une menace. Les anciens libéraux se battaient contre les monarchies, et cela a influencé la composition de la doctrine libérale et la façon de voir l'État comme quelque chose de menaçant. Beaucoup d'Américains sont contre l'État sans trop savoir pourquoi, car on leur a inculqué cette crainte ; cela fait partie de leur culture. Par contre, des compagnies d'assurance-santé peuvent les [111] tondre allègrement comme des moutons. Mais c'est privé, alors c'est bon par essence... l'idéologie des riches a fait son travail.

Le débat sur l'existence des droits sociaux a cours depuis plus d'un siècle et demi. On voit immédiatement le problème ; les droits-libertés tendent à limiter l'État pour laisser l'individu libre alors que les droits sociaux exigent que l'État ait des pouvoirs afin de redistribuer la richesse. Par exemple, les droits-libertés proclament le droit de propriété alors que les droits sociaux exigent la levée d'impôts, donc une limitation de la propriété privée. Depuis plus d'un siècle, tous les débats sont marqués par cette ambiguïté des droits, et c'est encore le cas aujourd'hui. En général, les libéraux pensent que la protection de la liberté suffit pour créer l'ordre social alors que les socialistes pensent que l'État doit avoir un rôle actif ; ils ont tendance à dire que la vie sociale exige un certain sacrifice de la liberté. Que vaut le droit à la vie sans l'accès garanti aux biens premiers, aux soins de santé ? L'instauration de l'assurance-santé universelle illustre un principe d'égalité réelle en fonction des besoins, une égalité dans l'usage qui tend à rendre les hommes plus égaux face à la maladie sans égard à leur fortune. La pension de vieillesse rend aussi les hommes plus égaux face à un facteur existentiel. Les libéraux radicaux veulent tout juste un État minimal qui garantit les libertés de base, en particulier le respect du droit de propriété et la liberté d'entreprendre. Les impôts destinés à la réalisation du droit social sont vus comme une privation de la liberté de disposer de ses biens. Les libéraux nous disent que les droits sociaux contiennent en germe la négation des droits-libertés.

[112]

***Les libéraux radicaux s'opposent-ils au revenu de citoyenneté, car il exigera une hausse du rôle répartitif de l'État ?***

Il est bien certain que si on s'engage d'avance à un résultat comme l'égalité face aux biens premiers, il faudra répartir des richesses. Certains peuvent voir cela comme une atteinte à la liberté ; ils préfèrent que la société découle spontanément des actions individuelles. Mais peut-on se déclarer en faveur de la liberté si on opte pour un système qui récuse la liberté réelle à une bonne partie de la population ? Peut-on se déclarer en faveur d'une notion d'égalité qui concentre incroyablement les richesses pendant que le cortège des démunis s'allonge ? Une telle société n'est pas viable. C'est vrai, le revenu de citoyenneté implique une conception du bien socialement planifiée et reconnue. Mais accepter la propriété privée illimitée sans répartition, c'est accepter les règles du jeu d'une clique de privilégiés.

Nos sociétés libérales modernes, définies comme la rencontre d'égoïsmes, subissent une crise de légitimité, car là où chacun ne perçoit son rapport à l'autre que sous l'angle de l'avantage qu'il peut en tirer, le lien social ne peut manquer de se défaire <sup>87</sup>.

Il faut objecter une réponse politique à la réduction économiste sur laquelle on veut fonder l'être-ensemble.

***Le modèle québécois étant fait de compassion, le danger d'imitation du modèle américain n'est-il pas exagéré ?***

Il faudrait être d'une naïveté sociologique coupable pour ne pas constater le rapport de force qui s'établit ici pour nous imposer ce modèle. Il n'y a pas une seule chambre de commerce qui ne réclame [113] des réductions d'impôts en se comparant au système américain. Évidemment, les comparaisons sont boiteuses, car on compare la

---

<sup>87</sup> BERTEN, André *et al.*. *Libéraux et communautariens*, PUF, 1997, p. 244.

fiscalité québécoise à la fiscalité américaine sans mentionner le coût des services que les Américains doivent payer aux compagnies privées. Par exemple, quelque 500 \$ versés mensuellement à des *Health Maintenance Organizations* privées (HMO) pour l'assurance-santé pour une couverture d'ailleurs très partielle, comme les gens le découvrent lorsqu'ils tombent malades ; citons le cas de ce père appelé à témoigner devant le Sénat américain à propos de son fils mort du cancer pendant qu'il se débattait avec sa HMO pour faire payer les soins. La classe moyenne américaine nous envie notre système public tandis qu'ici on s'acharne à le démolir pour arriver deux mois plus vite au déficit zéro, et cela pour faire plaisir aux affairistes, aux spéculateurs et aux prêteurs.

Les Américains dépensent plusieurs centaines de milliards par année pour l'armement. Ils engraisent ainsi quelques multinationales, mais ils coupent dans l'aide sociale aux pauvres. On nous demande de les imiter.

***Imposer le revenu de citoyenneté, n'est-ce pas imposer une définition particulière de la vie en société qui ne fera jamais consensus ?***

Le revenu de citoyenneté permettra aux personnes de poursuivre leur propre conception du bien. Cette poursuite exige une combinaison de ressources et de droits. Des droits sans ressources est une hypocrisie. Il faut dire que lorsque l'État intervient, il défend des valeurs. Les ultralibéraux affirment que nous vivons à une époque où l'on croit de moins en moins en l'existence de valeurs universelles. Par exemple, si l'État impose la prière dans les écoles et que le quart des élèves ne croient pas en la divinité et que les autres pratiquent diverses religions, alors imposer une prière chrétienne devient un non-respect du pluralisme. Certains individus sont alors [114] moins respectés que d'autres, ils ne sont pas traités en égaux quant à leurs convictions. À partir de cas valides comme celui-là, on extensionne à l'ensemble des choix que l'on peut faire en définissant la vie bonne et l'on affirme qu'il est impossible de trouver des valeurs universelles qui respectent les choix de tout le monde. Cela devient un prétexte à la minimisation de l'État. Les pseudo-hommes d'État deviennent alors craintifs et

interviennent de moins en moins en matière de droit de peur de s'aliéner une partie de l'électorat. Les juges non élus de la Cour suprême prennent alors la place des législateurs pour décréter le droit. Le juge en chef de la Cour suprême dénonce lui-même la frilosité du gouvernement.

L'établissement du revenu de citoyenneté implique le partage d'un sens de la communauté assez prononcé, c'est-à-dire le partage de cette idée que l'on peut réaliser quelque chose en commun tout en restant libre de réaliser sa vie en toute autonomie. Le pari du revenu de citoyenneté est qu'une société juste forme des hommes justes qui développeront une préférence pour une société proposant une égalité réelle face à un ensemble de biens premiers. Les ultralibéraux disent que l'État doit se borner à faire respecter les lois qui facilitent aux individus la poursuite de leur conception personnelle du bien. C'est l'égalité formelle devant la loi, une égalité formelle devant le droit de propriété qui peut conduire au dénuement de certains face à l'opulence des autres. L'éthique libérale se contente du fait que les lois soient les mêmes pour tous. Si la loi est la même pour tous, notamment si le droit de propriété est le même pour tous – y aurait-il 60 % de pauvres -, la société sera qualifiée de juste. Le type d'égalité devant les biens premiers que préconise le revenu de citoyenneté est vu par les libéraux radicaux comme une atteinte à la liberté, car il exige de définir d'avance un résultat, donc une certaine forme de redistribution.

[115]

### ***L'individualisme libéral est-il viable ?***

Là où le citoyen ne perçoit plus son rapport à autrui que sous l'angle des droits individuels, la solidarité sociale se désagrège. *« L'individualisme de la société libérale mine ses propres bases : elle ne peut honorer de manière durable les principes de justice. Pour ce faire, l'État doit assurer une tâche que le principe de neutralité lui interdit d'exercer : inculquer à ses citoyens une conception du bien de*

*la communauté susceptible d'engendrer chez eux un sens de la solidarité sociale et du patriotisme* <sup>88</sup>. »

Pour les libéraux, l'État moderne neutre, « non perfectionniste », devrait se limiter à créer les conditions nécessaires pour que chacun puisse poursuivre sa conception privée du bien. Autrement, l'État risque d'universaliser des définitions controversées du bien et violer le principe d'égal respect des personnes. La rencontre des intérêts personnels exprimés par le marché crée la civilisation. L'État doit se contenter de protéger le marché comme procédure et les individus apportent, par leurs choix, un sens au monde. Les Américains ont acheté 225 millions d'armes sur le marché libre ; ils affirment ainsi que le port d'arme a un sens dans leur société. Coexister, au sens de l'individualisme libéral, c'est s'utiliser réciproquement dans la poursuite d'un intérêt personnel.

N'importe quel livre d'un économiste libéral peut illustrer nos propos. Jean-Luc Migué réduit ce que nous appelons le lien social à une série de collusions <sup>89</sup>. Dans cette perspective, l'État n'est qu'un *marché politique* (maximisation du profit électoral) qui redistribue de l'argent légalement gagné aux groupes de pression organisés pour universaliser une définition controversée du bien : ainsi en est-il des agriculteurs, des femmes, des Noirs, des pauvres, des handicapés, des victimes du sida... et aussi des syndicats qui bénéficient [116] de privilèges à abolir. Le droit social est absolument nié à la racine : « *Personne n'a le droit à la richesse des autres sans leur consentement (...) les Gaspésiens n'ont aucun droit à la richesse des Montréalais, ni les femmes à l'équité salariale, ni les communautés culturelles à un statut spécial (...) les francophones n'ont aucun droit à l'unilinguisme, ni au bilinguisme coast to coast, ni à une Société Radio-Canada égale à CBC (...) Le droit de propriété est le seul fondement non seulement de la richesse, mais de la justice* <sup>90</sup> (...). » Le nihilisme libéral ne veut garantir que la propriété privée qui a valeur de vérité universelle.

La règle de coexistence, c'est le respect du droit de propriété privée et son respect exclut logiquement le droit social. Ce réductionnisme

---

<sup>88</sup> TAYLOR, Charles, *La liberté des Modernes*, PUF, 1997.

<sup>89</sup> MIGUÉ, Jean-Luc, *Étatisme et déclin du Québec, bilan de la révolution tranquille*, Les Éditions Varia, 1998.

<sup>90</sup> Migué, *op. cit.*, p. 205.

individualiste ramène la solidarité à des demandes collectives à base de victimisation appuyées par l'État paternaliste. Jean-Luc Migué suggère même qu'Hydro-Québec abandonne sa politique de tarifs privilégiés envers les Québécois. « *Le souci d'opérer des transferts de richesse à la majorité explique le choix retenu par Hydro-Québec d'imposer une faible redevance d'abonnement et un tarif inférieur au coût marginal. (...) Cette tarification préférentielle représentait en 1995 un manque à gagner de 553 millions pour la société d'État et ultimement pour le gouvernement provincial* <sup>91</sup>. » En somme, l'électricité maintenue à bas prix prive le gouvernement des revenus d'Hydro-Québec qu'il va rechercher autrement par l'impôt progressif. La majorité fait collusion pour faire payer par les plus riches une partie de sa consommation d'électricité. M. Migué, comme tout libéral, clame le droit des compagnies aux profits sans responsabilité sociale, celle-ci étant décrite comme une « taxe supplémentaire » et déguisée sur les profits : « *Ce qu'ils proposent, c'est que l'entreprise sacrifie sa finalité propre qui est de maximiser ses profits, c'est-à-dire créer [117] de la richesse pour ses mandants, les actionnaires, au profit de finalités fumeuses...* »

Laissée à elle-même, l'idéologie de l'individualisme libéral, qui plaide tant la cause de l'individu, aboutit au résultat absurde de traiter les individus comme des moyens plutôt que des fins, comme des instruments de l'enrichissement d'une minorité. Si les affairistes veulent profiter de notre mode de coopération sans en assumer les risques, ils deviennent des *free riders* du système, sorte de passagers qui refusent de payer leur billet, qui profitent grandement des avantages sans en supporter les effets pervers. D'ailleurs, les affairistes devraient comprendre qu'un système qui ne prend pas en charge ses effets pervers est non viable. Notre mode de collaboration sociale présente des effets pervers et la seule façon d'y faire face est la mutualisation. On peut comprendre que les entreprises ne sont pas en faute à l'égard des effets pervers du système comme le chômage ; mais elles ont une responsabilité comme les autres contribuables (responsabilité même sans faute). Lorsque les affairistes et leurs associations patronales plaident en faveur de l'abolition du droit social géré par l'État ou sa réduction à une insignifiance, ils plaident pour l'abolition d'un moyen commun destiné à pallier les effets pervers d'un système dont ils

---

91 *Idem*, p. 154-155.



profitent. La responsabilité s'articule sur le risque plutôt que sur la faute.

Une bonne partie des arguments présentés à l'appui des récentes demandes de réductions fiscales témoignent du désir de ramener à la sphère privée la définition du bien. L'individu saura mieux décider quoi faire de son argent, etc. Les membres de la Commission Jeunesse du Parti libéral du Québec déclaraient en août 1999 : « *Le Québec est d'abord et avant tout 7 millions d'individus et non une collectivité de 7 millions.* »

[118]

### 3. Le revenu de citoyenneté comme développement des droits sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Ce que nous venons de dire précédemment nous conduit à conclure que le revenu de citoyenneté est un projet politique, une nouvelle clause au contrat social à être entérinée par les citoyens dans le but de réaliser les droits sociaux.

***Étant donné que notre forme de collaboration sociale entraîne des risques réels, ne serait-il pas normal qu'elle reconnaisse des droits opposables à ces risques ?***

Le droit social n'est pas une mode intellectuelle, il correspond à des changements structuraux de la société, il résulte d'une expérience juridique face aux nouveaux risques sociaux <sup>92</sup>. Il est surprenant qu'on décrive le droit social comme du non-droit, comme une collusion d'intérêts particuliers, comme une construction fondée sur des définitions controversées du bien alors que le droit de propriété privée répondrait au critère de bien commun universalisable. Devant les effets pervers de la révolution industrielle, la Constitution française de 1848

---

<sup>92</sup> EWALD, François, *L'État providence*, Grasset, 1986.

traitait déjà dans son préambule de devoirs sociaux de l'État. Nous avons vu que la Déclaration universelle de 1948 parlait expressément de droits sociaux en plus de droits-libertés.

Ce sont les membres d'une communauté qui se reconnaissent mutuellement des droits à partir de leur mode de coopération. Notre société est riche mais à risques dans le sens qu'une portion de la population peut en être exclue. La division du travail fait de nous des êtres complémentaires ; nous nous devons d'être différents [119] et spécialisés pour nous rendre mutuellement service. Or, nous vivons dans un monde où le savoir devient rapidement désuet. La technologie évolue rapidement. Il pourrait en être autrement, car le destin de l'homme n'est pas prédéterminé. L'homme se fait. Étant donné notre mode de collaboration et notre préférence pour le changement, il s'ensuit un risque de chômage, un risque de voir son métier disparaître à cause du progrès technologique ou encore son emploi partir ailleurs dans une économie mondialisée. Les victimes de cette spécialisation du travail ont des droits. Certains sont handicapés. Aussi, il y a des facteurs existentiels normaux comme la vieillesse, la maladie. Suite à un progrès moral et à un désir de respecter la dignité humaine, nous nous réunissons tous sous une même catégorie : des personnes qui ont accès inconditionnellement aux biens premiers. Alors, le revenu de citoyenneté fait désormais partie du contrat social. Le progrès social, c'est la radiation des contingences, des inquiétudes, des forces du hasard qui nous accablent parfois du fait même de l'organisation de notre collaboration sociale. On ne pourra pas arrêter ce progrès, cette force créatrice de bien-être qui s'exprimera dans un droit. Le progrès dans notre capacité de production ne doit pas servir à enrichir une minorité pendant que 20 % sont exclus et ne peuvent réaliser leur potentiel.

Une autre conséquence de l'individualisme comme pratique sociale est qu'un individu n'est responsable des effets de ses actes (fautes) que lorsque ceux-ci sont la cause identifiable de certains effets. Mais qui est responsable du chômage, de la pauvreté et autres maux sociaux ? Personne. Encore moins des effets de facteurs existentiels : vieillesse, handicap, maladie. Contre qui les chômeurs, les pauvres auraient-ils un recours en droit ? Notre mode de collaboration sociale, – division du travail, spécialisation, libre entreprise, anonymat progressif du capital, libre-échange, mondialisation, évolution technologique rapide

accompagnée d'une précarisation de l'emploi – crée plus de richesses dit-on ; alors, on ne [120] peut pas déclarer à ceux qui en sont les victimes qu'il s'agit là d'un effet pervers dont personne n'est responsable ou qu'ils ont été négligents. Le risque des effets pervers du système accuse la société. La justice sociale est nécessaire pour protéger la liberté et l'ordre social. Ce risque général fournit un potentiel d'accord sur une valeur commune, il est à la source d'une virtualité d'universalisation. Cette réalité, qui est le résultat de notre interaction, nous invite à définir, comme un bien commun politiquement fondé, le droit à un secours, la couverture de ces risques ; cette problématisation de la coexistence crée le droit social et les programmes sociaux comme éléments d'un contrat social. Nous avons déjà exprimé l'opinion que le revenu de citoyenneté constituait un perfectionnement du droit social.

***L'ultralibéralisme récent obtient-il des succès dans son projet d'abolition des droits sociaux ?***

Il faut bien constater le progrès du libéralisme radical au cours des dernières décennies : c'est le triomphe des droits-libertés aux dépens des droits sociaux. Le projet de revenu de citoyenneté est donc à contre-courant ; nous en sommes conscients. Mais nous sommes aussi conscients qu'il se réalisera un jour ou l'autre. Il faut préparer les consciences. Au nom de la liberté individuelle, le libéralisme décrète que l'État doit être neutre par rapport aux finalités, qu'aucun but ne peut être poursuivi collectivement. On aboutit à une société nihiliste qui ne s'appuie sur aucune tradition, aucune définition réelle du bien, de crainte de violer le pluralisme. Autrement dit, on aboutit à une société qui est un contenant sans contenu, une société où le droit protège la liberté de chacun de remplir son contenant par sa définition personnelle de la vie bonne. Évidemment, les biens nantis bénéficient d'un rapport de force beaucoup plus favorable pour imposer les valeurs qui les privilégient. C'est la république procédurale qui ne veut défendre que les droits-libertés individuels. Une forme vide dans laquelle seuls les [121] individus peuvent placer un contenu en fonction de leurs intérêts personnels.

***Comment réagir au fait que les droits sociaux sont en train d'être vidés de leur contenu ?***

Les droits sociaux sont en train d'être indexés aux paramètres du laisser-faire économique. En Angleterre, le virage néolibéral en cours depuis 20 ans a fait tripler le nombre de pauvres vivant avec moins de la moitié du revenu national moyen pour atteindre 12 millions de personnes, et cela malgré un taux de chômage comptabilisé de 6,3 %. Les hauts revenus ont doublé au cours de la même période. En 1999, au Royaume-Uni, 30 % des enfants – soit 4 millions – vivent dans la pauvreté (contre 12 % en France). Près de 2 millions travaillent, dont un demi-million qui ont moins de treize ans, âge légal pour être embauché. Les salaires sont insignifiants. Plus de 10 000 enfants se prostituent pour survivre. Vive la révolution néolibérale <sup>93</sup> !

Considérons la réforme de l'aide sociale aux États-Unis. Cinq millions de familles touchaient des prestations d'aide sociale en 1994 ; le nombre est tombé à quatre millions en 1999. Le nombre de personnes touchant des bons alimentaires est passé de 28 millions à 19 millions au cours des quatre dernières années. Le salaire minimum est fixé à 5,51\$ et il ne permet pas à des millions d'entre eux de sortir de la pauvreté malgré leur travail. La chasse aux aliments, la course aux organismes charitables est ouverte. « *Une étude de Second Harvest, le réseau privé de secours le plus grand des États-Unis, indique que 40 % des 21 millions d'utilisateurs ayant utilisé ses services en 1997 provenaient d'un foyer où au moins une personne travaillait* <sup>94</sup>. » Que signifie le droit au travail [122] s'il n'est opposable à personne, même pas à un État devenu minimal, ou si le travail ne permet plus de sortir de la pauvreté ?

C'est le triomphe des soupes populaires dans le pays le plus riche du monde, c'est la montée des humiliations. Les groupes conservateurs qui sont à l'origine des compressions de l'aide sociale recourent au groupe des riches ; ils nourrissent le sentiment anti-*welfare* afin d'humilier les pauvres. Le candidat républicain à la présidence. George W. Bush, après s'être gargarisé du fait que les Américains sont allés sur la Lune

---

<sup>93</sup> MANGENOT, Marc, « Précarité, chômage, misère. Lectures dissonantes des nouvelles pauvretés », *Le Monde Diplomatique*, Septembre 1999, p. 4.

<sup>94</sup> TAILLEFER, Guy, « Pauvre avec emploi », *Le Devoir*, 14 juillet 1999.

il y a trente ans, annonçait comment son programme finirait de remplacer le droit social par la charité. Il désire augmenter le rôle des Églises et des organismes de charité, alors que 40 millions d'Américains vivent sous le seuil de pauvreté. Une guerre civile est en cours aux États-Unis, le nombre de prisonniers atteindra bientôt deux millions et une dizaine de millions ont des statuts de libérés sur parole ou en probation. C'est ce modèle que l'on voudrait nous imposer au Québec, le modèle de la montée de l'humiliation. Nous voyons justement le revenu de citoyenneté comme une sorte de perfectionnement, de ratification des droits sociaux et comme une sorte de droit au développement de la personne, et cela à l'échelle du Québec. Il nous délivrerait des improvisations et des effets pervers de l'ordre du marché.

***Comment se fait-il que les personnes oublient ainsi leurs droits ?***

D'abord, ils doivent les connaître. Au recul du droit social, il faut ajouter le fait que le progrès de l'ultralibéralisme réserve les droits-libertés aux bien nantis. Car à quoi peut bien servir la liberté à ceux qui n'ont pas accès aux biens premiers ? À quoi cela sert-il de proclamer des droits à une liberté formelle quand on n'a pas les moyens de l'exercer ? Il faut éduquer les gens aux droits de la personne, dénoncer sans répit leurs violations. La liberté réelle exige des moyens et le revenu de citoyenneté en est un pour élargir [123] le champ de la liberté. C'est ainsi qu'aux États-Unis on se gargarise avec assurance de droits de la personne et on pense donner des leçons aux autres pays alors que les programmes sociaux y dépérissent et que les prisons se remplissent.

*Le revenu de citoyenneté serait-il en somme  
une façon de prendre les droits sociaux au sérieux ?*

Par solidarité, nous nous accorderons à tous l'accès garanti aux biens premiers. Nous n'y parviendrons pas en multipliant les soupes populaires et les humiliations dans un pays opulent. Il faut casser le système qui reproduit les inégalités et les classes sociales. L'ultralibéralisme fait de nous des « touristes » de la misère. On nous dit qu'il s'agit d'un effet de système, un effet involontaire de l'ordre spontané dont personne n'est responsable. L'humanité y dégénère en une forme inférieure fondée sur la concurrence de tous contre tous, administrée par la norme abstraite du profit.

## 4. Le droit au développement

[Retour à la table des matières](#)





Pour faire respecter ses droits, il faut être conscient de leur existence contre tous les systèmes qui en appellent à la résignation en faveur des privilèges d'une minorité. Par exemple, la pauvreté dans un monde riche est un viol des droits de la personne et une absurdité, car nous avons les moyens d'y mettre fin. Il y a là matière à une responsabilité par omission, par refus d'agir.

[124]

**Tableau VIII.**

Ménages et personnes bénéficiaires de l'aide sociale  
selon le type de ménages, Québec 1998.

[Retour à la table des matières](#)

| Types de ménages  | Nombre de ménages |      | Nombre de personnes |      |                |      |              |      |
|---|-------------------|------|---------------------|------|----------------|------|--------------|------|
|   | Nombre            | %    | Nombre adultes      | %    | Nombre enfants | %    | Total nombre | %    |
|    | 287 155           | 65,4 | 287 155             | 39,6 | -              | -    | 287 155      | 39,6 |
|   | 87 325            | 19,9 | 87 325              | 12,0 | 139 892        | 19,3 | 227 217      | 31,3 |
|  | 24 168            | 5,6  | 48 356              | 6,8  | -              | -    | 48 356       | 6,8  |
|  | 40 092            | 9,1  | 80 184              | 11,0 | 81 756         | 11,3 | 161 940      | 22,3 |
|   | 439 250           | 100  | 504 020             | 69,4 | 221 648        | 30,6 | 725 668      | 100  |

Source : Simon Langlois, « Tendances de la société québécoise » *Québec 1999*, Fidès-Le Devoir, p. 52.

[125]

***Au niveau mondial, on parle maintenant de droit au développement. Ce droit est-il réel aussi au niveau individuel ?***

Le 4 décembre 1986, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration sur le droit au développement et ceci avec 146 voix en faveur, une voix contre et huit abstentions. Daniel Jacoby, le Protecteur du citoyen, nous rappelle que ce droit au développement n'est plus synonyme de développement économique, mais considère le développement économique comme un outil de développement des droits de la personne. Voilà qui replace les choses à la bonne place. L'économie n'est pas une fin en soi, mais elle doit être considérée comme un moyen de réaliser quelque chose de plus fondamental : les droits de la personne.

Ce droit affirme la nécessité d'adopter un régime international qui lutte contre la pauvreté et non contre les pauvres, qui réduit les inégalités sociales et qui distribue équitablement la richesse <sup>95</sup>.

Actuellement les écarts ne font que grandir : les 20 % les mieux nantis du monde détenaient 70 % de la richesse mondiale en 1960 ; ils en détenaient 85 % en 1991 et la concentration continue. Il y aurait 300 millions d'enfants esclaves dans le monde <sup>96</sup>. Si les droits constituaient la fin et que le droit au développement était appliqué, des phénomènes comme la famine, qui a conduit à la mort deux millions de Coréens dans l'indifférence la plus froide depuis 1996, ne se seraient pas produits. Nous sommes encore au stade de la barbarie. Ce concept de droit au développement, nous le retenons autant pour les individus que pour les pays.

---

<sup>95</sup> JACOBY, Daniel, *Le protecteur du citoyen*. Éditions Trois-Pistoles, 1998, p. 178.

<sup>96</sup> MONESTIER, Martin, *Les enfants esclaves, l'enfer quotidien de 300 millions d'enfants*, Le Cherche Midi éditeur, 1998.



[126]

***Le droit au développement ne signifie-t-il pas  
aussi le choix de réaliser son potentiel par l'éducation ?***

Les humains sont de plus en plus « instrumentalisés » au profit des compagnies. L'éducation devient progressivement un processus d'instrumentalisation des humains au service des compagnies dont le seul et unique but, trônant comme un absolu, est de faire des profits. Les compagnies et leur logique de profits s'introduisent dans les universités, les écoles, les hôpitaux et jusque dans les prisons. Un reportage montrait comment les grandes compagnies d'élevage, les usines qui concentrent des milliers d'animaux influencent les facultés universitaires qui finissent par épouser leur point de vue en dépit de son absurdité. C'est une farce tragique, bientôt McDonald et Pepsi distribueront le matériel pédagogique, mais ce n'en est pas vraiment une, car McDonald en a fait la proposition formelle !

En conclusion, disons que nous avons insisté sur le caractère construit et volontaire des institutions humaines, car c'est le premier pas pour en finir avec la résignation, surtout celle générée par les ultralibéraux qui nous varloperont la cervelle de leur ordre spontané du marché et l'extension de sa logique à l'ensemble des relations humaines. Si l'ordre est spontané, la réforme volontaire n'est pas possible ou futile. Il ne faut pas attendre d'instances externes à l'homme les coordonnées de notre mode de collaboration sociale, mais il ne faut surtout pas l'attendre du laisser-faire économique. Le laisser-faire produit la concentration économique et les inégalités extrêmes, on l'a constaté au siècle passé ; pourquoi y revenir ? Autrement dit, un ordre de coopération sociale juste, cela se planifie, cela se construit. La société juste fait des hommes justes, car l'homme tire ses valeurs de sa communauté.

[127]

Manifeste pour un revenu de citoyenneté

## Conclusion

---

Le revenu de citoyenneté  
comme programme politique

[Retour à la table des matières](#)

[128]

[129]

***Le développement économique ne doit pas se faire  
au détriment de la dignité humaine***

Daniel Jacoby, le Protecteur du citoyen, déclarait dans son livre : « *L'accroissement du niveau économique d'une société n'est pas gage de qualité de vie de sa population pas plus que de la protection des droits humains. Je dirais même que, dans plusieurs pays, cet objectif économique ne se réalise qu'au détriment des droits humains les plus fondamentaux* <sup>97</sup>. » Le Centre pour la justice sociale montre que la nouvelle croissance économique bénéficie exclusivement aux riches. Le salaire moyen des dirigeants de compagnies a augmenté de 15 % en 1995, de 11 % en 1996, de 13 % en 1997 pour atteindre 862 000 \$ et 1,5 million \$ si on ajoute les options d'achat d'actions <sup>98</sup>. L'ordre du jour qu'on nous impose, c'est celui des 10 % de Canadiens qui détiennent 70 % des actifs financiers telles les actions et les obligations et celui de l'aristocratie des 1 % qui en détiennent 40 % <sup>99</sup>. Nous avons vu, au chapitre 3, comment nous vivons dans une société qui n'occupe plus qu'une petite partie de la population dans la production des biens premiers. Pourtant, les défauts dans notre mode d'appropriation de ces biens font que plusieurs sont inquiets face à l'accès à ces biens premiers qui, paradoxalement, abondent. Le bois abonde, mais les logements sociaux manquent (en 1996, 43 % des ménages locataires [130] consacraient 30 % ou plus de leur revenu brut au loyer, 23 % des ménages plus de 50 % de leur revenu brut) ; les forêts sont données aux affairistes qui les vendent aux États-Unis.

Nous avons vu que le revenu de citoyenneté est une pratique qui prend au sérieux les droits sociaux qui sont déjà reconnus dans les

---

<sup>97</sup> JACOBY, Daniel, *Le protecteur du citoyen*, Éditions Trois-Pistoles, 1998, p. 170.

<sup>98</sup> Presse Canadienne, « L'écart s'accroît entre les riches et les pauvres au Canada », *Le Devoir*, 23 oct. 1998, p. A-8.

<sup>99</sup> STANDFORD, Jim, « Vast Majority Of Shares Held By Elite On Well-off Families », *The CCPA Monitor*, Sept. 99, Vol. 6, N° 4, p. 15.

Chartes. Il atteint les objectifs de lutte efficace contre la pauvreté et de réinsertion sociale. Il respecte la dignité des plus démunis et il simplifie grandement la panoplie des programmes en les remplaçant par un montant inconditionnel. Il est inévitable si l'on considère que, sous l'effet de l'innovation technologique, le travail s'amenuise tout en produisant quand même les biens socialement nécessaires. Le revenu de citoyenneté est une solution sociale à des risques sociaux liés aux effets pervers de notre mode de collaboration économique : les effets du capitalisme qui recherche le maximum de profit dans un minimum de temps.

### *Résister à la pensée dominante*

Notre proposition arrive à un moment où l'on nous intime d'oublier le modèle québécois et de réviser le sens de la Révolution tranquille. Des économistes se font historiens pour nous dire, à la lumière du nouveau dogme anti-étatique, que la Révolution tranquille ne peut qu'avoir été le péché originel de notre économie « déficiente ». Gilles Paquet, de l'Université d'Ottawa, nous dit que la faillite du modèle québécois aurait été masquée par le fait que « *les Canadiens ont bénéficié de rentes à l'exportation de leurs ressources naturelles* ». Il faudra donc, selon lui, que de « *rentiers* » les Québécois se transforment en « *travailleurs compétitifs* <sup>100</sup> ». Le secteur privé, nous dit-il, se rebiffe, en a assez des impôts ; la Révolution tranquille aurait retardé l'adaptation à la nouvelle économie. Fini le nationalisme défensif, concurrencer les [131] autres économies de la planète sera notre nouveau ciment social, déclare-t-il. « Pour devenir concurrentiel dans une petite économie ouverte et balkanisée, il faut afficher des prix unitaires de main-d'œuvre qui croissent moins rapidement que ceux des concurrents <sup>101</sup>. », précise-t-il.

Comment ces exhortations finissent-elles ? Par l'appel à un modèle de remplacement, à une société où les trois quarts seront des pigistes et

---

<sup>100</sup> PAQUET, Gilles, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité*. Liber, 1999. Ici, il endosse ainsi les propos de H.P. Rousseau de la Banque Laurentienne.

<sup>101</sup> *Idem*, p. 51.

des vacataires, où la précarité sera généralisée, la sous- traitance un mode de vie <sup>102</sup>. « *Aux États-Unis, ce processus a déjà fait son lit dans les années quatre-vingt* <sup>103</sup>. » Il faut, selon ces gourous du néolibéralisme, re-responsabiliser les citoyens qui doivent « assurer leur propre sécurité ». C'est le même discours depuis 150 ans, discours de l'individualisme possessif, de la désolidarisation, de la résignation face au capital, de l'appel au dogme du laisser-faire économique.

Pour sauver le principe de l'ordre immanent du marché, du capitalisme, l'ordre méritocratique et l'éthique de broche à foin du travail à tout prix, même le plus inutile, on prive les démunis de biens premiers en surproduction et on leur propose de produire sans motivation des débilisés qu'on pousse *ad nauseam* dans la gorge des consommateurs à coup de harcèlement publicitaire, de télémarketing financé au Québec par les fonds publics. Le revenu de citoyenneté permettrait l'auto-organisation d'activités communautaires qui répondent au besoin de sens de l'activité humaine hors du marché. Nous avons vu que Jean-Marc Ferry qualifie de secteur « quaternaire » ces activités à prépondérance de prestation humaine. Le revenu de citoyenneté amènerait une plus grande liberté dans le choix de son travail. Le droit au travail oui, mais à un travail décent socialement utile. Pas celui que le *workfare* américain produit avec ses 20 millions de *working poors*.

[132]

### ***Trois partis politiques : un seul dogme***

La modernité prétend avoir libéré l'individu des systèmes métaphysiques. On prétend maintenant nous avoir libérés des systèmes politiques volontaristes, des communistes et des socialistes qui voulaient imposer à tous « leur » vision du monde, implanter « leur » définition de la vie bonne par le pouvoir de l'État. Récemment, on agitait l'épouvantail de Mao. Le moindre discours pour rendre le libéralisme acceptable et réformable est taxé de radicalisme.

---

<sup>102</sup> PAQUET, p. 37.

<sup>103</sup> *Idem*, p. 52.

L'individu libéral dont l'État devait protéger la liberté comme quelque chose de sacré est plongé dans une nouvelle forme d'impuissance ; ceux qui sont supposés représenter la volonté politique, porter nos projets sociaux, nous disent : « Il faut s'adapter à l'ordre du marché. » Enfin délivrés des projets sociaux... Place au discours de la pensée unique qui définit la précarité et la guerre économique de tous contre tous comme la condition essentielle de l'homme.

Au Sommet de 1996 sur l'emploi, le premier ministre Lucien Bouchard a lancé : « *Il faut s'adapter !* » ; s'adapter aux États-Unis, à l'Alberta, à l'Ontario <sup>104</sup>. Tout un projet de souveraineté pour un peuple ! C'est devenu une incantation qu'on a répétée mille fois depuis ce temps. Ni les libéraux, ni les péquistes n'ont le courage de proposer les changements radicaux nécessaires à l'établissement d'un nouveau paradigme de répartition, d'une civilisation du temps libéré et de la fin du plein emploi ou du travail salarié à plein temps. On continue de laisser les conseils d'administration de [133] compagnies et le profit définir les activités socialement reconnues, l'ordre social.

Le discours politique est devenu un simple discours publicitaire comme un autre, une astuce pour contrôler les esprits, un produit des conseillers en images. Tous les messages politiques sont écrits dans les « bunkers » de spécialistes des communications. Aux dernières élections québécoises, les trois partis récitaient en chœur la même ritournelle : « La mondialisation ne nous laisse aucun choix, il faut s'adapter, il faut être flexible. » Tout apparaissait scellé ; on va s'adapter au travail précaire, à la flexibilité, au modèle américain. Un beau projet de société...

---

<sup>104</sup> « Il faut s'adapter ! C'est une nécessité, lance Bouchard en ouvrant le Sommet », *Le Devoir*, 30 octobre 1996. « Le coût des programmes sociaux, Bouchard veut aligner le Québec sur l'Ontario et les États-Unis », *Le Devoir*, 9 mars 1996. « Ce sont les agences de crédit et les prêteurs au gouvernement qui lui dictent sa politique fiscale et budgétaire, a reconnu hier Bernard Landry. », *Le Journal de Montréal*, 29 octobre 1997.

### *Des idées nouvelles pour le Québec*

La dignité citoyenne consiste en la liberté de faire partager des idées et de tenter d'en faire une définition générale du bien à promouvoir collectivement : faire partager des idées comme le revenu de citoyenneté qui est une nécessité devant les effets pervers des supposées lois du marché et de son ordre spontané présumé. Malgré ce que nous serinent les chambres de commerce et les associations patronales, de moins en moins de personnes sont disposées à croire que la croissance économique laissée aux mains du libéralisme et du marché réalisera les droits de la personne.

Au Québec, on a pris l'habitude de nous présenter comme solution universelle à tous les problèmes la remise de toute activité entre les mains d'entrepreneurs privés. Une tentative de présenter un discours alternatif a vu le jour, à la fin du mois de novembre 1997, alors que 600 personnes se sont réunies au Collège Maisonneuve pour exprimer la nécessité d'un regroupement de la gauche. Un mouvement politique contre le néolibéralisme est né au cours de la dernière année. Il s'agit du Rassemblement pour l'alternative politique [134] (RAP) dont le congrès de fondation a eu lieu à la fin du mois de mai 1998.

Dans son Manifeste, le RAP plaide pour un revenu décent garanti :

Nous voulons un revenu décent garanti et des mesures d'intégration sociale sans harcèlement de l'État ; de toute évidence, la multitude incohérente des programmes sociaux actuels ne suffit plus à contrer la pauvreté et l'exclusion sociale et nous croyons qu'il faut mettre au point un système qui intègre l'ensemble des mesures visant à garantir à chacune et à chacun un revenu décent et une contribution sociale valorisante <sup>105</sup>.

Quel est l'ordre du jour maintenant que l'indépendance est repoussée aux calendes grecques pour faire place à la *business* ? Installer l'ultralibéralisme, imiter les États-Unis ? Le Parti québécois vide l'indépendance de son sens. Comme tous les partis, il se livre à un

---

<sup>105</sup> Rassemblement pour une alternative politique, *Pour que renaisse l'espoir*, 1998.

affaiblissement de l'État, de nos moyens collectifs d'action et de nos finalités collectives. Si notre État indépendant doit devenir un État minimal, une grosse agence Pinkerton vouée au respect intégral de la propriété privée illimitée, à quoi cela peut-il bien servir ? Les hommes d'État se transforment en micropoliticiens oscillant au gré des lobbies des compagnies. Le Parti québécois ne parle plus d'indépendance que par opportunisme électoral, comme sujet de conversation pour combler le vide politique. Son seul discours en est un de justification du recul de l'État.

Le Québec a besoin d'idées nouvelles plutôt que de se cantonner dans le mimétisme des sociétés inégalitaires. Le revenu de citoyenneté en est une. On reconnaît la valeur d'une société par le type de bien commun qu'elle poursuit. Une société qui ne prend pas en charge les effets pervers de son mode de collaboration, qui abolit progressivement les recours de ses citoyens en difficulté, qui fait [135] progressivement de l'éducation et de la santé des citoyens l'objet d'une *business* privée destinée à enrichir une minorité est une société décadente.

Résumons notre pensée : Jean-Paul Sartre disait que l'homme a la charge de faire l'humanité. Si une sorte de raison est à l'œuvre dans l'histoire de l'humanité, c'est bien un effort d'élimination du travail, un effort constant pour faciliter le rapport entre les choses et nos besoins. Nous avons vu que l'humanité accomplit très bien cet objectif par son évolution technique et scientifique : la production des biens essentiels occupe de moins en moins de personnes. Mais la structure sociale n'a pas évolué en parallèle et l'on considère toujours le travail comme le seul moyen vraiment légitime d'accès aux biens alors que celui-ci diminue. Notre structure morale aussi n'a pas évolué en parallèle, car nos valeurs morales restent subordonnées au travail. La croissance économique doit se faire à tout prix, souvent au prix des droits de l'homme. Nous nous dissimulons le bienfait de la réduction du travail, comme si nous avions une conscience malheureuse face à notre nouvelle liberté. Cela nous conduit aussi à nous cacher la vérité du chômage croissant. En effet, le progrès fulgurant du travail à temps partiel, l'entrée tardive sur le marché du travail et les retraites prématurées, le travail intermittent ou à contrat codifié comme autonome, etc. tout cela nous empêche de répertorier le chômage, de prendre pleinement conscience de la diminution du travail socialement nécessaire.



Notre mode de collaboration sociale étant inadapté, nous avons accepté progressivement comme inéluctable le fait qu'il sacrifie une partie croissante de la population à qui le travail échappe comme mode d'accès aux biens. Par exemple, les Américains cachent leur chômage sous la catégorie des *working poors* et la charité devient le mode de distribution arbitraire de leur immense capacité productive. Les soupes populaires se multiplient spontanément, la richesse se concentre non pas entre les mains de ceux qui travaillent, mais de ceux qui détiennent les capitaux. D'autre [136] part, des activités non socialement codifiées comme du travail connaissent un essor ; pensons aux activités communautaires et aux activités parallèles au marché officiel telle l'économie sociale. Cette association du mot économie au mot social est symptomatique du fait que la distribution s'organise hors de l'économie marchande. Les gouvernements engoncés dans les anciennes structures en sont rendus à vouloir privatiser les activités communautaires spontanément créées pour répondre à l'inadaptation de nos structures, pour en faire du « travail officiel » répertorié et très bon marché.

Des personnes souffrent de cette inadaptation de nos structures sociales à la réalité. Car, il faut le dire, le capital en tant que propriétaire des moyens techniques confisque ce progrès dans les capacités productives et partage de moins en moins les bénéfices avec les travailleurs et les consommateurs. Les auteurs européens proposent de contourner ce problème de dissociation du travail et du revenu en promulguant un droit des citoyens à une rente sur les ressources naturelles.

Pour notre part, nous avons abordé le problème de répartition par le biais de l'exercice du droit social. Notre société a commencé à répondre aux problèmes de répartition en instaurant le droit social inscrit dans les Chartes et réalisé concrètement dans les programmes sociaux. L'avenir est dans la répartition des retombées de ce progrès technique. Pourquoi ne pas prendre les droits sociaux au sérieux plutôt que d'y aller à la pièce ? Notre structure fiscale doit donc répartir le revenu qui se dissocie du travail. La justice sociale, la couverture des risques de notre forme de collaboration sociale exigent que l'accès aux biens premiers soit garanti inconditionnellement. Chacun est libre de s'enrichir, d'utiliser les progrès de l'humanité, de poursuivre sa définition de la vie bonne, mais à la condition que son enrichissement contribue à

garantir l'accès aux biens premiers à tous et l'accès à une forme avancée de l'égalité des chances sans laquelle toute inégalité devient une injustice.

[137]

Nous croyons donc profondément que le revenu de citoyenneté constitue un progrès pour le Québec. Nos gouvernements, plutôt que nous convier à imiter des sociétés réactionnaires qui reviennent à des formes pures et dures de libéralisme et de laisser-faire devraient débattre de nouvelles idées, envisager des moyens nouveaux adaptés à la nouvelle réalité. Au Québec, il n'y aura plus de prestataires de l'aide sociale ou de l'assurance-emploi, de bénéficiaires de pensions de vieillesse, de femmes à la maison pratiquement sans revenu, de parents implorant pour des congés parentaux, d'étudiants en train de s'endetter, etc. ; il n'y aura que des citoyens égaux en dignité recevant le revenu de citoyenneté.

Celui qui perdrait son emploi en cours d'année n'aurait pas à s'expliquer, il recevrait déjà son revenu de citoyenneté sans condition. Celui qui veut se recycler, celui ou celle qui doit se consacrer à un nouveau-né ou à l'éducation de ses jeunes enfants, celui qui veut fonder ou travailler dans un organisme communautaire ou bénévole, l'accidenté ou le malade qui ne peut plus travailler, celui dont le métier disparaît dans les méandres du progrès technologique, de la mondialisation ou de la fusion des compagnies, celui que le dieu-marché rejette, celui qui prend sa retraite, etc., tous ceux-là ne seraient pas plonger dans un monde incertain face aux biens premiers qui seraient assurés sans conditions, sans démarche. C'est une nouvelle coordonnée vers un mode de collaboration sociale moins risqué, plus centré sur la valeur de l'existence humaine en soi, plus respectueux des principes qui ont fondé le droit social. Le revenu de citoyenneté n'est pas dû en charité mais en droit, car seul le droit est compatible avec la dignité humaine. Finies les vexations, les humiliations, finies les enquêtes, finis les programmes d'emplois bidon. Pas de questionnaires, pas de formules, le revenu de citoyenneté du berceau au tombeau !

[138]

**«Les allocations familiales libèreront le peuple du besoin», disait-on. Mais ce n'était pas suffisant. Le revenu de citoyenneté le fera!**

Le 26 juillet 1944, le premier ministre fédéral King annonce son projet de loi des allocations familiales. Une semaine plus tard, le 2 août, le gouvernement provincial annonce qu'il complètera le programme fédéral, qui diminuait l'allocation après le 5<sup>e</sup> enfant, sous prétexte qu'« au Québec, quand il y en a pour 5, il y en a pour 6 » avait dit Dunning, le ministre des Finances à Ottawa.

Dans tout le pays, les allocations familiales étaient versées aux femmes, sauf au Québec où elles étaient adressées aux hommes.

Le journal *Le Canada* publiait également le 2 août, le jour de la mise en nomination pour les élections du 8 août 1944, le montant des allocations qui allaient être versées dans chaque comté du Québec. On n'entendit aucune protestation d'économistes ou d'experts m'as-tu-vu.

***Illustration du haut*** : « Les *allocations familiales* libéreront le peuple du besoin », disait-on. Mais ce n'était pas suffisant. Le revenu de citoyenneté le fera !

***Illustration du milieu*** : Le 26 juillet 1944, le premier ministre fédéral King annonce son projet de loi des allocations familiales. Une semaine plus tard, le 2 août, le gouvernement provincial annonce qu'il complétera le programme fédéral, qui diminuait l'allocation après le 5<sup>e</sup> enfant, sous prétexte qu'« au Québec, quand il y en a pour 5, il y en a pour 6 » avait dit Dunning, le ministre des Finances à Ottawa.

***Illustration du bas*** : Dans tout le pays, les allocations familiales étaient versées aux femmes, sauf au Québec où elles étaient adressées aux hommes.

Le journal *Le Canada* publiait également le 2 août, le jour de la mise en nomination pour les élections du 8 août 1944, le montant des allocations qui allaient être versées dans chaque comté du Québec. On n'entendit aucune protestation d'économistes ou d'experts m'as-tu-vu.

[139]

**Manifeste pour un revenu de citoyenneté**

**BIBLIOGRAPHIE**

**Revenu de citoyenneté  
– Allocation universelle**

[Retour à la table des matières](#)

AUBRY, François, *L'Allocation universelle, fondements et enjeux*, CSN, mai 1999, 81 pages.

BLAIS, François, « L'allocation universelle et la réconciliation de l'efficacité et de l'équité », *Cahiers d'épistémologie N° 9901*, UQAM, Département de philosophie, 1999.

BLAIS, François, « L'allocation universelle », *Relations*, octobre 1997, p. 241.

BRESSON, Yves, « Le revenu d'existence ; réponse aux objections », in *Revue du MAUSS* (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), *Vers un revenu minimum inconditionnel ?*, N° 7, Sept. 1996, pp. 105-114.

CAILLÉ, Alain, « Vers un revenu minimum inconditionnel ? », in *Revue du MAUSS*, N° 7, Premier semestre 1996, p.7.

CAILLÉ, Alain, INSEL, Ahmed, « Note sur le revenu minimum inconditionnel garanti », in *Revue du MAUSS*, N° 7, Premier semestre 1996.

EUZÉBY, Chantal, « Pour une redistribution des richesses », *Manière de Voir*, N° 41, Sept. – oct. 98.

FERRY, Jean-Marc, *L'Allocation universelle, pour un revenu de citoyenneté*. Cerf, 1995.

FERRY, Jean-Marc, « Revenu de citoyenneté, droit au travail, intégration sociale », in *Revue du MAUSS, Vers un revenu minimum inconditionnel*, N° 7, Premier semestre 1996, p. 127.

FRIEDMAN, Milton, « The case for the negative income tax », *National Review*, 7 mars 1967, p. 239.

GALLOIS, Claire, *L'honneur du chômeur, témoignages recueillis par Claire Gallois*, Éd. Denoël, 1998.

GILAIN, Bruno, VAN PARUS, Philippe, « Un scénario de court terme et son impact distributif, Appendice B », in *Vers un revenu minimum conditionnel ?*, in *Revue du MAUSS semestrielle*, N° 7, Premier semestre 1996.

LELEUX, Claudine, *Travail ou revenu ? Pour un revenu inconditionnel*, Cerf, 1998.

PAINE, Thomas, « La justice agraire opposée à la loi et aux privilèges agraires, 1797 », in *Vers un revenu minimum inconditionnel*, *Revue du MAUSS*, N° 7, Premier semestre 1996, pp. 23-36.

ROMIEU, André, *Un revenu et une activité pour tous*, L'Harmattan, 1998.

VAN PARIJS, Philippe, *Refonder la solidarité*, Cerf, 1996.

## Désalarisation, précarisation ou « fin » du travail

ARONDEL, Philippe, *L'impasse libérale*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995, Coll. Éthique sociale et L'homme-marché, Paris, Desclée de Brouwer, 1997.

AUBRY, François, « Le plein emploi, mythe ou réalité ? », *L'Action Nationale*, Vol. LXXXVIII, N° 1, Janv. 1998.

[140]

BANVILLE, Roch, m.d., *La peau des autres*, Jacques Lanctôt éditeur, oct. 1999.

BOISARD, R, COHEN, D., ELBAUM, M. *et al.*, *Le travail, quel avenir ?*, Gallimard, Paris, 1997.

BOURG, Dominique, *Nature et technique, essai sur l'idée de progrès*, Hatier, 1997, 79 pages.

CLAESSENS, Michel, *La technique contre la démocratie*, Seuil, 1998, 211 pages.

DUCLOS, Denis, « Naissance de l'hyperbourgeoisie, Une nouvelle classe s'empare des leviers du pouvoir mondial », *Le Monde diplomatique*. Août 98.

GORZ, André, *Misères du présent, richesse du possible*, Galilée, 1997.

HABERMAS, Jürgen, *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Gallimard, 1973, orig. 1968, 212 pages.

MAZEL, Olivier, *Les chômages*. Le Monde-Éditions, 1993.

MASSOT, Alain, *[L'école à temps partagé et le partage du travail](#)*, Presses de l'Université Laval, 1998.

PAQUETTE, Pierre, *Un Québec pour l'emploi*, Éditions Saint-Martin, 1995.

RIFKIN, Jeremy, *La fin du travail*, Boréal, Montréal, 1996.

VERGERA, Francisco, « Les chiffres trompeurs du chômage », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 1997, pp. 16-17.

ROBIN, Jacques, « Repenser les activités humaines », *Manière de voir*, Sept. 97.

## Mondialisation, cartellisation, pouvoir des compagnies

AMIN, Samir, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, 1996.

ARCHIBALD, Clinton, *Assistés sociaux inc. lobby et démocratie libérale*, Vents d'Ouest Inc., 1997.

ARIÈS, Paul, *Les fils de Mc Do, La Mc Donaldisation du monde*, L'Harmattan, 1997.

CAMPBELL, Bruce, PURKAYASTHA, Arun, « A tale of ten TNC's. Free Trade spurs layoffs, huge increases in Chief Executives pay, profits. », *CCPA Monitor*, Déc.97/Janv. 98, Vol. 4, N° 7.

CARROUÉ, Laurent, « Le naufrage du textile européen », *Manière de voir*. Sept, 97.

CHOMSKY, Noam, « L'Indonésie, martyre du jeu américain », *Le Monde Diplomatique*, *Manière de voir*, N° 40, juil.-août 98.

CHOMSKY, Noam, *Les dessous de la politique de l'Oncle Sam*, Écosociété, 1996.

DESJARDINS, Pierre, *On achève bien les chevaux*. Les Intouchables, 1997, 189 pages.

FABRE, GUILHELM, « Mythes et réalités de la concurrence asiatique », *Manière de voir*. Sept 1997, p. 55 et suiv.

FERRANDÉRY, Jean-Luc, *Le point sur la mondialisation*, PUF, 1996.

GREIDER, William, *One world ready or not, the manic logic of global capitalism*, Simon & Schuster, 1997.

GROUPE DE LISBONNE, *Limites à la compétitivité. Vers un nouveau contrat mondial*, Canada, Boréal, 1995, 225 pages.

HIRST, Paul, THOMPSON, Graham, *Globalization in question*, Polity Press, 1996.

LABARDE, Philippe, MARIS, Bernard, *Ah Dieu ! Que la guerre économique est jolie !*. Albin Michel, 1998, 216 pages.

LAÏDI, Zaki, *Malaise dans la mondialisation*. Les éditions Textuel, 1997.

[141]

LATOUCHE, Serge, *Les dangers du marché planétaire*. Presses de sciences politiques, 1998.

MARIS, Bernard, *Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles*. Albin Michel, 1999.

MARTIN, Hans-Peter, SCHUMAN, Harald, *Le piège de la mondialisation*, Solin, Actes Sud, 1997.



MATTELART, Armand, *Histoire de l'utopie planétaire*. Éditions de la Découverte, 1999 (mondialisation, planétisation, multinationale, internationale).

MIHEVC, John, *The market tells them so, The world bank an economic fundamentalism in Africa*, Penang Malaisie, Éd. Third World Network, 1995, 313 pages.

MINC, Alain, *La mondialisation heureuse*, Plon, 1997, Paris, Arléa, 1997, 250 pages.

MUCCHIELLI, Jean-Louis, *Multinationales et mondialisation*. Seuil Points économie.

PARIZEAU, Jacques, *Une bouteille à la mer ? Le Québec et la mondialisation*, VLB, 1998.

PETRELLA, Riccardo, *Écueils de la mondialisation, urgence d'un nouveau contrat social*, Fides, 1997.

RALPH, Diana, *et al., Open for business, closed to people*, Mike Harris's Ontario, Fernwood publishing, 1996, 207 pages.

RAMONET, Ignacio, *Nouveaux pouvoirs, nouveaux maîtres du monde*, Fides, Les grandes conférences, 1996.

RAMONET, Ignacio, *La Tyrannie de la communication*, Galilée, 1999.

REGROUPEMENT des Victimes des Caisses Populaires, « Les privilèges accordés au monopole que constitue le mouvement Desjardins : un danger pour les consommateurs québécois », *Mémoire à la commission parlementaire sur les produits financiers*, 1996.

SAUL, John, *Le citoyen dans un cul-de-sac*, Fides, Les grandes conférences, 1996, p. 31 et suiv., aussi *La civilisation inconsciente*, Payot, 1995.

SEYMOUR, Michel, *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Liber, 1999.

SORMAN, Guy, *Le monde est ma tribu*. Fayard, 1997.

TODD, Emmanuel, *L'illusion économique, essai sur la stagnation des sociétés développées*, Gallimard, 1998, 322 pages.

## Inégalités et pauvreté

AUBRY, François, LAROSE, Gérald, *L'accroissement des inégalités au Québec au cours des années 1990*, (CSN), 12 pages.

AUBRY, François, (CSN), *Le mouvement syndical et la lutte à la pauvreté*, présentation dans le cadre du colloque « Rêver l'avenir », organisé par la Ligue des droits et liberté, le 29 novembre 1998, 4 pages.

BARSAMIAN, David, *Entretiens avec Chomsky*, Écosociété, 1998, 170 pages.

BOULTE, Patrick, *Individus en friche. Essai sur l'exclusion*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995.

BRUNELLE, Dorval, *Droit et exclusion, critique de l'ordre libéral*, Harmattan, 1997, 210 pages.

CAMEROUN, Duncan, FINN, Ed., *Les 10 mythes sur le déficit, La vérité sur l'endettement public et les compressions injustifiables*, Centre canadien de politiques alternatives, 23 pages.

[142]

CANADA, Geoffrey, *États-Unis des enfants et des armes, récit de la violence ordinaire*, ESF, 1999.

CHOSSUDOVSKY, Michel, *La mondialisation de la pauvreté*, Écosociété, 1998.

CÔTÉ, Roch dir., *Québec 1999*, Fides-Le Devoir, 1998.

COURCHAURE, Stéphane, MAROT, Françoise, *Les riches, comment ils dépensent leur argent*, Paris, Balland, 1985, 261 pages (Inégalités).

CSN, « États généraux », 29 et 30 mars 1998, *Portrait de la situation sociale et économique*, 57 pages.

DANIEL, Christine, TUCHSRIZER, Carole, *L'État face aux chômeurs, L'indemnisation du chômage de 1884 à nos jours*, Flammarion, 1999.

DUMONT, René, *Un monde intolérable, Le libéralisme en question*, Seuil, 1988.

DUMONT, René, PAQUET, Charlotte, *Misère et chômage. Libéralisme ou démocratie*, Paris, Seuil, 1994, Coll. L'Histoire immédiate, 183 pages.

FITOUSSI, Jean-Paul, ROSANVALLON, Pierre, *Le nouvel âge des inégalités*, Seuil, 1996.

GERONDEAU, Christian, *Candide au pays des libéraux*, Albin Michel, 1998.

GILDER, G., *Richesse et pauvreté*, Paris, Albin Michel, 1981, 336 pages.

GIRAUD, Pierre-Noël, *L'inégalité du monde, Économie du monde contemporain*, Gallimard, Folio, 1996.

GROUPES du Conseil communautaire Solidarités Villeray, *Portrait de la pauvreté à Villeray de A à Z*.

KASPI, André, *Les États-Unis d'aujourd'hui, mal connus, mal aimés, mal compris*, Plon, 1999, (inégalités, privatisation).

KLEIN, Juan-Luis, TREMBLAY, Pierre-André, DIONNE, Hugues, *Au-delà du néolibéralisme*, PUQ, 1997.

MIGUÉ, Jean-Luc, *Étatisme et déclin du Québec, bilan de la Révolution tranquille*. Les Éditions Varia, 1999.

POULIN, Richard, SALAMA, Pierre, *L'insoutenable misère du monde, économie et sociologie de la pauvreté*. Vents d'Ouest, 1998, 294 pages.

SIMMEL, Georg, *Les pauvres*, PUF, 1998, 102 pages.

SOROS, George, *La crise du capitalisme mondial, l'intégrisme des marchés*, Plon, 1998.

ST-AMAND, Nérée, KÉRISIT, Michèle, *Pauvreté et nouvelles solidarités, repenser l'intervention*. Éditions St-Martin, 1998.

VLAJKI, Emil, *Les misérables de la modernité*, Méridien, 1999.

WOLFELSPERGER, Alain, *Économie des inégalités de revenus*, PUF, 1980, 267 pages.

## Économie sociale-solidarité-droit social

BADINTER, Robert, *Liberté, libertés*, Gallimard, 1976.

BENASAYAG, Miguel, *Le mythe de l'individu*, La Découverte, 1998.

BOYER, Jean-Pierre, (présentation) Thomas Paine, *Les Droits de l'Homme*, Les Cahiers du Septentrion, 1998.

BRESSON, Y., GUITTON, H., *Repenser la solidarité*, Éditions Universitaires, 1991.

BRUNHOFF, Suzanne de, *L'heure du marché, critique du libéralisme*, PUF, 1986, 154 pages.

[143]

CASTORIADIS, Cornélius, « L'individu privatisé » in *Manière de Voir*, N° 46, « Révolution dans la communication », Juillet-août 1999, p.75.

CLICHE, Paul, *Pour réduire le déficit démocratique au Québec : le scrutin proportionnel*, Éditions du Renouveau québécois, Montréal, 1999.

DEFOURNY, Jacques, FAVREAU, Louis, LAVILLE, Jean-Louis, *Insertion et nouvelle économie sociale, un bilan international*, Desclée de Brouwer, 1998.

DUBUC, Pierre, *Pour une alternative politique*, Édition du Renouveau québécois, 1998.

EWALD, François, *L'État-providence*, Paris, Bernard Grasset, 1986, 608 pages.

FORTIER, Mark, dir., *L'économie sociale, L'avenir d'une illusion*, Fides, 1998, 229 pages.

GOMEZ-MULLER, Alfredo, *Éthique coexistence et sens*, Desclée de Brouwer, 1999.

GROULX, Lionel-Henri, *Où va le modèle suédois ? État-providence et protection sociale*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal/Éditions Harmattan, 1990, 151 pages.

GUAY, Jacques, *La presse des autres*, Lanctôt, 1996.

JOYAL, André, *Économie sociale, le bilan québécois*. Les élémentaires, Une encyclopédie vivante, 1999.

LAVERDURE, Gérard, *Du dépannage à la justice sociale, Un parti pris pour les exclus*, Fides, Cahiers d'études pastorales N°17, 1995.

MARSHALL, Dominique, *Aux origines de l'État-providence*, PUM, 1998, 317 pages (néolibéralisme).

MOREAU, Jacques, *L'économie sociale face à l'ultra-libéralisme*, Syros, 1994, 149 pages.

PIOTTE, Jean-Marc, [Du combat au partenariat, interventions critiques sur le syndicalisme](#), Éd. Nota Bene, 1998, 273 pages.

ROSANVALLON, Pierre, *La nouvelle question sociale, Repenser l'État-Providence*, Seuil, 1995.

ROSIER, Michel, « Libéralismes du passé et dépassés », communication présentée au congrès de la Société québécoise de science politique, 1989.

ST-AMAND, Nérée, KÉRISIT, Michèle, *Pauvreté et nouvelles solidarités, repenser l'intervention*, Éditions St-Martin, 1998.

TOURAINÉ, Alain, *Comment sortir du libéralisme ?*, Fayard, 1999 (néolibéralisme).

YACOUB, Joseph, *Réécrire la Déclaration universelle des droits de l'homme*, Desclée de Brouwer, 1998.

[144]



**Fin du texte**